

A LA RECHERCHE DU TEMPS PRESENT

Eléments de réflexion éparse par temps de Covid

Présenté par Dominique Lévèque

10-12-2020

Introduction, p 2

I- LE MIROIR DE NOS DERELICTIONS, p 4

La montée du confusionnisme, p 5

Le risque d'une glaciation idéologique p 7

Que faire ?, p 9

II- LES EFFETS COVID, p 10

Un renforcement des tendances stratégiques géopolitiques, p 12

Vers une Europe européenne ?, p 14

De nouveaux axes de convergences possibles, P 16

III- UNE NOUVELLE DUALITE DES TEMPS, p 18

Peut-on croire en une renaissance démocratique ?, p 19

La République dans toute son exigence, p 22

Se ré-intéresser à la politique, p 24

IV- D'UN CHAOS A L'AUTRE, p 28

Quelques leçons de la crise, p 29

Echapper au gâchis de la sensibilisation à la transition écologique, p 31

Arrêter de fixer des objectifs lointains, p 36

V- « LE MONDE D'APRES », C'EST MAINTENANT, p 37

Pour un nouveau cap, p 38

10 Propositions écologiques ET sociales, p 38

Le besoin de nouveaux imaginaires politiques, p 40

Conclusion, p 47

« *Le miracle, c'est que le monde existe* »,
Ludwig Wittgenstein

« *Nous sommes génétiquement très proches de la levure ! Bon sang, mais c'est bien sûr... Nous sommes fermentés et, très naturellement, nous fermentons. Les dieux de la préhistoire nous ont fait ce cadeau en douce, ayant pris bonne note des épreuves auxquelles nous faisons face, du froid et de la faim que nous subissions et de nos combats avec les bêtes sauvages. « Oh non, les imagine-t-on dire, un autre glacier nous barre la route, buvons un peu de vin. »*, Jim Harrison

Il y a trente ans à peine, on pouvait encore se dire que *l'Avenir dure longtemps*.

Aujourd'hui, c'est le sentiment d'incertitude qui domine. Nous sommes comme prisonniers du temps, comme si nous nous retrouvions dans la peau de personnages d'un film de science-fiction ; nous sommes soumis à des accès d'angoisse, à des troubles de l'humeur et du sommeil ; notre capacité de jugement est altéré, comme notre sens critique et de la nuance. Le temps ne semble plus « s'écouler » comme avant. Au point que nous avons parfois du mal à avoir conscience du jour où nous sommes et de l'heure qu'il peut-être. Il faudrait se replonger dans les romans de Dostoïevsky pour le savoir à coup sûr, où les horloges ne cessent de donner l'heure : « *Il était environ neuf heures du matin* » est la première phrase de *l'Idiot*.

Incapables de savoir quoi faire de ce temps faussement libre par temps de Coronavirus. Assaillis par la question de l'entropie de l'univers à laquelle nous ne nous étions intéressés que de loin jusqu'à maintenant. Troublés par le présent, mais aussi le passé et l'avenir que l'on n'arrive que difficilement à imaginer, et les trois à distinguer.

Le Coronavirus est la première chose depuis longtemps qui nous fait habiter un temps de détresse sanitaire et de dérélictions sociales, économiques, politiques et morales. Les confinements et le couvre-feu en ont rajouté dans ce que l'invasion de l'instant produisait déjà en termes de disparition de la profondeur de temps. L'imagination, la raison, l'esprit critique, la confiance et le scepticisme des Lumières sont suppliciés comme jamais, emportés par le *mainstream* d'outre-Atlantique et sa cohorte de prédicateurs et de marchands. Le vocabulaire se rétrécit.

Les technologies du virtuel et les algorithmes étendent leur empire.

Conjugué à la Covid, aux autres risques tout aussi viraux, au fanatisme religieux, à la brutalisation du monde et aux guerres incessantes, le dérèglement climatique avec ses souffrances humaines annoncées pourrait presque sembler marquer par moments *l'obsolescence de l'homme*. Difficile en ces moments troubles de convoquer une *inquiétude*, une lucidité, une nuance raisonnable contre le quiétisme aveugle, la passivité de larges franges des espaces politiques actuels devant les nuages qui s'amoncellent, mais aussi contre l'hystérisation des échanges publics, et singulièrement sur les réseaux dits « sociaux », où l'invective, l'injure le dispute au refus de dialogue, la malfaisance et au crétinisme, où le sentiment d'impunité permet un *shitstorm*, un déchaînement permanent de débordements insensés.

C'est peut-être la fin d'un monde, mais pas la fin du monde. L'histoire est pleine de résurgences, pas forcément négatives. La Grèce a été laminée par Rome, mais Byzance est advenu, qui a fait vivre un millénaire de culture grecque après la disparation de l'Empire romain d'Occident. L'école et la commune pourraient bien renaître à la faveur de la Covid et de l'urgence climatique, et la pensée naufragée ne pas le rester éternellement.

Puissions-nous sortir de toutes ces épreuves et continuer d'agir collectivement et individuellement pour ouvrir la voie d'une politique du bien commun et si possible d'une politique de l'émancipation pour tous et pour chacun. Et s'il nous est possible, en contribuant à l'invention d'un nouveau projet politique articulé autour du **défi écologique**, la **justice sociale**, le **renouveau démocratique** et la **renaissance des Humanités**, au travers d'une démarche *pragmatiste*, qui renonce aux récits totalisateurs. Alors, bien sûr que se coltiner « l'équilibration des contraires » souvent à l'œuvre dans le monde social où les antagonismes, les mésententes, loin de s'effacer nécessairement, ne parviennent le plus souvent qu'à se stabiliser dans un équilibre plus ou moins précaire, n'est pas aisé. Il est souvent plus facile de dénoncer, selon, la « trahison » des idéaux par l'institutionnalisation, l'intégration au « système », ou un « purisme » haut perché sans prise sur le réel, pourvoyeur de désespérances.

La démocratie n'oblige pas à s'aimer ou à avoir les mêmes idées, mais on peut trouver des points d'accord au profit d'un *espace commun de justice et de la singularité individuelle* (Philippe Corcuff), d'un « *singulier pluriel* » (Jean-Luc Nancy), concrètement, par exemple, dans un schéma déconcentré au plan national, confédéraliste au plan européen. L'idée d'équilibration alliée à un renouveau de la critique sociale et de la pensée critique pourrait reconstruire un idéal, une utopie concrète.

Au PRé, nous pensons pour notre part qu'il est encore temps d'agir pour accélérer la transition écologique, préserver l'avenir, mais aussi protéger notre présent, et redonner du sens au mot progrès en acceptant de lui enlever son « P » majuscule, tant à la vérité, il est complexe, n'est ni continu, ni donné, ni forcément à coup sûr le bien incarné. Tout comme il est encore temps de défendre de manière dynamique, c'est à dire de **promouvoir en actes, ce principe d'organisation essentiel de notre République qu'est la laïcité**, aujourd'hui éperonnée, dévoyée, répudiée (1), rabaissée de part et d'autre de l'échiquier politique, jusque dans une partie de la société.

Comme l'universalisme. Une laïcité à qui l'on dénie ici ou là le droit de conjuguer la liberté de conscience, l'égalité de droits, et la promotion de l'intérêt général. Une laïcité dont la seule réaffirmation signerait dorénavant pour d'aucuns à gauches, comme chez certains écologistes, ou encore chez des mystificateurs de la mouvance dite « décoloniale », une dérive vers l'extrême droite au motif que cela ferait « le jeu de l'extrême droite », alors même que cette dernière l'a cannibalisée pour en faire l'une de ses impostures idéologiques majeures. Une laïcité que d'autres, déboussolés, vont jusqu'à confondre avec « l'islamophobie ».

Certes, comme tout un chacun, exaspérés dans ce sentiment par la crise pandémique, le monde nous paraît parfois tellement vide, Il y a tant d'incertitudes dans cette époque qui publie en France la correspondance de Chardonne ou sort de l'oubli *Les Décombres*, le brûlot antisémite, antichrétien et anticapitaliste de Lucien Rebatet. Tout en retirant outre-Manche d'une plate-forme de streaming, en juin dernier, un épisode de « Falwty Towers », la série culte drolatique des années 1970 de John Gleese (des Monty Python) connue en France sous le nom *Hôtel en folie*, au motif de ne pas heurter les « sensibilités raciales »...

Et en même temps, sur certains sujets encore brûlants, comme celui de la guerre d'Algérie, il y a de quoi espérer nous défaire de postures improductives, d'aller au-delà des antagonismes anciens, de la compétition victimaire, de la communautarisation des mémoires et des « *trous de mémoire* » (2).

Puissions-nous réussir à renforcer nos défenses immunitaires, pas seulement contre le coronavirus et les dérégulations, mais aussi contre ce sentiment de solitude morale qui nous envahit de temps à autre. Contre ce contre quoi il est possible d'agir : l'entrisme du religieux à l'école, la mal-compréhension ou le refus à l'université, chez de nombreux acteurs de l'enseignement supérieur (3), du concept de laïcité, les intolérances de toutes sortes, la tendance répandue à confondre rigueur et fermeture d'esprit. Les anthroposophes de tous poils et tous les adeptes de ce courant ésotérique steinerien qui se font une spécialité du karma et de l'âme de nos enfants. L'esprit grégaire. L'esprit de meute. Le racisme, l'antisémitisme. La « QAnonisation » des esprits. Les catéchismes politiques.

Les nouveaux Croisés des droites. Contre aussi les impensés conservateurs dans le « populisme de gauche ». Les travers moraux à bon marché ; la compétition victimaire, les dérives de la pensée post-coloniale, les travers de la racialisation de la question sociale dont ses promoteurs ambitionnent d'en faire le prisme exclusif de tout (et surtout le moyen express de se faire une place au soleil des idées et à l'université). Contre les postures petites-bourgeoises intellectuelles. Le provincialisme de l'esprit. La « morale de l'archive ». Contre les professionnels de la profession qui n'en peuvent. Les semeurs de discorde et les entrepreneurs de haine. Les clabaudes de la dernière heure. Contre le *catastrophisme anthropologique* (4). Les sectarismes *New Age* qui glissent sur la vague de la pandémie et ses conséquences, l'irruption fatale de gourous, charlatans et autres « thérapeutes », guérisseurs douteux qui pullulent et exploitent la crédulité publique. Les nouveaux conformismes. La privatisation de l'espace public grandissante, la poussée du privé dans la création et la gestion des villes ; la tentation de la sécession socio-spatiale avec le phénomène des *gated communities*. Le risque d'une forme d'enclosure globale des espaces fréquentés quotidiennement par les couches aisées et moyennes, qui les mettrait à l'écart des plus pauvres et de tous ceux dont ils ont le sentiment qu'ils doivent se tenir éloignés. L'idéologie du survivalisme; la porte ouverte à *la guerre de tous contre tous* (*De Cive*, Hobbes). Contre la bêtise; l'injonction à ménager les « sensibilités » qui ne mène qu'à un monde sans culture, sans Histoire, sans risque d'histoires, un monde de façade et de magasins, sans livres ou alors récrits ; contre ce que l'on pourrait appeler le « **moral washing** ». Contre les égoïsmes, les abandons, les lâchetés ordinaires. Y compris parfois chez chacun d'entre nous qui ne sommes pas sûrs d'être toujours plus immunisés.

Le plus désespérant, le plus inavouable aussi, c'est quand nous ouvrons une fenêtre de tir, consciemment ou inconsciemment, par la publication d'un post sur FB par ex, pas si anodin que cela, à tous les désespérés de la vie, à tous les épuisés en petites cellules grises et qui là, se croyant dotés d'un "permis de vomir", s'en donnent à cœur joie, n'exprimant qu'une chose : leur haine, leur réflexion ras du bulbe et leur désir de passer par les baïonnettes tout ce qui n'est pas eux, tous ceux qui ne pensent pas comme eux, tout ceux qui n'ayant pas leurs valeurs, sont réputés ne pas en avoir....

A un ami plutôt rationnel et pondéré d'habitude, de gauche (au PS pendant des années depuis ses jeunes années) qui laissait charrier sur sa page des bêtises à propos de l'ancien député Jérôme Guedj (qui a remis son second rapport le 18 avril dernier portant sur les recommandations destinées à permettre à nouveau les visites de familles et de bénévoles dans les Ehpad) - lequel est connu pour avoir grandi politiquement aux côtés de Mélenchon, qui fut porte-parole d'Hamon - je me permettais de dire : « je veux bien que l'on dézingue tout ce qui bouge, à gauches, à droite, au centre, mais à *m' ment donné*, il reste qui, MLP ? Une fois que l'on a dénoncé la vilénie de la classe politique, le caractère hideux de la "Macronie", les échecs de la démocratie, une fois que l'on a ressassé nos rancœurs, nos ressentiments, nos désespérances respectives, exprimant au passage aussi nos failles individuelles, on fait quoi, on propose quoi, nous proposons quoi ? Les anti-dépresseurs ?! » J'ajoutais par ailleurs qu'il ferait bon de voir un haut fonctionnaire (ce qu'est Guedj), au service de l'Etat par définition, refuser une mission, d'autant plus sur un sujet qu'il connaît - les Ehpad - et ce en pleine crise sanitaire. Sur le moment, j'ai mis son laisser-faire sur le compte du paradoxe de la contrainte (par temps de Covid) et de la liberté, mais tout de même !

La crise pandémique, comme la crise écologique qui est une menace majeure en même temps qu'un véritable défi civilisationnel, nous invite à nous défaire de certaines idées reçues, à commencer par la fausse modernité, celle qui croit s'incarner dans les aspects purement matériels de notre civilisation. Avec Baudelaire dont 2021 sera la date anniversaire de son bicentenaire, nous souffrons toujours de l'incomplétude de la nature humaine. La vérité, qui pourra paraître datée, mais qui n'en reste pas moins pertinente de notre point de vue, c'est que pas plus que le marquis de Sade, Joseph de Maistre ou encore Edgar Allan Poe qui comptaient parmi ses références, nous ne croyons aujourd'hui à la fable rousseauiste de l'homme né bon.

Alors oui, puissions-nous réussir à renforcer nos défenses immunitaires pour réparer la santé des Hommes, l'habitabilité de la Terre, préserver les conditions de vie et dégager un horizon d'émancipation.

I- LE MIROIR DE NOS DERELICTIONS

L'exécution djihadiste par décapitation du professeur d'histoire-géographie Samuel Patty le 6 octobre 2020, suivi de l'attaque au couteau mortelle de trois paroissiens le 29 octobre à la Basilique Notre-Dame de Nice a plongé la France dans une cruelle réalité et un profond trauma. Elle a mis dans le même temps en lumière les dégâts des *islamo-conservatismes* (dont le djihadisme fanatique meurtrier constitue une composante à côté d'une plus légaliste qui a des points de jonction avec lui), et les dégâts des « islamismo-gauchismes » (constitués d'une partie de l'extrême gauche, toujours à la recherche du moteur de la Révolution depuis les années 60, au nom d'une convergence d'intérêts et d'ennemis communs avec les intégristes musulmans). Ces derniers ne surgissent pas de nulle part. Ils ont été décrits en sociologie dans les années 90 sous le vocable d'*islamo-gauchisme* pour illustrer la volonté de transmuter un « prolétariat » jugé mou du genou grâce à la « religion des opprimés ». Lequel a déteint depuis sur une partie du reste des gauches erratiques, témoignant de leur passage du différentialiste au multiculturalisme, symbolisant une ligne de fracture politique sur les causes du djihadisme, et conduisant, dans bien des cas, au déni ou à la complaisance, la lâcheté, la frilosité ou l'indigence critique vis à vis de « l'islamisme radical » et de ses deux courants fondamentalistes que sont le wahhabisme et le salafisme.

Quand ils ne sont pas motivés par des calculs strictement électoralistes vis-à-vis du phénomène du communautarisme qui constitue un vecteur puissant de l'islamisme radical.

Autrefois, on se contentait de placer ses « valeurs » sur le marché électoral, ces dernières années, d'aucuns placent le marché électoral au sein de leurs valeurs. Et vont parfois jusqu'à acquiescer aux litanies de ce petit courant idéologique qui cherche à instiller dans les esprits l'idée qu'il existerait en France une « Islamophobie d'Etat ».

Ces exécutions ont révélé au final comme un certain « *djihadiste d'atmosphère* », qui s'insinue, prospère, sur la pression de cette branche du radicalisme islamiste qui n'a de cesse, malgré ses déconfitures sur ses théâtres d'opérations d'origine, de vouloir étendre son emprise sur certains quartiers, ici même en France et en Europe. Mais aussi et avant tout au sein de l'islam, dans le monde musulman lui-même.

Elle a ouvert pareillement les yeux, s'il en était besoin, sur les dégâts du fanatisme religieux et sur les instrumentalisation politiques (ou simplement au profit d'une industrie criminelle, comme en Afrique où le djihadisme est parfois une simple « couverture »), comme ceux de la folie ordinaires, qui semblent coloniser les réseaux dits « sociaux », les plateaux de certains médias, ou encore ces discours politiques, alimentant l'extrême droitisation des espaces publics. Au travers des commentaires qui ont suivi, elle a mis au jour également les dégâts des usages pervers de la laïcité, les dégâts plus généralement de l'inversion de principes (qui étaient autant de signes distinctifs de la gauche autrefois, quand on pouvait encore lui accoler un « L » majuscule, à commencer précisément par la laïcité marqueur historique qui la distinguait de la droite) sur laquelle le doute, quand ce n'est pas le soupçon, s'est abattu. **La laïcité est à la peine, ciblée aujourd'hui par une partie de l'extrême gauche intellectuelle et caricaturée par une autre partie de la gauche traditionnelle, mais aussi libérale, voire extrême centriste, qui ont repris à leur compte la phraséologie de Nicolas Sarkozy sur la « laïcité ouverte », laissant à penser qu'il conviendrait de la « corriger », qu'il faudrait l'expédier dans une maison, que son principe serait intolérant, voire réactionnaire, ou celle plus sociologique sur une « laïcité apaisée », ou encore celle de « laïcité positive » ouvrant possiblement les vannes dans tous les cas de figure à un retour du cléricanisme.**

Jusqu'à la République elle-même, objet de bien des procès, sans doute parce qu'elle met l'accent sur ce qui rassemble les Hommes plutôt que sur ce qui les différencie. Quand ce n'est pas le peuple lui-même qui est récusé par la gauche Nuideboutiste, Terra Novaïste...

A l'effroi qu'ont suscité ces actes terroristes, s'ajoutent les appréhensions causées par l'impréparation de l'Etat devant la pandémie et les mutations redoutables du Coronavirus, le désarroi lié au sentiment de plus en plus partagé que non seulement chacun d'entre nous, mais la société elle-même, est en manque de perspectives, et bien sûr aussi les inquiétudes liées au dérèglement climatique qui ne connaît pas la crise. Autant d'éléments qui constituent le terreau idéal pour toutes sortes de prédicateurs et d'imprécateurs jusque dans les églises évangéliques où des pasteurs autoproclamés écument toutes les terres qu'ils estiment de mission, y compris les terrains de jeu de l'islam radical.

Sans parler des tumultes dans le monde, parfois au sein même de l'Europe. Tandis que sur le plan de la réflexion et des idées, tout est devenu confus, obscurci.

La montée du confusionnisme

Au plan idéologique, dans un contexte politiquement on ne peut plus brouillé et périlleux, l'on observe, notamment en France, une **extension des domaines d'un confusionnisme (5) rhétorique et idéologique** au sein des espaces publics, qui se traduit par une confusion entre des thèmes d'extrême-droite, de droite, de gauche « radicale », de gauche traditionnelle ou « modérée » favorisant au bout du compte des alchimies, des « bricolages idéologiques » *ultra-conservateurs*, ouvrant la voie à une (*extrême*) *droitisation* des idées et de la société.

Cette dernière ne vient pas d'aujourd'hui. Elle a suivi de près les deux traumatismes du 11 septembre (2001) et du 21 avril (2002), qui ont favorisé d'une certaine façon un discours à la fois anti-démocratique et xénophobe.

Cette extrême droitisation a été confirmée par les résultats électoraux, les sondages, les manifestations et les phénomènes d'édition, particulièrement en 2014 qui aura été l'année de basculement, l'année de la mutation.

Dans les urnes, les gauches s'effondrent, la droite résiste (mais se prendra une déculottée trois ans plus tard), l'extrême droite fait le coq. Elections municipales, européennes, législatives partielles, le scénario se déroule implacablement. LFI stagne, les Verts tiennent, le PS plonge, le centre réapparaît doucement, mais reste évanescent. La France aspire à l'ordre et à l'autorité, comme dans beaucoup d'autre pays en Europe.

L'idéologie du repli, l'idéologie du rejet gagnent les esprits.

En réalité, le nouveau n'est pas que des thèmes d'extrême droite déteignent sur une partie de la droite, celle la plus perméable aux idées d'autorité et d'ordre. Jean-Marie Le Pen avait déjà préempté avec un succès certain quelques-unes des valeurs fondamentales de la droite dont la défense de la nation. Cela s'est envenimé quand les uns et les autres, sur la quasi-totalité de l'échiquier politique, se sont crus assez doués pour se lancer dans la triangulation politique. Nicolas Sarkozy fut en 2007 le champion toutes catégories de la triangulation, convoquant de Gaulle et Jaurès, la droite décomplexée et l'ouverture à gauche.

François Hollande lui-même, qui n'est ordinairement pas manchot dans l'art de maîtriser les rapports de force, s'est égaré quand il a cru bon de se lancer à son tour avec son « Pacte de responsabilité » pour tenter de se montrer mieux-disant que la droite en matière de politique de l'offre, en espérant renvoyer l'UMP à ses velléités

libérales; idem en matière de sécurité quand il reprit à son compte l'idée, on ne plus marquée, d'inscrire dans la Constitution la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français et condamnés pour des actes terroristes.

Jean-Luc Mélenchon qui n'est pas le moins rompu à cet art, qui ne manque ni de culture politique, ni de talent ni de charisme, admirateur de François Mitterrand et ancien ministre de Lionel Jospin, a réussi à devenir le porte-drapeau de la gauche « radicale », préemptant le PCF (qu'il qualifiait il n'y a pas si longtemps de « stalinien ») et l'extrême gauche (dont il qualifiait les organisations, quand il était un jeune militant trotskiste de l'OCI, de « gauchistes »), en parlant une nouvelle langue mêlant les langages du trotskisme et du stalinisme que l'on croyait irrécyclables et, depuis 2017, celui de l'écologisme. Ce qui est proprement inouï. Si l'on en doutait, Mélenchon est un *performer*.

Marine Le Pen a été plus loin que ne le pouvait son père en se revendiquant en 2017 « gaullienne » tout en allant braconner sur les terres de la gauche, notamment sur la question sociale. Ou sur les lopins de terre écologistes en exploitant la thématique écologique (localisme, *locavore*, décroissance, etc.). Il n'est pas douteux qu'elle pousse le bouchon encore plus loin en 2022 en développant cette fois-ci une vision écologique du rapport entre les cultures et les civilisations, sur le registre de « il ne faut pas qu'elles se mélangent », pour leur propre bien, pour préserver leur « écosystème », leur prospérité future, en gardant une forme de pureté. En développant finalement l'idée pas nouvelle, mais reliftée aux couleurs porteuses de l'écologie, du « développement séparé » déjà portée par le courant de pensée d'extrême droite la *Nouvelle Droite* (aux positions initiales anticapitalistes, anti-américaines, pro-Tiers-Monde, antinationalistes, fédéralistes et écologistes traditionnellement associées au positionnement de gauche) dans les années soixante-dix et depuis lors. Armé intellectuellement par ses filiales *le Club de l'Horloge* (se revendiquant du national-libéralisme) et le GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne animé par le philosophe et essayiste Alain de Benoist) et ses revues, *Éléments* et *Krisis*, la *Nouvelle Droite* n'a pas hésité à cannibaliser quelques-unes des idées socioculturelles du théoricien marxiste italien Antonio Gramsci (« hégémonie culturelle »...), ses membres allant jusqu'à se décrire comme des « Gramsciens de droite ». Il est symptomatique de noter que cette *Nouvelle Droite* théorisait déjà à l'époque l'idée d'un différentielisme séparé de l'universalisme, que d'aucuns à gauches croient aujourd'hui avoir inventé...

Espérons qu'il faille attendre longtemps avant que la mode venue des Etats-Unis, souvent de milieux proches de la gauche américaine, d'organiser des remises de diplômes selon une logique identitaire ou communautaire, selon l'appartenance ethnique, les pratiques sexuelles, voire le niveau de revenus (Cf. Universités de Georges Town, Texas, Portland, Columbia...), sous couvert d'une politique inclusive et diversitaire, n'arrive en France pour réinventer une nouvelle forme d'apartheid. Car ces faits vont bien au-delà de l'*affirmative action* (« discrimination positive »). Au reste, les Etats-Unis en reviennent quelque peu qui ont annulé ces dernières années plusieurs directives sur la discrimination positive et incitant les universités à adopter des critères d'admission non fondés sur la race (*race neutral*).

A ce compte-là, Marine Le Pen n'a même plus besoin de parler. Laquelle, ces dernières années, a été jusqu'à tenter « d'hold uper » la question de la laïcité, pour s'en servir dans son combat contre l'immigration.

Au final, à ce « jeu » consistant à emprunter les idées des adversaires pour mieux les prendre à revers, les déstabiliser et les désarmer, on connaît surtout les perdants : les Français qui ont fini par ne plus s'y retrouver dans ces embrouillaminis à n'en plus finir. Le pire est peut-être dans l'usage des mots employés à tort et à travers par les élites politiques. Comment ne pas être interloqués par le mal emploi des mots, les comparaisons douteuses, ou feignantes de la part de leurs représentants qui ajoutent au confusionnisme ambiant. Dernier exemple en date, le 31 octobre dernier, dans un studio d'Europe lorsqu'un adjoint de la maire de Paris, chargé des questions relatives à la Santé, compare en direct, face micro, également face caméra puisque les interviews radio sont dorénavant la plupart du temps filmées, le traitement réservé aux migrants en France à celui des Juifs exterminés par le régime nazi pendant la guerre. Les intentions étaient sans doute bonnes pour attirer l'attention sur le sort des migrants, il reste que la comparaison était vraiment mal venue, pour ne pas dire abjecte. Il y a un moment donné où les femmes et les hommes politiques devraient savoir jusqu'où ne pas aller trop loin dans le mauvais usage des mots, l'instrumentalisation de la Shoah, de l'indicible, aux seules fins d'appuyer leur démonstration, avec le risque cependant de tomber dans l'immonde et de témoigner sinon de leur acculturation du moins de leur extrême maladresse. Il y a eu malheureusement pas mal de précédents qui témoignent de la perte de tout sens commun chez une partie des édiles et des élites politiques : le dernier, il y a tout juste un an lors de la manifestation de novembre 2019, où l'on se souvient qu'une partie des gauches avait défilé derrière l'islamofrériste Marwan Muhammad aux cris d'« Allahou akbar » et n'avait même pas froncé les sourcils lorsqu'elle croisa des fillettes voilées dont on avait cousu des étoiles jaunes sur les anoraks....

Voici donc où on en est arrivés: l'Europe et la France sont nazies. Belle performance !

Aujourd'hui, ce confusionnisme s'est lesté de la prégnance plus large d'un engrenage identitaire, d'*identitarismes* qui s'idéologisent, susceptibles de conduire à la réduction - quand ce n'est pas à leur enfermement - des individus et des collectivités humaines à une identité décrétée comme principale et close. Avec comme corollaire, s'ils devaient s'installer et devenir centraux, qu'ils instillent la peur de l'ennemi, réel ou fantasmé, qu'ils mènent à la recherche et la désignation systématiques de « coupables », de boucs émissaires. Les tensions et les pertes de repères sont anciennes et profondes et vraisemblablement durables. L'on assiste, année après année, à une lente et longue désagrégation des repères politiques antérieurement stabilisés autour du clivage gauche/droite. Notre société souffre de ce confusionnisme, qui dépasse de loin le simple registre des confusions ou des ambiguïtés, des « oui, mais », des « pas d'amalgame », des « rien à voir avec » ou des « pas de vague » mille fois entendus, et encore maintenant, depuis l'attentat contre *Charlie Hebdo*. La trame discursive confusionniste qui prospère partout, dont l'audience est démultipliée par le vecteur des réseaux dits « sociaux », a pour principal effet de faciliter l'extension de postures et de thèmes venant de l'extrême droite. Elle est devenue la colonne vertébrale de nombre de « collectifs Non mixtes racisé.e.s » qui dénoncent le « racisme de l'institution universitaire » française et organisent des événements « interdits aux Blancs », convaincus que le véritable antiracisme serait non pas universaliste mais « décolonial », c'est-à-dire focalisé sur la dénonciation d'un supposé « racisme d'Etat » et de « privilèges blancs ». Il n'est pas jusqu'au syndicat étudiant Unef qui ne soit touché par le phénomène, n'a jamais paru aussi éloigné des valeurs de ses Pères fondateurs qu'aujourd'hui, capitulant sur tout ce qui faisait son ADN, se laissant submerger par un esprit quasi munichois, organisant reculades et reniements, appels à la censure et enfermement de la création artistique.

Le risque d'une glaciation idéologique

« *Winter is coming* »?

On se croirait parfois dans la série *Games of Thrones*. S'il n'y avait que la vie politique qui soit figée pour cause de Covid. Mais l'hiver arrive, avec un risque de glaciation idéologique, après une phase de réfrigération de plusieurs années. Après le « politiquement correct » il y a vingt ans, un nouveau conformisme débarque, le « politiquement incorrect », qui séduit massivement, écrase tout, remplace pareillement la visée de vérité, le souci de justice et/ou la quête d'émancipation, en débordant de l'extrême droite vers la droite et les gauches. La critique exclusive du « politiquement correct » est devenue un *game* qui nous enfonce un peu plus dans le brouillard et piège les gauches (mais aussi une petite partie de la majorité présidentielle) qui se diluent un peu plus dans le confusionnisme et précipitent l'opinion publique dans un désaccordement avec le réel. Les mises en récit conspirationnistes polluent la faculté de jugement et l'esprit critique des citoyens, et gangrènent jusqu'à la critique sociale. Les mots « Europe » et « monde » ont une charge menaçante et ceux de « France », « nation », « souverainisme » surchargés de sens souvent impuissants.

Les identités revendiquées se ferment, le pluriculturel et le métissage sont fustigés, après avoir été excessivement portés aux nues, au prix d'une même confusion entretenue entre multiculturalités et « multiculturalisme » anglo-saxon, identités et « identitarismes », entre un état de fait, une liberté, et une société normée, non-inclusive.

La réprobation sociale des « migrants », des réfugiés, des pauvres, des « musulmans » (que d'aucuns ne cessent de s'ingénier à constituer, quand ce n'est pas à assigner, en « communauté » religieuse fantasmée en France), des « Roms », des gitans, des jeunes, des vieux, des petits, des gros, de tout ce qui est différent de soi, etc. apparaît presque acceptable dans certains secteurs des champs politique et médiatique. L'antisémitisme reprend de la vigueur. Les aspirations des individualités sont défigurées, enlaidies, concassées, réduites à des accès d'« égoïsme », des humeurs autocentrées, à des pulsions purement « libérales », au profit d'un « tout collectif » hégémonique... Cependant que d'aucuns à gauches jouent aux apprentis sorciers en confusionnisme en faisant le choix sciemment et dangereusement de briser la frontière symbolique avec l'extrême droite : Macron mis sur un pied d'égalité avec le Pen (« bonnet blanc et blanc bonnet »), quand on ne va pas jusqu'à laisser penser que Le Pen serait mieux que Macron, ou que Macron serait plus détestable que Le Pen, certains intellectuels arguant même qu'on n'a pas de distinction à faire au motif que l'on serait déjà en « dictature ». Cette posture est en train de dilapider la notion même (de ce qui reste) de gauche et les idéaux qui y sont historiquement associés.

L'enjeu du moment est donc sanitaire, mais aussi éminemment politique, culturel au sens large, en un mot : démocratique. Il est celui d'une bataille culturelle, qu'il va bien falloir se décider à mener, du côté des formations politiques et des mobilisations citoyennes, contre ces forces qui y sont, elles, pleinement engagées depuis des années, et marquent des points jour après jour, obscurcissant la société, pourrissant les débats d'idées jusqu'aux idées elles-mêmes, pas seulement sur l'idée d'écologie, mais aussi celle de République, celle d'un futur désirable, d'un monde de possibilités.

Il n'y a sans doute pas plus urgent aujourd'hui pour faire face collectivement aux conséquences de la crise pandémique, au risque viral en général, à l'urgence climatique qui ne connaît pas la crise, comme à la montée de toutes sortes de périls - dont les cyber-risques, le cyber-terrorisme ne sont pas les moindres. Afin de contrer dans le même temps les dislocations internes à notre continent, se défaire de notre cécité politique, pour éviter les issues régressives comme le repli sur les nationalismes, l'autoritarisme, etc.

La reconquête de l'autonomie stratégique française et la construction d'une « Europe européenne » pourraient constituer une tâche propre à mobiliser les Français. Elle va de pair avec le relèvement de l'idée républicaine. Comme avec la lutte contre la *fatigue démocratique* des pays européens, une meilleure considération des populations et des classes populaires en particulier, une réinvention de la vie parlementaire, une association accrue des citoyens à l'exercice délibératif. Mais sans le carburant d'un récit propre à rassembler - le patriotisme républicain, pour le dire vite, aussi désuet puisse-t-il paraître, peut en être un, à défaut d'en trouver un autre - on ne remettra pas la France en marche, encore moins en avant. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Mais nous sommes entrés dans un nouveau cycle où la politique peut reprendre ses droits.

La France et l'Europe doivent redoubler d'ambition. Cela suppose un nouveau cap en France. Pour le moins un projet perçu par tous. Et une méthode, une stratégie au plan européen.

En France, la crise maintient l'opposition entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Ce dernier a cependant un handicap : lui-même. Il lui a été compliqué de concilier une posture de « chef de guerre » et une posture d'humilité, qui le conduise à reconnaître certaines erreurs, y compris lors du second confinement ou au moment de la mise en place du couvre-feu. Il n'a pas vraiment réussi à inaugurer une nouvelle forme de leadership qui aurait tranché suffisamment avec son style de management depuis ces trois dernières années. Le temps lui aura sans doute aussi manqué. Convaincra-t-elle les Français d'ici 2022 ?

Son autre handicap est idéologique: le socle doctrinal (en réalité l'esquisse très incomplète) de ce que les observateurs ou ses adversaires appellent abusivement le « macronisme », est percuté par cette crise pandémique. Le progressisme et l'émancipation d'abord (qui a résonné de manière familière au Ren 2017). Le couple libérer / protéger ensuite. Ce dernier, déjà perçu, avant la crise de la Covid, comme déséquilibré dans l'opinion au profit de la première injonction, Emmanuel Macron a eu du mal à se concentrer sur la seconde qui dispose par ailleurs pléthore de figures sur la scène politique pour l'incarner, même si depuis le premier confinement, des aides sans pareil ont été fournies aux secteurs d'activité les plus touchés, aux salariés en chômage partiel et aux catégories de Français les plus en difficultés. La difficulté centrale étant que, malgré cela, il n'est pas dit à ce jour que les réponses ne persisteront pas à apparaître comme des inversions de trajectoire par rapport à ce que son gouvernement a fait depuis 2017. Et pour quel projet ? Là, demeure toute la question.

Ce constat vaut largement pour le reste des forces politiques, qui ont une longue histoire derrière elle, qui ne manquent pourtant pas de ressources, y compris intellectuelles, mais qui restent en panne. La social-démocratie ne semble toujours pas sortir de son étrange nihilisme, le PS continue de se désagréger et voit ses effectifs fondre comme neige au soleil jour après jour ; il ne s'est toujours pas réellement remis au travail.

La gauche dite « radicale » incarnée principalement par LFI reste largement une impasse idéologique et politique, encore plus prégnante depuis qu'elle a adopté en 2017 un clivage substitutif au clivage droite-gauche, celui entre le «peuple» et «l'oligarchie», depuis qu'elle s'est choisi un bouc émissaire, l'Allemagne, et une stratégie électorale qui l'a conduit jusqu'à prôner l'abstention dans des duels PS-FN au second tour en 2017 et la conduira probablement à rester bouche cousue en 2022 devant un second tour de la Présidentielle qui verrait s'opposer un candidat qui ne serait pas issu de ses rangs face à Marine Le Pen.

L'écologie politique représentée par EELV n'aura pas moins de mal à sortir au plan national de son paradoxe qu'en 2012 ou 2017.

Quant à la droite, LR est aphone, si ce n'est au parlement, principalement au sénat, où elle fait le job et sait donner de la voix.

LaREM n'a évidemment pas leur expérience du fait de son très jeune âge, mais le fait est que depuis 2017, elle a surtout donné le sentiment qu'elle pouvait se passer aussi bien d'une doctrine que d'une base sociale, vus comme des « trucs » du *monde d'avant* peut-être, mésestimant le fait qu'il pouvait y avoir des forces de frottement, et ne réussissant jusque-là qu'à illustrer surtout une pulsion narcissique. Le compte à rebours permettra-t-il au Président, à l'exécutif de concilier la confiance et l'action, d'articuler les contraires comme nous avons pu le supputer au début du quinquennat ? La Covid a certes figé beaucoup de choses. Emmanuel Macron l'a évidemment compris, et il n'est pas douteux que si la sortie de crise l'y autorise, il trouve le moyen de relancer son ambition d'une évolution permanente. Il reste 16 mois à peine, c'est court. Saura-t-il « se réinventer » ?

Il revient aux jeunes générations qui sont, du fait de leur âge dans l'ignorance du tragique et de la souffrance, qui n'y peuvent rien, ne sont pas faits du tissu de celle de la guerre - et de l'après-guerre - qui a connu la faim et la soif, a vu de près des morts, a eu de grands-rêves, ni de celle traumatisée de la guerre d'Algérie, pas plus que de celle des années SIDA, de s'atteler pareillement à la tâche, de trouver le ressort d'un courage collectif et personnel pour transfigurer la réalité. Malgré la « promesse républicaine » de François Hollande en janvier 2012 au Bourget que « *les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012* », nonobstant ce qui a été fait de conséquent durant son mandat (emplois d'avenir, garantie jeunes, prime d'activité, garantie locative) mais qui n'a pas fait reculer le taux de chômage des 18-24 ans, malgré le fait que son successeur Emmanuel Macron se soit emparé de la question des inégalités, via notamment la politique éducative, sans pour autant que des mesures significatives en direction des jeunes sans formation, les « décrocheurs » aient été puissamment prises, la défiance des jeunes envers les responsables politiques et des institutions, plus massive encore que chez leurs aînés, est loin d'avoir baissée. L'année 2020, par la situation générée par la Covid, les frustrations et les tensions sur le marché de l'emploi, qui durcissent les possibilités de trouver leur place dans la société, l'aura même exacerbée. Pas de quoi a priori modifier la dispersion de leurs votes entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, comme en 2017, ou de pousser les abstentionnistes à aller voter.

Que faire ?

Il ne s'agit pas ici de se faire peur, de se laisser envoûter par les charmes de la désespérance, envelopper par la « douce certitude du pire », mais une des possibilités ainsi ouverte est l'émergence en Europe et dans le reste du monde de « *postfascismes* », sous la forme de partis et/ou de régimes politiques. Nous ne sommes pas loin en réalité d'un basculement à partir duquel l'engrenage peut connaître un coup d'accélérateur. Il ne s'agit plus ici de considérer notre manière d'interpréter le réel, nos *passions tristes*, mais le réel lui-même.

La priorité des priorités des formations politiques devrait être, sinon de se mettre d'accord sur la nécessité de préserver l'habitabilité de la Terre, du moins d'en faire leur priorité. Elle devrait être de tenir des discours et de faire des propositions concrètes, positives, au lieu de croire que les Français ne peuvent rien y comprendre ou ne seraient pas prêts à entendre des éléments les touchant au plus près. Elle devrait être de s'engager résolument sur et dans la transition écologique, mais sans que les populations aient le sentiment que comme pour la « transition vers le socialisme », dans les pays que l'on disait autrefois du « socialisme réel », ceux qui constituaient l'ex URSS, elle doit durer une éternité et nécessiter de suer sang et eau.

L'important est de comprendre, et de le reconnaître, que la crise sanitaire et la crise écologique ont partie liée. Un seul mot d'ordre : organiser sans procrastiner davantage cette transition en mettant en œuvre l'ensemble des actions à mener pour ne plus vivre à crédit sur les ressources en apparence gratuites de notre environnement.

Si l'on se concentre sur le seul dérèglement climatique, cela implique une limitation drastique des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) de tous les secteurs de l'économie, et notamment des secteurs de l'énergie, des transports et du bâtiment réputés comme étant les plus gros émetteurs de CO₂. Ne pas cacher les changements majeurs que cela induit, mais qu'il n'est pas interdit de voir et de présenter comme autant d'opportunités : modifier de fonds en comble la structure productive actuelle et redéfinir un cadre financier global susceptible d'accompagner la transition vers un monde neutre en carbone, c'est-à-dire un monde qui réduise et compense les gaz à effet de serre qu'il émet dans l'atmosphère. Non pas « rebooter », réinitialiser notre mode de croissance, mais en imaginer un nouveau dans les secteurs économique et industriel dans des activités souvent intenses en emplois et dont les transformations se diffuseront aux autres secteurs. Investir massivement et sur le, long terme dans la rénovation

thermique des bâtiments (on est ici dans l'ordre à minima des plus 10 milliards d'euros par an à l'horizon de plusieurs décennies), dans les infrastructures de réseaux énergétiques en Europe (la Commission européenne avait évalué les besoins en financement à près de 200 milliards d'euros rien que pour la période courant jusqu'à cette année 2020), dans les infrastructures de transports transeuropéens (1 500 milliards d'euros d'ici à 2030).

Compte tenu de l'ampleur de ces besoins en financement, on mesure mieux combien la question du rôle du secteur financier dans ce processus est très important et ne peut être négligé : il ne peut pas se dédouaner de sa responsabilité à contribuer puissamment aux besoins en financement de la transition écologique. Mais pour cela, comme l'indique très justement, entre autres, Etienne Espagne, économiste (CEPII), il doit se réformer, plus, se transformer en profondeur, se reconnecter à l'économie réelle et encourager à une plus grande échelle l'orientation des flux financiers vers des investissements bas carbone et les énergies renouvelables, au lieu de se focaliser sur la finance spéculative. C'est là le sens de la « **finance-climat qui devrait aller bien au-delà des « actifs verts** ». Il avance très justement que « **la finance-climat doit s'entendre comme une « climatisation » de l'ensemble de la finance. Les instances de régulation financière britannique et européenne commencent à réaliser que le système financier et de l'assurance est particulièrement exposé aux conséquences du changement climatique. Par exemple, les coûts d'assurance de l'ouragan Katrina sont estimés, au bas mot, entre 40 et 60 milliards d'euros.**

Que se passerait-il si trois ou quatre Katrina survenaient la même année ? Cela deviendrait une crise qui toucherait l'ensemble du secteur financier, avec des répercussions en chaîne, économiques et sociales, bien au-delà du lieu initial du sinistre. Le système financier doit donc se transformer pour porter la transition écologique mais aussi pour parer aux risques que le réchauffement climatique lui fait courir. D'autant plus que son actuel aveuglement aux enjeux de long terme ne peut qu'accroître sa vulnérabilité aux conséquences du changement climatique. »

Il ajoute fort à propos qu'il convient aussi, et préalablement, de mesurer le « contenu en carbone » des titres financiers, et de communiquer en direction du public, ce qui a certes commencé, mais pas dans des proportions suffisamment significatives. « *De la disponibilité et de la crédibilité de cette information dépendra la réorientation des flux financiers vers des investissements « climato-compatibles ». Il faudra aussi inciter les acteurs financiers à détenir des actifs bas carbone, ce qui pourrait passer par un ajustement des règles prudentielles avec des exigences de fonds propres moindres sur les actifs bas carbone et rehaussées sur les actifs carbonés. Une montée en puissance des banques publiques d'investissement et de développement serait aussi nécessaire pour allonger l'horizon temporel des investisseurs et signaler clairement l'engagement de la puissance publique dans la transformation de l'économie. » (6).*

II- LES EFFETS COVID

Il y a ceux que l'on pressent, qui nous sont familiers, parce que l'on en a des exemples autour de nous depuis septembre dernier : la vague des suicidés et des tentatives de suicides chez un certain nombre de Français que la pandémie a plongé dans l'angoisse et le désarroi le plus profond, la peur d'attraper la Covid, mais la peur au ventre également de perdre son emploi. Au reste, cette peur ne vient pas de nulle part quand on voit la concomitance entre les plans de suppression d'emplois mises en œuvre depuis et malgré la Covid et la généralisation du télétravail.

La pression de directions qui voient là une opportunité d'accroître les gains de productivité avec le travail à la maison, les directions financières qui y voient, elles, la possibilité d'alléger considérablement les charges au niveau des sièges sociaux. Les DRH, celle d'avoir à faire avec moins de contre-pouvoir, des délégués du personnel atomisés, des cadences accélérées et un prétexte tout trouvé pour les entreprises dont la trésorerie est en tension pour contenir les salaires, et parfois même « prêter » du personnel. Comme de s'engouffrer sur la question des RTT et des congés payés dont le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux a indiqué dès le mois d'avril 2020 qu'il « *faudra se la poser* ».

Il y a ceux qui amplifient les dérèglements de la macro-économie traditionnelle. Il n'y a plus de boussole et les indicateurs sont difficilement appréhendables, comme devenus fous : croissance en chute libre, mais taux de chômage en baisse sensible (alors que des centaines de milliers d'emplois dans le privé ont été détruits en 2020) et bond de la création d'entreprise, amplification des déficits, mais allègement de la charge de la dette. Les banques centrales ont créé massivement de la monnaie pour financer les déficits des Etats mais sans effet pour le moment sur l'inflation, et la hausse de l'endettement public ne conduit plus à des situations d'insolvabilité budgétaire.

Les banques centrales ont fait baisser les taux au point qu'ils sont devenus négatifs allégeant ainsi la charge de la dette : l'Etat français a « gagné » de l'argent en s'endettant en 2020 (sic !) Comme quoi, les « lois » de l'économie ne sont pas immuables...

Au plan social, en France, la Covid 19 va avoir - a déjà - de sérieuses incidences sur les organismes sociaux. Elle devrait plomber les comptes de la sécurité sociale, mais aussi ceux des retraites complémentaires des salariés du privé affiliés au régime Agirc-Arrco (composé d'une dizaine d'organismes gestionnaires tels Malakoff-Humanis, AG2R, La Mondiale, Klésia, Pro BTP...). Ces derniers vont souffrir en 2020 et sans doute après aussi des conséquences des dispositions prises par le gouvernement pour éviter la multiplication des défaillances d'entreprises : report de cotisations sociales et déploiement massif du chômage partiel – un dispositif où les indemnités versées sont exonérées de prélèvements pour les retraites. Une perte est attendue en fin d'année, la tension de trésorerie sera là. La cogestion entre le patronat et les syndicats, de mise dans ces organismes, suffira-t-elle à trouver une solution, à amortir le choc, alors que l'Agirc-Arrco qui dispose de réserves financières importantes (65 milliards d'euros en 2019) ne devraient pas être utilisées pour assurer le paiement des pensions ? On peut noter à cet égard que l'organisme paritaire a demandé au gouvernement de pouvoir obtenir un prêt de l'ordre de 8 milliards d'euros afin d'honorer le paiement des pensions pour les échéances de juin et de juillet 2020. L'enjeu étant de savoir si la dégradation attendue des comptes va ou pas faire revivre une rechute à l'Agirc-Arrco : en 2019, le régime avait renoué avec les excédents (500 millions d'euros, environ), par le biais notamment d'efforts demandés aux salariés et aux retraités, qui avaient permis de mettre fin à dix années de déficit. On parle ici d'un « trou » qui pourrait s'élever à plus de 4 milliards d'Euros en 2020 et l'on voit mal comment le régime pourra se passer de nouvelles mesures de redressement, même s'il peut escompter sur la capacité de rebond de l'économie française. Reste que quoi qu'il en soit la question d'un déficit technique restera vraisemblablement posée. Plus globalement la pandémie met à mal les règles « traditionnelles » de la dépense sociale y compris dans des pays peu disants comme les Etats-Unis ou le Royaume uni qui s'est mis à indemniser les employés contraints au chômage partiel et seront amenés à proroger le dispositif sans doute jusqu'après les vacances d'été 2021, au moins, alors que la dette publique a atteint son plus haut niveau depuis 1945. Une occasion en tous les cas d'imaginer de nouvelles politiques sociales.

La Covid 19 a révélé le déclassement de la France, qu'on ressentait confusément, mais qu'on ne voulait pas admettre, se refusant - au PRé y compris - à alimenter la propension classique au déclinisme.

Il reste que la pandémie a mis en lumière son décrochage en matière de recherche scientifique (à commencer sur le vaccin, ce qui est incompréhensible pour la population du pays de Pasteur), en matière de logistique (la France est classée au seizième rang par la Banque mondiale, classement 2018, derrière l'Allemagne - en tête - la Belgique et les Pays-Bas), ce qu'ont mis en évidence la pénurie de masques, de tests et de lits d'hôpital, de personnel médical, lors du premier confinement, et aujourd'hui vraisemblablement de vaccins, en matière de choix et de développement industriel (la question de l'autonomie en matière de fabrication de médicaments essentiels, pour l'heure encore délocalisés ; et, dans le registre de la croissance verte, la question par exemple de la fabrication des batteries pour les voitures électriques, des panneaux solaires pour lesquels nous sommes dépendants de la Chine, etc.).

Elle a pareillement mis en lumière la faiblesse de nos investissements en matière d'innovation technologique.

Ce n'est pas que la France soit moins inventive, mais les capitaux français - ou européens - sont trop souvent aux abonnés absents lorsqu'il s'agit de développer la *French Tech*, de sorte que les meilleures starts up sont rachetées par des fonds étrangers qui s'approprient les savoir-faire et les développent selon leur propre stratégie.

Au-delà du fait connu que la compétitivité française s'est dégradée au début des années 2000, comparativement aux autres pays de l'OCDE, et qu'elle présente encore des signes de faiblesse (les différences de coûts de production entre la France et les pays européens ne permettant cependant plus d'expliquer le déficit persistant de la balance des biens et services) en matière de santé, d'organisation des soins, de recherche sur les vaccins et de leur mise sur le marché, on a surtout vu en 2020 le poids contreproductif de son mille-feuille administratif qui s'est révélé particulièrement inadapté avec le Coronavirus. On a beaucoup moins vu la force de sa capacité de pilotage. Faisant montre d'absence d'investissement, mais aussi d'excès de prudence, engoncée qu'elle est peut-être par le *principe de précaution* qui est parfois exagérément mis en avant pour ne surtout rien faire, rien chercher, donc rien trouver. Ce n'est pas que la France soit indigente : elle produit encore de nombreux et talentueux chercheurs, sauf qu'ils finissent par s'exiler Outre-Atlantique pour poursuivre leurs recherches et transformer leurs résultats.

Un autre facteur est à noter qui a peut-être son incidence sur le manque de résultats en matière de recherche et développement pharmaceutique : le changement de stratégie amorcée avant la crise de la Covid de nombre de firmes françaises qui les a conduit à se recentrer en laissant de côté des pans entiers (maladies cardiovasculaires, diabète...), à externaliser la recherche dans des entités qui ne sont pas françaises, et à programmer des plans consécutifs massifs de licenciements dans les laboratoires.

La France souffre d'un manque d'investissements d'avenir (formation, recherche, infrastructures, transition écologique & énergétique...), alors même que depuis vingt ans (1998-2019), les dépenses publiques en France ont augmenté passant de 733 milliards d'euros en 1999 à 1 318 milliards en 2018, soit une hausse de 68 % en moins de vingt ans - ce qui pose au passage une série de questions comparativement à d'autres pays - mais la France reste excellente en matière d'analyse des risques, mais c'est dans la phase d'après ou elle apparaît plus timorée, quand elle est confrontée directement à la gestion du risque. La prise de risque est évidemment toujours difficile, reste un pari risqué, mais s'avère par moments nécessaire : Cependant que d'autres pays dont les Etats-Unis n'ont pas manqué de prendre ce risque en commandant massivement des vaccins avant tout le monde.

Un renforcement des tendances stratégiques au plan géopolitique

La situation économique mondiale se dégrade, mais la guerre économique systémique fait rage de plus belle, et l'on assiste au renforcement des tendances stratégiques déjà existantes. La rivalité entre les deux systèmes capitalistes majeurs, certes différent au plan politique, en gros entre un système capitaliste politique bureaucratique et un système capitaliste libéral, voire ultra libéral dans la dernière période, incarnés par la Chine et les Etats-Unis ; s'installe comme l'élément stratégique central des relations internationales pour les années à venir.

Et la victoire de Joe Biden ne devrait pas modifier cette tendance. La politique étrangère des Etats-Unis changeant en général rarement ou à la marge ou bien dans l'art et la manière, quel que soit le parti au pouvoir, si ce n'est pour corriger cette fois-ci les outrances de l'administration Trump, revenir à un multilatéralisme de bon aloi, revisiter sur un mode plus civil le lien transatlantique. Et sans doute suspendre les droits de douane punitifs excessivement appliqués à l'UE sous l'administration Trump, ce qui autorisera peut-être d'avancer sur différents sujets comme dans le contentieux Airbus-Boeing qui empoisonne les relations depuis le début des années 80, les deux compagnies ayant été épinglées par l'OMC pour aides illégales (par leurs Etats respectifs), non pas tant par souci d'apaisement que par réalisme devant la nouvelle donne liée à la Covid faisant mieux accepter des deux côtés l'idée que l'Etat puisse intervenir pour soutenir une industrie aéronautique à très forts coûts fixes, et par lucidité partagée devant la montée en puissance de l'avionneur chinois Comac qui bénéficie de larges aides étatiques.

La dérégulation n'étant plus vraiment la norme, le recours aux aides d'Etat ne passe plus pour de la distorsion de concurrence. On devrait donc revenir sur les droits de douane en forme de représailles appliqués par les Etats-Unis avec le feu vert de l'OMC en 2019 sur les importations européennes de vins et spiritueux et autres produits de bouche, comme sur les avions Airbus et d'autres produits industriels (pour un montant de 11, 5 milliards de dollars), et pareillement sur les importations américaines (pour 4 milliards de dollars). Mais ne nous méprenons pas, il ne s'agira vraisemblablement que d'une trêve qui ne verra en rien les intérêts américains remisés.

Les Etats-Unis pourraient même en profiter pour exiger de l'UE qu'elle soit solidaire de Washington dans sa volonté de faire mordre la poussière à Moscou dans le dossier de la construction du gazoduc russe Nord Stream 2. La Chine poursuit sa stratégie de long terme, les yeux rivés sur 2049 qui fêtera le centenaire de la République populaire de Chine proclamée en 1949 par Mao Ze Dong. Son dessein est dorénavant assumé, être leader dans plusieurs domaines, ambitionnant clairement de jouer le premier rôle sur la scène internationale, affichant son désormais clairement envie d'exporter son modèle capitaliste et idéologique.

Elle conforte sa présence en Asie centrale à la fois pour contrebalancer la présence américaine en mer de Chine du Sud, mais aussi pour continuer à se ménager une porte de sortie en cas de conflit pour ne pas tarir ses importations en énergie et contrarier ses exportations de marchandises qui se font par voir maritime. On est dans la continuité de la politique de la Chine qui, dans les années 90, évoquait la question de relancer « les routes de la soie ». Avec le président Xi Jinping, l'enjeu est devenu également idéologique qui répond à une stratégie d'influence extrêmement élaborée. La Chine ne cache plus sa volonté de puissance : le soft power de la Chine et de son

capitalisme d'Etat s'étend jusqu'au continent africain à la faveur de la Covid. (7). Au plan technologique, la Chine ne cache pas davantage son impérieuse envie de jouer les « têtes d'affiche » : en 2019, elle est devenue le premier déposant mondial de brevets. En 2015, la Chine ne représentait que « seulement » 4% des brevets déposés en Europe et aujourd'hui, elle est en passe de prendre la quatrième place du nombre de dépôts de brevets devant la France derrière les entreprises américaines, allemandes et japonaises. La stratégie chinoise a changé, poussé par les sanctions américaines : le 14^e plan quinquennal du PCC priorise désormais la R&D avec des dépenses qui devraient augmenter de 7% / an d'ici à 2025 pour atteindre 490 milliards d'Euros (estimations Agence Bloomberg), contre 470 milliards pour les Etats-Unis et 50,6 milliards pour la France. Les enjeux sont très importants pour la Chine : 100 ans après le premier congrès du parti communiste chinois à Shanghaï, les dirigeants chinois entendent faire du 20^e congrès prochain qui se déroulera en 2022 à Pékin dans le Palais de l'Assemblée du peuple, comme depuis 1956, un moment symbolique fort et puissant. Le président Xi, également secrétaire général du parti, à qui ce dernier a donné le titre de « cœur » du parti en 2016 à la suite de Mao Zedong et Deng Xiaoping, obtiendra-t-il un troisième mandat ?

On peut noter également que l'émergence de la Chine comme nouvelle puissance avec une ambition mondiale dorénavant ouvertement assumée, année après année affirmée, conduit à remettre en cause les traités de contrôle des armements issus de la guerre froide.

De nouvelles technologies émergent, comme les planeurs hypersoniques, provoquant une nouvelle course aux armements. Jusqu'à l'espace qui devient également un nouveau champ d'affrontement entre grandes puissances. On voit combien la maîtrise de la diffusion de l'internet haut-débit via les satellites est un enjeu majeur. Et pas que pour des usages civils, mais aussi militaires. La question est aussi celle de la privatisation de l'espace (Elon Musk très en avance avec le déploiement de sa constellation Starlink). Et celle de sa militarisation qui est loin d'être neutre. La crise de la Covid-19 a laissé en jachère des décisions majeures quant à nos rapports avec l'espace qui nous entoure. A-t-on le droit et qui peut exploiter l'espace ? Les Etats-Unis, la Chine et les Emirats arabes unis font la course en tête pour la planète Mars, sans que l'on sache précisément ce que le droit spatial international ménage comme possibilités, ni même au nom de quelle éthique, de quelle juridiction interplanétaire, nous, les terrestres, en aurons le droit. Le 6 avril, le président des États-Unis Donald Trump, profitant d'un certain vide juridique, signait un décret présidentiel unilatéral confirmant le *Space Act*, postulant que les citoyens américains peuvent récupérer, posséder et exploiter les ressources spatiales. Les planètes du système solaire, un temps délaissées, sont redevenues envisageables pour les grandes puissances. L'Union européenne s'y est toujours intéressée, l'Inde pointe son nez et, en juillet dernier, ce sont les Émirats arabes unis qui passaient à l'acte en envoyant la première sonde spatiale vers Mars. Alors que les corps célestes, tous les objets qui gravitent dans l'espace du système solaire sont pourtant considérés comme faisant partie du " patrimoine commun de l'humanité " depuis un traité international de 1967 qui prohibe l'appropriation nationale de l'espace et des corps célestes...

Le continent africain, relativement préservé de la crise sanitaire liée à la Covid, mais pas forcément d'autre virus (Ebola...) est frappé économiquement, tandis qu'au plan politique, en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Ethiopie notamment, la démocratie vacille et le chaos reste total en Libye.

En Asie centrale, l'Afghanistan reste le théâtre d'attaques meurtrières, d'attentats suicide, prisonnière des logiques de guerre et l'on continue à y assassiner des femmes parce qu'elles sont des femmes.

Au Moyen-Orient, en Syrie, c'est toujours l'empire du chaos. Enfin, en Amérique latine, continent touché de plein fouet par la crise économique et sanitaire, politiquement éclaté, les différents succès des gauches au Mexique, en Argentine et en Bolivie viennent nuancer la mono-couleur de droite.

L'hégémonie occidentale baisse globalement son pavillon, cependant que l'Europe pourrait tracer une troisième voie : elle en a donné quelques signaux avec le plan de relance - et l'épisode longuet et pas moins éprouvant pour l'UE et l'idée européenne du Brexit - qui pourrait finalement constituer une opportunité pour l'Union Européenne.

Au plan économique, la crise sanitaire aura été le moment spectaculaire du mûrissement d'un capitalisme de plateforme transnational (dominé par les Etats-Unis et la Chine), l'ère de la toute-puissance du capitalisme numérique, de l'insolente santé financière des GAFAM qui engrangent des profits énormes, et l'expérimentation ici ou là en quelque sorte des conditions d'une « société de surveillance ».

Les grandes crises du passé (1929, 1973) accélèrent sinon la disparition, du moins la mutation d'un modèle socio-économique structurellement déstabilisé par ses tensions internes. La crise sanitaire actuelle, qui ne tient pas son

origine dans la structure économique, même si elle y génère des effets désastreux, accélère la croissance de ce capitalisme de plateforme, bâti sur la gigantesque collecte, l'énorme concentration et le traitement étendu d'une incommensurable masse d'informations recueillies en temps réel, le Coronavirus agissant en quelque sorte comme un accélérateur de transformations inscrites dans le temps long.

Les relations Etats/économie en sont transformées car le pouvoir économique des GAFAM peut aisément se convertir en une *capacité d'influence* sur la fiscalité, les réglementations, la non-mobilisation des dispositions anti-monopole. Au point que l'on peut se poser la question de savoir si au final, le Coronavirus renforcera plus le capitalisme transnational de l'information que le pouvoir des Etats (remis en selle à l'occasion du traitement de la pandémie et de ses effets économiques et sociaux) ? Faut-il s'attendre lors de la sortie de crise à un changement dans la *hiérarchie des biens* et des objectifs des politiques au profit de l'éducation, la santé et la culture au détriment des priorités traditionnelles que sont la croissance, la compétitivité, l'emploi ?

Sans compter qu'il ne faut pas exclure a priori que Joe Biden ne prenne pas un virage rooselvetien, en fermant la dernière période d'ultra libéralisme, en choisissant de mettre à contribution les plus riches et les multinationales, ce qui placerait l'Europe devant de nouveaux choix.

Vers une Europe européenne ?

L'Union Européenne de son côté était connue jusqu'il y a peu pour la faiblesse de sa réflexion stratégique. Mais une prise de conscience importante est en train de s'opérer à l'occasion de la crise pandémique qui a vu l'UE déléguer à la Commission européenne le soin de négocier et d'acheter les vaccins de manière groupée, de façon à pouvoir les avoir au meilleur prix et à éviter au passage une compétition inutile entre Etats membres, mais aussi à l'occasion du plan de relance qui ont conduit à la prise de mesures inédites, historiques, souvent sous l'instigation de la France et/ou dans un pas de deux avec l'Allemagne, profitant à tous, à commencer aux « petits » pays. De quoi inciter l'UE à être un peu plus audacieuse en matière de participation citoyenne, de politique budgétaire commune, de politique industrielle et d'innovation technologique, de transition écologique énergétique. Qui pourrait même la pousser à s'assumer en tant qu'*Europe puissance* ?

La nouvelle Commission européenne présidée par Ursula von der Leyen souhaite travailler à une « Europe géopolitique » sur la scène internationale. Cette ambition n'est pas nouvelle. En 2006 déjà, les discours optimistes n'avaient pas manqué, notamment par la voix du chef de la diplomatie de l'Union européenne. Mais les gestes se sont rarement joints à la parole ou alors maladroitement. Il y a aussi que la crise financière de 2008 est passée par là, la pandémie de Covid-19 a surgi depuis, la question migratoire crispe et ne facilite pas des pas en avant, la poussée mondiale de l'autoritarisme au sein même de l'Europe interroge, et nombre d'Européens regardent le reste du monde avec une certaine angoisse. Un élément illustre sinon le refroidissement du moins la mise entre parenthèses des ambitions européennes : le programme d'élargissement qui est au point mort, notamment sur les Balkans, convoités par ailleurs par la Russie et la Chine ou encore la Turquie. Ce qui est en jeu est tout autant une question d'ambition, qu'une question de méthode et de stratégie. Comment se projeter sur la scène internationale, tout en consolidant l'existant (l'UE) - la raison pousse à procéder d'abord à cette consolidation - et en étant présent à la périphérie de l'actuelle Union (l'histoire montre qu'aucune grande puissance n'est parvenue à avoir une aura mondiale sans avoir établi au préalable un certain ascendant sur ses voisins).

Mais la chose n'est pas aisée tant la concurrence est rude et les européens peu enclins à déployer une réelle stratégie d'influence (les Balkans évoqués plus haut en sont un bon exemple). Il faut aussi composer avec les membres du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie) qui, aujourd'hui 16 ans après leur adhésion, pèsent de tout leur poids pour imposer leur vision d'une Europe rabougrie, souverainiste, anti-immigration, quitte parfois à pactiser avec les concurrents de l'UE à l'instar de Victor Orban et son allié russe.

Libérée du fardeau de la négociation du Brexit qui a pollué les Conseils européens et autres discussions au Parlement durant de précieuses années, il faut espérer que l'Europe puisse enfin se donner les moyens de dessiner son futur commun. Doit déjà être aussi anticipé le départ d'Angela Merkel en automne 2021 qui aura, à sa manière bien à elle, incarné le leadership européen durant plus de 10 ans. Sans compter que l'Allemagne pourrait s'orienter vers une coalition inédite au plan fédéral : une coalition dite « noire/verte » alliant chrétiens-démocrates et écologistes dont les *realo* ont pris le dessus sur les *fundi* et défendent une vision assez « réaliste » en matière d'énergie et de climat, plus volontaire sur l'Europe, contrairement à leurs homologues français, et plus fermement

décidés à assumer de jouer les premiers rôles. Emmanuel Macron sera-t-il en mesure de reprendre le flambeau comme d'aucuns lui prêtent cette ambition ? Il aura l'occasion d'un galop d'essai lors de la Présidence Française de l'Union européenne (1^{er} semestre 2022). Sera-ce le moment d'une *Europe européenne*, qui serait en train selon les observateurs de connaître son *moment hamiltonien* - par analogie avec les Etats-Unis de 1790 - avec la création d'une dette commune (même si on est encore loin de l'intégration financière, ou d'une fiscalité commune sur le plastique, le carbone et le numérique pour contribuer à rembourser les dettes, et sans doute encore plus d'une fiscalité commune sur l'impôt des sociétés) ? Il reste que les *Eurobonds* pourraient avoir un effet d'entraînement positif propre à renforcer la zone Euro.

Le chemin est semé d'embûches et la feuille de route est longue qui nécessite de changer l'ADN de l'Europe:

- Dans cette période de disette fiscale, il conviendrait de s'attaquer en profondeur au problème des paradis fiscaux et en particulier ceux au sein de l'Union européenne. Les pays de l'UE perdent près de 20% de leur impôt sur les sociétés dans les paradis fiscaux. Les tentatives européennes pour remédier à cet état de fait se sont pour l'instant heurtées à l'unanimité requise auprès des Etats en matière fiscale.
- La Commission a proposé une directive pour un salaire minimum décent partout en Europe. La France doit naturellement faire de ce sujet un des éléments centraux de son action, pour favoriser l'émergence d'un consensus à 27 ou au moins dans le cadre d'une coopération renforcée.
- La crise sanitaire de la Covid-19 a aussi montré l'impérieuse nécessité d'un renforcement des compétences et des moyens européens en matière de santé.
- Un pacte social européen serait une avancée importante dans l'adaptation des règles de gouvernance économique européenne qu'imposent la crise sanitaire et les exigences croissantes de transparence des processus de décision et de coordination des politiques économiques.
- L'harmonisation fiscale serait aussi un axe fort de la souveraineté européenne, avec une relance de la directive sur les bases de l'impôt sur les sociétés ou le développement d'une taxe GAFAM dont la France doit être le fer de lance.
- Dans le cadre de la PAC, le principe doit être celui d'une augmentation des aides à l'agriculteur plutôt qu'à la terre. Outre que cela réduirait les dérives liées à l'appropriation des terrains dans certains pays, cette disposition ouvre la voie à un revenu d'existence agricole indispensable pour faciliter une transition rapide vers de nouvelles pratiques plus respectueuses de l'environnement.
- En matière de transition écologique, l'UE aura-t-elle à cœur de préserver son leadership, d'engager une bataille vers le haut, pour se donner les moyens de franchir le premier pallier des objectifs de 2030 ?

On se souvient à cet égard des encouragements de notre ami, le professeur Dan C Esty, ancien conseiller de Barak Obama qui, après l'élection et le désengagement de Trump de l'*Accord de Paris*, nous avait dit qu'il revenait à l'Europe et plus particulièrement au Président français de relever le défi. On ne peut pas dire qu'entre 2016 et 2019, ce leadership ait été assumé pleinement, que le paquet ait été mis sur la question. Souvent par manque de volonté, mais aussi parce que les tentatives françaises se sont souvent heurtées aux intérêts contradictoires des pays européens, y compris ceux de la France. Entre ceux attachés au charbon, ceux au gaz naturel, au nucléaire, à l'industrie forestière, pas facile de se mettre d'accord par exemple pour établir une liste des secteurs éligibles aux « investissements verts ». De gros efforts restent à faire pour l'UE qui s'était engagée à mettre fin à la déforestation d'ici 2020 dans le cadre des Objectifs de développement durable. Un engagement qui pour l'instant n'est pas tenu. Un devoir de vigilance doit être édicté au niveau européen sachant de surcroît que la destruction et la dégradation des forêts augmentent également le risque d'événements météorologiques extrêmes, entraînent la perte de « biodiversité » et exacerbent la propagation des maladies infectieuses. L'Europe est classée derrière la Chine (réputée être responsable de 24% de la déforestation), devant l'Inde (9%), les États-Unis (7%) et le Japon (5%). Leur consommation a non seulement un impact sur les forêts mais aussi sur d'autres écosystèmes comme les prairies, les zones humides ou les savanes d'Amérique du Sud. Le soja et l'huile de palme sont les produits importés en Europe ayant le plus contribué à la déforestation tropicale. Ils sont suivis par le bois de construction, le cacao et le café. La déforestation est particulièrement importante au Brésil, en Indonésie, en Argentine et au Paraguay, selon, entre autres, les données de l'Institut de l'environnement de Stockholm (SEI). Egalement en Afrique : un exemple au hasard, en Côte d'Ivoire,

57% des forêts ont disparu entre 1990 et 2015 (BNETD - Bureau National d'Études Techniques et de Développement, Abidjan, 2016). Il ne reste plus que 3,4 millions Ha de forêt et cet état de fait est largement imputable à la culture de cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial. Le Fonds mondial pour la nature (WWF), dans son rapport "Stepping up: The continuing impact of EU consumption on nature worldwide" (couvrant la période 2005-2017) indique que l'UE est le deuxième plus grand importateur au monde de produits issus de la déforestation tropicale et huit États membres (Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, France, Belgique et Pologne) seraient responsables de 80% de la déforestation importée.

La solution passera sans doute par l'adoption d'une loi relative à la lutte contre la déforestation, véritablement incitative et plus prosaïquement suffisamment contraignante, pas seulement contre la déforestation illégale qui reste énorme, qui garantisse que les produits et marchandises mis sur le marché de l'UE soient durables au lieu d'être juste considérés comme légaux selon le pays d'origine, qu'ils soient également traçables et que leur récolte ou leur production ne soit liée à aucune violation des droits humains.

Tout ceci pourrait apparaître comme des vœux pieux d'où la nécessaire révolution de la démocratie européenne afin de la mettre au cœur du projet européen (8). Et ceci passe notamment par le renforcement de la prise en considération des paroles citoyennes, du rôle des partis politiques européens qui permettraient de contribuer à l'émergence d'un espace public européen, et par des campagnes électorales européennes transnationales.

De nouveaux axes de convergences

Ce n'est pas un scoop, mais les idées françaises ont longtemps été isolées et le restent pour une bonne part au sein de l'Alliance atlantique, y compris du jour où la France a choisi d'intégrer le commandement intégré (sous l'ère Sarkozy) ce qui eût surtout comme premier effet de banaliser politiquement la position traditionnelle française. Mais **la crise pandémique et la présidence Trump ont remis sur la table des discussions, une notion qui était devenue quasi taboue, celle de « souveraineté » que d'aucuns s'échinaient à confondre avec « souverainisme », soit pour la condamner d'avance en en faisant un gros mot ou en la rejetant car elle n'était à leur yeux que provocation (dans une partie des gauches), soit pour en faire un élément de posture politique et de fermentation idéologique (à l'extrême droite et à droite).**

C'est ainsi que la question de l'autonomie stratégique des Européens vis-à-vis des Etats-Unis notamment et en tout premier lieu - et pas que dans le seul domaine militaire, celui de la défense européenne - est l'objet de discussions, notamment entre la France et l'Allemagne. Le dialogue n'est certes pas aisé tant la plupart des Etats de l'UE sont également membres de l'Otan, le lieu par excellence du lien transatlantique.

L'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine qui est l'un des dix experts internationaux chargés de réfléchir à l'avenir de l'Otan (9) reconnaît que la partie n'est et ne sera pas aisée, tant elle est tributaire d'une volonté européenne qui reste à construire, elle tient à la fois d'une course de relais et de fond, même s'il note « des points d'appui importants » relevés du reste dans le rapport : l'adaptation du concept stratégique, le code de conduite, une sorte de « feu orange » aux affirmations européennes. Mais « *la suite dépendra des Européens* ».

On peut cependant créditer le président français du bienfait de ses coups de pied donnés dans la fourmière avec ses propos sur la « mort cérébrale » de l'Otan. Reçus comme une « agression » caractérisée, ils ont évidemment braqué le système américano-otarien, mais ils se sont cependant avérés constructifs. Sans cela, note avec raison Hubert Védrine, l'Alliance atlantique continuerait dans son rythme habituel et à s'auto-congratuler sur le thème : « *On n'a jamais vu une alliance aussi forte et aussi efficace, mais il faudrait quand même que les Européens payent plus !* » et ne tenterait même pas de faire un minimum de prospectives pour se projeter dans l'avenir.

Car c'est bien cette tension provoquée par le Président Macron qui a entraîné la création de ce groupe d'experts (dont le secrétaire général n'était pas demandeur) et qui a permis ces premières réflexions.

On peut se réjouir que des débats jusqu'alors tabous soient désormais ouverts : la suspension du pacte de stabilité, la constitution d'une capacité budgétaire commune financée par de nouvelles ressources propres, la monétisation des dettes publiques. La zone euro a une fenêtre de tir pour réfléchir au fait de se doter des armes monétaire et budgétaire qui lui permettraient de surmonter la crise, de renforcer le rôle de la BCE, voire de concurrencer les Bons du Trésor américain, bref d'envisager son développement et d'organiser au bon niveau et au bon rythme la transition écologique et énergétique. L'opportunité lui est

également donnée d'oser imaginer les mécanismes de suivi démocratique des dispositions qu'elle prendra. L'occasion est là d'accroître le pouvoir des parlements nationaux et européen, dépositaires de la volonté générale des peuples (10).

On peut se féliciter que l'Allemagne ait pour la première fois consenti à mutualiser les dettes publiques au niveau de l'Union européenne. C'est une première dans l'histoire économique de l'UE. Comme ce devrait être le premier pas pour amorcer une véritable solidarité entre pays de l'UE. Il serait juste de ce point de vue que les pays dits « frugaux » (Pays-Bas, Danemark, Suède et Autriche, également la Finlande qui en est proche) partisans d'une rigueur budgétaire stricte, opposés au plan de relance européen, refusant toute contribution supplémentaire au budget européen, souvent présentés comme les bons élèves de la classe européenne, participent au processus d'autant que leur prospérité s'est aussi construite sur le dos de leurs voisins et que pour la majorité d'entre eux, à commencer par les Pays-Bas, qui pratiquent de surcroît le dumping fiscal, leur économie bénéficie très largement de l'Europe dont ils sont très dépendants commercialement.

Mais le plan de relance de 750 milliards d'euros proposé par la BCE pour tenter de contenir les répercussions sur l'économie de la pandémie de Coronavirus, s'il peut de prime abord paraître conséquent, inédit et historique (ce qu'il est), est très insuffisant si l'on rapporte la somme allouée au nombre de pays concernés et par année :

Le montant devient alors presque dérisoire. Ce n'est pas à la hauteur des pertes en PIB colossales qui vont devoir être essuyées. Songeons que la France devrait enregistrer à elle seule un repli d'au moins 11 % de son PIB en 2020.

L'économiste Gaël Giraud ajoute : « *Si cette dette est remboursée par une augmentation de la contribution des pays membres au budget européen, on n'aura rien gagné. Car les pays membres devront eux-mêmes s'endetter pour la payer. Cela n'aurait pas de sens. La dette communautaire doit être financée par une nouvelle ressource fiscale. C'est l'occasion de mettre en place une taxe carbone aux frontières de la zone euro. On pourrait aussi remettre sur la table la taxe sur les transactions financières, taxe dont on parle depuis vingt ans mais qui n'est toujours pas mise en place de manière efficace. On pourrait enfin penser à une taxe sur les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) : cette crise nous a en effet permis de prendre conscience de la menace que ces entreprises représentaient pour notre souveraineté. Il faut entrer dans un bras de fer avec les GAFAM.* » (11)

L'Europe est le bon niveau pour déployer un levier efficace et cohérent en faveur d'une coordination, d'une vigilance et d'une protection écologiques. Ce qui ne doit pas interdire la France d'envisager la Méditerranée et l'Afrique, vers lesquelles elle a souvent eue une inclination ; avec lesquelles elle a tant d'intérêts communs, et d'interdépendances objectives. A quand de vraies coopérations, entre égaux, sur le registre des enjeux climatiques et des autres enjeux stratégiques ? L'Union européenne est cet espace de niveau mondial permettant de constituer un cadre pertinent à partir duquel serait harmonisée et coordonnée l'action des États membres en faveur de la transition écologique dans différents domaines : développement économique, énergétique, échanges commerciaux, agriculture ... **L'Europe reste le bon niveau pour déployer un *Green new Deal***, un Pacte vert, comme pour exercer une vigilance écologique et prendre les mesures de protection nécessaires face aux États qui ne s'inscriraient pas dans *l'Accord de Paris* : USA, BRIC (Brésil...), U.K (post-Brexit)... afin de ne pas entrer en contradictions, voire entraver les démarches et productions « vertueuses » des États membres.

Ajoutons que l'Europe a su évoluer : avec « l'initiative citoyenne européenne » : on a là un instrument non négligeable de la démocratie participative dans l'Union européenne. Grâce à cette mesure, c'est près d'un million de citoyens européens résidant dans un quart des États membres de l'Union qui peuvent inviter la Commission à présenter une proposition d'acte législatif qu'ils jugent nécessaire pour mettre en œuvre les traités de l'Union. Et depuis janvier 2020, de nouvelles règles s'appliquent pour rendre l'initiative citoyenne européenne plus accessible. On peut relever de ce point de vue le travail pionnier entamé par le Comité économique et social européen. Et on ne peut que saluer l'évolution des mentalités qui va conduire l'an prochain, sous l'instigation de la France, au lancement de la « Conférence sur l'avenir de l'Europe », une vaste consultation citoyenne dont l'ambition affichée est de donner la parole aux citoyens Européens sur le projet européen pour les dix ans à venir.

Nous espérons pour notre part que cette conférence puisse déboucher sur un mécanisme de consultation citoyenne rattachée au Parlement européen. L'Europe a aujourd'hui la possibilité de placer plus haut l'enjeu de son unité, d'accepter le seul risque raisonnable : celui de se surpasser.

III- UNE NOUVELLE DUALITE DES TEMPS

Avec la crise sanitaire et le dérèglement climatique, avec l'entrée dans l'anthropocène qui soumet les sociétés humaines à des mutations auxquelles elles ne sont pas étrangères, le *présentisme* (le présent omniprésent, un « présent monstre ») n'est plus ce qu'il était. On a pris conscience de la finitude du monde et l'on sait dorénavant que la fin est désormais sinon probable, du moins possible, et que si le futur existe, il est déjà un présent.

Il nous faut donc apprendre à vivre une nouvelle dualité des temps : le temps (numérique) de l'accélération, de l'urgence, de l'immédiateté, marqué par cette vitesse qui supprime la distance et amenuise, quand il ne l'abolit pas, le sens critique, et le temps « *formidablement long* » d'un futur sans avenir, d'une apocalypse sans eschatologie. Avec ce pré-sentiment que nos enfants et nos petits-enfants vivront moins bien que nous.

Un détour par les travaux de l'historien **François Hartog** aide à y voir un peu plus clair dans les enjeux actuels du dérèglement climatique et des thèses effondristes et collapsologistes. « *Le temps suspendu qu'impose le Covid, présenté comme un ennemi invisible, crée une situation inédite* », constate l'historien. Dans son dernier essai *Chronos (12)* qui se présente comme une réflexion sur le temps à l'aune de l'histoire du christianisme, il parle du régime chrétien d'historicité désigné comme un « *présentisme apocalyptique* ». Construit à partir de l'appropriation chrétienne de deux notions grecques, investies de significations tout à fait neuves dans la traduction alexandrine de la Bible, le *kairos*, celui-ci ouvre le temps de la fin, et la *krisis* devient le jour de la fin des temps. Pour l'humanité, dans le temps qui reste, le passé n'est plus un répertoire d'exemples à imiter, mais la préfiguration prophétique d'un présent qui contient déjà son devenir.

Le temps numérique institue un rapport au temps qui brouille les repères et le sens des choses. François Hartog appelle ce rapport au temps, cette temporalité, le « présentisme » parce que le présent y occupe selon lui une place démesurée, de sorte que l'on a tendance à recouvrir tout le passé et l'avenir du présent, à archiver immédiatement ce qui est en train de se passer sous nos yeux et à être conduit à ne plus être étonné par ce qui vient. Le présentisme d'Hartog caractérise ainsi notre rapport contemporain au temps, rapport problématique, mélancolique, voire pire.

« *On ne cesse de réclamer des plans d'urgence ou de s'indigner de leurs retards* », relève François Hartog.

Cette dictature du présent qui mange le futur et tient le passé pour quantité négligeable s'insinue partout, y compris dans le discours politique. « *Ce que l'on appelle le plan de relance, par exemple, n'est en réalité pas destiné à ouvrir l'avenir. Il s'agit d'un habillage permettant de trouver des solutions aux difficultés d'aujourd'hui.* » note-t-il. Aujourd'hui, ajoute-t-il, « *tout ce qui peut ressembler à un délai est assimilé à un retard, une manifestation de l'inaction, donc une faute. L'avenir s'est obscurci et un temps inédit a surgi, vite désigné comme l'anthropocène, soit le nom d'une nouvelle ère géologique où c'est l'espèce humaine qui est devenue la force principale.* »

Que faut-il faire ? Faut-il se situer dans l'attente de l'apocalypse ? Est-elle imminente, peut-on vraiment croire qu'elle soit datable à partir des textes qui l'annoncent (le Livre de Daniel, la deuxième épître de Paul aux Thessaloniens ou le chapitre XX de l'Apocalypse de Jean) ? Un tel questionnement déchaîne des ferveurs millénaristes incontrôlables. Un espace s'ouvre alors pour l'histoire et pour une existence entre deux présents : celui, divin, de l'attente de « l'accomplissement », et celui, naturel, né de la confusion entre Kronos, le géant mythologique qui a « *débloqué le temps* » (comme disait le très éminent Jean-Pierre Vernant, historien et anthropologue, spécialiste de la Grèce antique et de ses mythes), et *chronos*, défini comme le temps commun des humains. L'éloignement de cet horizon sans date oblige le christianisme à reconnaître la diversité des temps et à développer des stratégies d'accommodation qui donnent au présentisme chrétien une épaisseur historique. Dans cet impressionnant parcours à travers les siècles, François Hartog décrit les fissures, puis le démantèlement de l'ordre chrétien du temps, devenu hégémonique grâce à l'imposition du calendrier liturgique et, à partir du XI^e siècle, à la généralisation des datations référées à l'ère chrétienne. Ses fondements s'effacent entre la fin du XVIII^e siècle et les années 1850 : l'âge de la Terre n'est plus borné par les six mille ans bibliques, et l'horizon d'attente n'est plus la fin dernière mais le perfectionnement infini de l'espèce humaine. Le « *régime moderne d'historicité* » devient possible. Le lecteur de *Chronos* se retrouve alors dans des paysages familiers. Il sait que, au temps de la modernité, entièrement commandé par la croyance en un avenir prometteur, a succédé après la seconde guerre mondiale un « *présent irrémédiablement présent* », un présent qui a « *cannibalisé* » passé et futur. L'« *histoire conceptuelle* » que revendique François Hartog identifie les ruptures fondamentales dans les œuvres qui en ont proposé les formulations les mieux articulées : ainsi chez Saint Augustin, Eusèbe de Césarée, Joachim

de Flore, Pascal, Buffon, Condorcet, Renan ou Valéry. Il n'ignore pas pour autant que « *les expériences du temps ne se modifient ni en un jour ni au même rythme partout et pour tous* ». Sa réflexion et ses fortes lectures peuvent ainsi nous aider à avoir prise, sinon sur le temps, du moins sur nos désarrois et nos anxiétés, hantés par « *la figure mythologique du dieu dévorant ses enfants : un Chronos proprement chronophage* ».

Peut-on croire en une renaissance démocratique ?

Où l'on se (re)pose la sempiternelle question de comment faire humanité, comme faire société ?

Où l'on (ré) évoque « *le désenchantement du monde* » (13), selon la formule originale de Max Weber, pour définir, dans la foulée d'un Dostoïevski, Tolstoï ou Nietzsche le problème de la « *vacance du sens* » provoqué par la « *mort de Dieu* », par le recul de la transcendance religieuse comme source de la légitimité politique et des valeurs morales en général. Le sentiment d'incomplétude chez les Hommes ne s'émousse pas, le besoin de *croire* plus vif que jamais, comme si, avec la sortie de la religion de l'espace public, les hommes qui ambitionnaient de se gouverner eux-mêmes, n'avaient trouvé que de manière imparfaite, avec la démocratie, le moyen de le faire.

Le régime représentatif et le suffrage universel consolideront historiquement ce moyen, faisant exploser la matrice héritée du religieux et des églises, mais sans parvenir de manière pérenne à satisfaire toutes les demandes citoyennes, surtout quand les crises s'en mêlent. Ce sera la source du surgissement des régimes totalitaires comme ce sera une opportunité de renforcement de la démocratie politique libérale. Aujourd'hui, c'est à une crise de croissance à laquelle nous sommes confrontés qui couve en réalité depuis les années 70.

Il n'est pas interdit de penser possible la renaissance d'une véritable pensée et passion politiques.

Certes cette question est évoquée depuis longtemps, le penseur **Cornélius Castoriadis** (« *Intellectuel global* », philosophe, sociologue, historien, qui fut aussi économiste et psychanalyste) pour ne citer que lui, en parlait déjà au début des années 1990. Le moment idoine pourrait bien être arrivé. L'important étant, de notre point de vue, de favoriser aujourd'hui l'autonomie individuelle et l'autonomie sociale. Mais comment faire le lien ?

La question reste entière. Castoriadis précise : « *Il n'y a pas de lien direct, encore moins opérationnel, mais il existe une relation étroite dans l'esprit et les objectifs. Les deux visent la libération de l'imaginaire créateur de l'être humain, imaginaire social ou imagination de l'être singulier. L'imaginaire est la source de la création humaine – mais ses œuvres n'ont pas nécessairement par elles-mêmes valeur positive : poèmes et délires, cathédrales et camps de concentration en procèdent également. L'autonomie – la liberté – n'est pas seulement l'abolition des contraintes externes ou des compulsions psychiques ; elle est aussi l'établissement d'un autre type de rapport entre nos poussées profondes, individuelles ou collectives, et des instances capables d'en faire le tri, de leur donner forme ou de les empêcher de se manifester dans la réalité. C'est le rôle de la subjectivité réfléchissante et délibérante au plan individuel, des institutions démocratiques au plan collectif. Car la démocratie est le régime de la réflexivité collective et de la liberté autolimitée. Sur ce plan, projet psychanalytique et projet politique démocratique se rejoignent.* » (14).

Comment « *changer la vie* » (pour reprendre un slogan politique des années 1970), comment la changer pour qu'elle puisse être encore possible demain, pour qu'elle puisse répondre à nos désirs ? *Transformer le monde*, a dit Marx. *Changer la vie*, a dit Rimbaud. Ces deux mots d'ordre pour le PRé n'en font qu'un.

La question est éminemment politique et invite tout un chacun à se réappropriier la et le politique. Elle est inséparable d'une réflexion d'ensemble sur ce que c'est que d'être un Homme, un terrestre dans les temps présents, comme elle interrogeait sur ce que c'était un poète dans la cité à la fin du XIX^{ème} siècle en Europe.

Elle engage plus que jamais tous les êtres dans leur raison comme dans leur cœur. Il s'agit ni plus ni moins que de savoir quelle vie au quotidien nous voulons, y compris dans sa dimension relationnelle avec et dans la nature, mais aussi la culture (car la nature sans la culture serait-ce autre chose que de la sauvagerie ?), entre les êtres, dans l'amitié, dans l'amour, dans la sensualité des esprits et des corps.

Tout le monde ou presque ressent la nécessité de « *changer de système* ». Oui, mais pour quelle visée ?

Avec quels outils politiques ? **Alors que la question d'un projet politique alternatif conjuguant social et écologie n'a jamais été aussi prégnante et de l'ordre des possibles, pour ne pas dire du souhaitable, nous souhaitons mettre en forme et approfondir la production du PRé sur ce projet de société que nous nous évertuons à valoriser depuis 2010 : quelque chose comme une « social-écologie »** (15). Avec une charpente idéologique claire, accessible, et des propositions concrètes hiérarchisées qui ne relèvent pas uniquement d'un inventaire à la Prévert, mais déploient notre désir de repenser notre rapport aux sciences, à la démocratie, la vie

quotidienne, à l'égalité des sexes, aux valeurs, aux arts, à la philosophie, à la vérité. Comme à nos idées, nos critères moraux, esthétiques ou politiques qui ne constituent, à l'évidence pas, des données éternelles.

La démarche du PRé depuis 2010 se veut pragmatiste, car tout est continûment "in the making", en train de se faire. Notre ambition est d'espérer en finir avec tous les ensembles clos, de défiger l'homme, la nature, la science, la société hors les sphères étanches et fermées sur elles-mêmes dans lesquelles elles sont trop souvent, pour concevoir leurs relations dans ce qu'elles ont de mobile et d'évolutif. Le défi pourrait sembler évident à relever tant la première étape, celle de la bataille culturelle sur l'idée même d'écologie, les enjeux de la transition énergétique & écologique, semblent avoir été intégrés par la population dans sa grande majorité. Sauf que l'on voit bien combien la chose est à la fois plus compliquée et complexe qu'il n'y a parait. Sa traduction, sa mise en musique, sa mise en pratique ne va pas de soi. Il suffit de voir combien, chaque fois ou quasiment chaque fois que l'on aborde une question écologique, on tombe très souvent sur une controverse (éoliennes, aéronautique, voitures électriques, à hydrogène, nucléaire, transition énergétique, « sixième extinction », biodiversité, anthropocène, décroissance, progrès, pesticides, jardinerie sous serre, Bio, locavore, etc.). Sans compter que « l'écologie politique » reste impuissante à l'échelle nationale. Et que les formations existantes traditionnelles peinent à l'exprimer, à se l'approprier réellement et à la pratiquer en actes. L'écologie est devenue - par la force des choses - la nouvelle matrice politique à gauches, et apparemment aussi pour une part à droite, comme pour la majorité présidentielle, sauf que pour l'instant rien n'émerge vraiment en termes de projet politique cohérent. Même le RN lorgne sur les enjeux de la transition écologique. Mais la greffe en politique comme en botanique reste un art difficile.

Comment, instruits par le Coronavirus, pourrions-nous procéder à un travail de propagation latérale, de globalisation en quelque sorte ? Comment aider l'Etat à apprendre de la situation dans un contexte où les corps intermédiaires que sont notamment les partis politiques, toujours touchés par un procès en légitimité, ne sont pas en état pour l'instant de vitaminiser la vie de la Cité ? Surtout lorsque l'on sait que l'Etat n'est pas naturellement réceptif à un changement de paradigme de cet ordre ! Sachant par ailleurs que le temps n'est pas vraiment devant nous. Dans un contexte où les syndicats eux-mêmes connaissent également une crise de confiance qui fait qu'ils n'interagissent guère et qui rend difficile le colletage, la sélection, la valorisation de la parole des travailleurs, salariés et non-salariés.

Comme l'a suggéré le sociologue et philosophe **Bruno Latour** à propos de la « grande consultation citoyenne », la méthode des *Cahiers de doléances*, peut être un moyen, un processus d'auto description qui permette d'aller au-delà de la plainte avec la possibilité pour chaque individu d'exprimer ses pertinences sur les enjeux du moment tout en présentant l'opportunité pour l'Etat d'apprendre à écouter vraiment pour se mettre au diapason.

Un mouvement horizontal d'introspection est une étape sans doute indispensable dont on peut considérer qu'elle a été entamée pendant la période de confinement général. Reste la phase d'échanges, d'expression des besoins et des désirs citoyens dont il serait heureux qu'elle puisse partir de la description de nos vécus. Ensuite se posera la question de comment faire pour agréger les réponses, sans doute aussi dans un deuxième temps les désagréger pour faire apparaître les bonnes réponses.

La transition écologique, de ce point de vue, si elle est assortie d'un ou de mouvements sociaux forts, peut être un activateur d'actions et d'activités, comme de nouvelles formes d'expression démocratique, qui invite à repenser la question du temps et du pouvoir. Elle est susceptible de nous rappeler opportunément le sens du mot fraternité qui figure au frontispice de la République. Déclassée, oubliée, délaissée, ringardisée, voire raturée, la troisième des « trois marches du perron suprême », comme le disait Victor Hugo, n'est pas une affaire de bons sentiments, elle est exigeante, combative et subversive. Elle ne se décrète pas, elle s'éprouve. On l'a oublié, les gauches ont oublié que la fraternité est née sous la Révolution avec les Sans-culottes, puis en 1848 sur les barricades, pour resurgir pendant la Résistance. Les gauches ont oublié et/ou brouillé tant de choses.

La fraternité n'est pas la diversité. Elles ont oublié jusqu'au sens même de la politique : l'art de faire une famille avec ceux qui ne sont pas de sa famille. L'art de remplacer ce qui est de l'ordre du groupe, de l'ethnie, de la tribu, de la fratrie, des *Followers* par l'électif, ce qui est de l'ordre du destin par du volontaire.

La gauche a préféré enchaîner les séparations, les divorces, les ruptures en son sein, tout en continuant d'avoir la prétention de rassembler les Français.

Relisons la fameuse lettre d'**Aimé Césaire** (signifiant sa démission à Maurice Thorez, secrétaire général du Parti Communiste Français, en octobre 1956) dont certains passages gardent toute leur actualité : « *Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans « l'universel »* » (qu'il qualifie dans

la phrase d'avant « *d'universalisme décharné* ». *Ma conception de l'universel est celle d'un universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers* ».

Il y a aussi que notre monde, en plein embrouillamini idéologique, est en manque de vision et de projets politiques. Pour ne parler que de la France, on voit combien il y a urgence à réinsuffler la démocratie et à faire vivre la République, à imaginer des processus de délibération ouverts à tous qui considèrent les citoyens comme des Egaux, à rénover certaines des institutions existantes, à en renforcer d'autres, à transformer la société et l'État... Alors certes, cela peut donner le tournis, mais cela en vaut la peine.

Avons-nous seulement le choix ? Sauf à vouloir alimenter les tentations diverses et multiples d'un repli identitaire, sauf à créer les conditions d'une violence de tous contre tous.

En 2005, réagissant à l'Appel du P.I.R (Parti des Indigènes de la République) qui développait un essentialisme victimaire, un philosophe engagé comme **Daniel Bensaïd** qui avait été de tous les combats depuis les années 1960, qui ne méconnaissait pas que dans les milieux dits « radicaux » et « critiques », pour qui il est devenu très tendance de récuser toute la part universaliste de l'héritage républicain, craignait déjà, y compris à l'encontre de certains de ses propres amis politiques, une « *autonomie identitaire de repli et de fermeture* » qui introduirait parmi les opprimés « *une forme pernicieuse de droit du sang* », voire cette forme d'intolérance que **Frantz Fanon** nommait le « racisme antiraciste ». Il pointait « *les confusions charriées par la notion non clarifiée de postcolonialisme* ». On dirait bien que nous y sommes. De ce point de vue, c'est prendre un risque certain en courant derrière les groupuscules « indigénistes » ou « décoloniaux ». Aucune chance d'un mistral gagnant.

On est dans une époque (qui ne s'est pas ouverte aujourd'hui) d'illimitation dans tous les domaines, y compris dans l'insignifiance, en même temps que marquée par le renoncement, le ressentiment, le cynisme et l'apathie, et la conscience de plus en plus claire de la finitude du monde. Notre désir d'infini s'émousse. On a du mal à s'autolimiter, individuellement et collectivement, en regard notamment de ce que nous impose fatalement la transition écologique & énergétique, prisonnier que nous sommes encore de l'idée d'expansion illimitée.

Et l'on ne se résout pas à l'idée qu'une société vraiment libre est une société autonome, qui doit pouvoir s'autolimiter pour le bien commun et de chacun. Au chapitre des circonstances atténuantes, disons que la liberté est un concept difficile à comprendre et à mettre en pratique. Il y a cette phrase forte de Thucydide : « *Il faut choisir : se reposer ou être libre.* » Et Périclès dit aux Athéniens : « *Si vous voulez être libres, il faut travailler.* ». On ne peut pas passer son temps à se reposer. On ne peut pas davantage passer tout son temps devant un écran d'ordinateur, en télétravail, pas davantage que devant les écrans de divertissement. C'est une fausse liberté.

La liberté, ça n'est pas ce qui est contraint, c'est le choix, c'est l'activité, la multi-activité. Et la liberté, c'est une activité qui en même temps s'autolimite : nous savons que nous pouvons tout faire mais nous savons que nous ne devons pas tout faire.

On préfère fustiger l'individualisme, mot valise que l'on avance pour expliquer les misères du moment, ou ses propres défaillances, ou encore son incapacité à penser l'alliance de l'individu et du commun.

Ce n'est pas nouveau, au 19^{ème} siècle déjà. « On », c'est-à-dire aussi bien à droite qu'à gauche, aussi bien du côté des conservateurs que des progressistes, ce qui rend le procès sinon douteux, du moins susceptible d'en questionner les termes. Car en réalité, il y a souvent une confusion sémantique à ce sujet. Au PRé, nous suivons les travaux de ce courant sociologique (*La nouvelle sociologie*) qui s'essaye depuis le milieu des années 1990 à dépasser le clivage historique, devenu rituel, qui a longtemps structuré la sociologie autour de l'opposition entre holisme et individualisme méthodologiques, entre l'accent mis sur le primat du groupe, de la société et sur l'existence de déterminismes qui pèsent sur les individus, et l'accent mis sur le primat de l'acteur individuel à l'encontre de toute conception hypersocialisée de l'Homme. Dubitatifs à l'égard d'un sociologisme qui tient le haut du pavé, nous avons même parfois l'intuition qu'il serait possible non pas de dépasser mais de concilier cette opposition entre acteur et système en mettant l'accent sur la construction de la réalité sociale par des individus interdépendants.

Parallèlement, au point d'acmé où nous en sommes, on voit mal comment l'on pourrait continuer sans quelques réformes institutionnelles. La Covid a reporté pour l'instant les projets en la matière.

Nous ne pensons pas qu'il faille revenir à une féodalité parlementaire ni présidentialiser davantage notre régime, mais établir un point d'équilibre entre la « monarchie élective » et le « principe majoritaire ». Sauf à changer de régime, ce qui reste dans l'ordre des possibles ou des souhaitables, c'est selon. Notre histoire constitutionnelle devrait nous conduire en tous les cas non plus seulement à admettre mais à rechercher la nécessité d'un recours à la *démocratie continue* en dehors des échéances officielles (élections, référendum législatif ou constitutionnel...). Celui qui fut avocat, agrégé de droit public, professeur à l'université de Paris I, engagé dans la Résistance, homme politique et fin politologue, **Léo Hamon**, ajoutait que « *...il faudra bien combiner le principe*

majoritaire avec cette exigence reconnue de la démocratie, et voici la monarchie élective invitée à y contribuer !...» (16)

Dans le même temps, pour ne pas dire préalablement, il faudra bien sortir un jour des idées reçues, arrêter de se bercer de faux espoirs et **admettre que la démocratie est le pouvoir de n'importe qui**. Ce n'est pas l'idée que le pouvoir doit travailler pour le bien du plus grand nombre mais celle que le plus grand nombre a vocation à s'occuper des affaires communes. L'égalité fondamentale concerne d'abord la capacité de n'importe qui à discuter des affaires de la cité, de la communauté nationale et à les mettre en œuvre. Ce n'est pas idéaliste que de dire cela, c'est juste faire montre du souci de la justice comme moteur de toute action. Non pas un retour au passé, mais un détour par l'histoire et la philosophie antique pourrait nous y inviter : la phrase d'une limpidité sublime d'Aristote : « *Qui est citoyen ? Est citoyen quelqu'un qui est capable de gouverner et d'être gouverné.* »

De ce point de vue, l'introduction d'une dose de proportionnelle pourrait aider raisonnablement au partage des responsabilités. Une solution simple, portée à l'Assemblée Nationale et auprès de l'exécutif par notre ami Guillaume Vuilletet, immédiatement praticable, qui permettrait de garantir pluralité et stabilité politique, qui ferait l'économie d'un nième redécoupage électoral et préserverait par là même du flot de critiques qui ne manquerait pas d'advenir, serait de s'inspirer du système sénatorial : les élus des départements ruraux le sont au scrutin majoritaire et ceux des départements les plus denses à la proportionnelle, en réservant la proportionnelle aux dix départements qui ont plus de dix élus permettrait d'introduire une dose de proportionnelle de 25 %.

Sachant que le but de l'élection, dans notre système actuel, n'est pas de se contenter d'envoyer au Palais Bourbon un échantillon représentatif de nos contradictions et des tensions de la société, mais d'organiser une expression la plus cohérente possible de *la volonté générale*. Son but n'est pas d'abandonner le pays à une logique infernale, mais d'être un réducteur d'incertitude.

Et puis, avec le médiologue **Régis Debray**, cela fait un moment que nous le savons bien : « *il faut mettre plus de démocratie dans notre République. Lui enlever cette mauvaise graisse napoléonienne, autoritaire et verticale ; cette surcharge de notables, cet héritage monarchique, cette noblesse d'Etat qui l'empâtent. La République française ne deviendra pas plus démocratique en devenant moins républicaine. Mais en allant jusqu'au bout de son concept, sans confusion.* » (17).

Enfin, comprenons que la démocratie n'est pas un régime politique parmi d'autres, elle n'est pas davantage un élément d'un processus historique global, elle est par définition instable, imparfaite, comme les interrelations humaines et, comme le postulaient déjà les philosophes antiques, toujours inachevée. C'est ce qui fait du reste la beauté de la chose. Alors, bien sûr qu'il peut arriver que l'on bute sur la difficulté de maintenir l'équilibre entre une posture de défense contre les menaces extérieures et maintien des libertés intérieures. La démocratie est juste un cadre qui permet sinon de les résoudre, du moins de les atténuer, qui permet de transformer nos vies tout en recherchant un peu de vérité.

La République dans toute son exigence

Régis Debray ajoute : "*Comme l'Homo sapiens est un mammifère plus, la république est la démocratie plus. Plus précieuse et plus précieuse. Plus ingrate, plus gratifiante. La république, c'est la liberté, plus la raison. L'Etat de droit, plus la justice. La tolérance, plus la volonté.*".

Or la République est sans doute l'objet d'un gâchis qui pourrait tout emporter.

On fait peu de cas d'elle. On la néglige, on la raille, on la découpe, on la fragilise, on la soupçonne même parfois, quand on ne se dit pas que l'abolir, cela ne serait pas plus mal. Comme si tout pouvait devenir plus simple sans elle. On a oublié que la République est un bloc car elle porte des exigences cohérentes entre elles. Les gauches (à l'exception peut-être de la gauche « radicale » côté LFI, mais qui l'a assaisonnée à sa façon) ont oublié Jaurès qui ne niait pas l'existence des nations, l'abandonnant par négligence ou lâcheté au RN, Jaurès, l'homme qui fit la synthèse entre le socialisme et l'idée républicaine qui n'est pas loin de sortir de notre histoire. Ils ont oublié que la Nation, c'est certes une image d'Epinal, une lanterne magique, mais aussi un symbole, *le cri de Valmy*, en 1792 : « *le général Kellermann, chapeau brandi à la pointe du sabre, se dresse sur ses étriers, et de toute la force de sa voix crie : « Vive la nation » Cri aussitôt repris par la masse des troupes rangées en bataille derrière le commandant en chef. En ce 20 septembre 1792, le cri de Valmy possède une valeur emblématique si puissante que*

Goethe, correspondant de guerre dans l'armée d'en face et témoin de l'incident, croit pouvoir dater de ce moment une nouvelle ère dans l'histoire du monde » raconte l'universitaire philosophe Georges Gusdorf.

L'étonnant, l'incroyable, c'est que ce cri ne fut suivi d'aucun affrontement, d'aucune bataille, si ce n'est quelques coups de canon, en réalité se résuma juste à une confrontation entre deux armées, l'une, faite de bric et de broc, refusant de céder la moindre once de terrain, l'autre, professionnelle, renonçant à le conquérir par la force des armes. L'envahisseur prussien escomptait que les troupes révolutionnaires françaises se débineraient au premier coup de feu, mais devant la résolution surréaliste de ces soldats improvisés, l'armée de Brunswick se retira sans insister. L'invocation de la « Nation » avait eu une efficacité magique. Elle devint du reste l'idée neuve en Europe. La Nation, une idée de gauche, qui s'est décomposée depuis. Qui est devenue un mot valise. Elle incarna pourtant aussi l'émancipation par l'école. Dans les années 1970, on la laissa presque pour morte. Or le phénomène de la mondialisation a créé un tel vide, qu'il a entraîné une « balkanisation politico-culturelle », sans pareil : « *La mondialisation a stimulé la nation.* » Pas toujours pour le meilleur. Comment empêcher que la nation ne régresse à l'ethnie, à la tribu, à l'irrédentisme religieux ?

Comment faire vivre une idée quand celle-ci a été autant mal servie, travestie dans le monde ? La gauche française, gênée aux entournures, a préférée y renoncer, par paresse, par manque de courage, par manque de confiance en elle-même. Préférant s'autoriser tous les sacrilèges, se refusant à concéder aucun sacrifice.

On a raison de rappeler que la République commence en France avant la République. Jaurès l'avait bien compris pour qui c'est parce que la France est devenue une nation qu'elle a pu devenir une République et proclamer la souveraineté populaire et la souveraineté nationale. « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie. Beaucoup y ramène.* » ajoute-t-il. Cette vision qu'il exprime dans *l'Histoire socialiste de la Révolution française (18)*, est évidemment bien plus profonde, et les républicains « des deux rives » seraient bien inspirés de ne pas s'arrêter à le citer, mais à relire ou à lire, à réfléchir à cet ouvrage fondamental pour arrêter d'hystériser inutilement le débat pour au final ne réussir qu'à le rendre stérile, à agréger des haines, à susciter les surenchères mortifères qui ne feront que préparer le terrain pour les forces qui ne songent qu'à congédier la République. Le pire est toujours sûr sur ce registre et le risque d'une guerre civile n'est pas à écarter a priori dans ces temps dystopiques que nous traversons.

Nous devrions plutôt réfléchir à ce que pourrait être, au XXI^{ème} siècle, une République de citoyens, une république d'égaux. Une République suffisamment forte qui n'ait pas besoin de sous-traiter aux religions l'expression des citoyens. **Le projet de loi contre les « séparatismes »** actuellement à l'étude semble vouloir proposer des outils utiles pour faire en sorte que, dans notre pays et à l'école notamment, les valeurs républicaines et la laïcité soient respectées au profit de tous. La démarche du ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer qui consiste à désigner des référents laïcité paraît positive et commence à porter ses fruits, même si elle cache le déficit de formation à la laïcité des enseignants. Il y a cependant des signalements qui permettent dorénavant, au quotidien, de combattre un certain nombre de faits : des injures, des manifestations tout à fait insupportables comme par exemple les appels à la décapitation de tel ou tel professeur. C'est le fait certes d'une toute petite minorité, mais dont le discours, démultiplié grâce aux « réseaux sociaux » est susceptible d'influencer quelques milliers d'élèves sur les douze millions et demi d'élèves. Quelques milliers, c'est déjà beaucoup trop.

Il y a 114 ans, le 9 décembre 1905, le Président de la République Émile Loubet promulguait l'une des lois les plus importantes jamais votées par le Parlement depuis la première Déclaration des Droits de l'homme, la loi de Séparation des Églises et de l'Etat. Instituant par là-même le cadre de notre vie commune. La laïcité est devenue en France un principe de la République qui assure la liberté de chacun et la protège, qui permet à chacun d'adhérer à telle ou telle option spirituelle, de croire en ce qu'il veut ou de ne pas croire.

Souvent caricaturée dans le monde anglo-saxon qui y va régulièrement de son antienne, elle est devenue l'objet d'une campagne de dénigrement sans fin dont l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires a fourni le prétexte pour relancer les enchères, le *New York Times* s'en faisant la tête de pont, mais aussi dans la très catholique Pologne, contre ce qui est jugé comme une dérive discriminatoire, liberticide de la France.

Il y a surtout beaucoup de confusions à son sujet, ici même dans le pays de la Révolution française.

La laïcité n'a pas à voir avec la tolérance, elle a à voir avec un principe de non-confessionnalité, un principe de droit politique. Elle n'est pas un système de contrôle de la religion par l'Etat, elle est un système de séparation des Églises et de l'Etat. Elle protège la liberté de consciences et la conjugue avec l'égalité des droits des individus citoyens. Elle aide la République à se fonder sur la visée de l'intérêt général, du bien commun à tous.

Elle s'attache à préserver l'État et les institutions de la vie sociale, pour le moins, de la tutelle religieuse. Et à ne jamais revenir à quelque régime de religiosité que ce soit, comme ce fut le cas historiquement sous l'Ancien régime

avec un "régime de catholicité". Il s'agit ni plus ni moins que de maintenir les conditions qui préservent l'État de l'emprise de la religion mais aussi d'empêcher qu'une partie religieuse de la société puisse asservir le reste de la société. Elle n'est pas une « religion » d'Etat, « *la laïcité bien comprise*, n'a pas pour but, comme le note le politologue **Philippe Raynaud**, auteur de "Laïcité, histoire d'une singularité française", *d'éradiquer la religion des consciences* ». Elle n'est pas un texte sacré, mais une loi principielle. Sa vocation n'est pas d'être révisée à tout bout de champ. Même si elle est susceptible d'être quelque peu changée - après tout elle l'a déjà été depuis 1905 - pour s'adapter au temps présent si nécessaire. Mais, pour paraphraser Montesquieu, si tel devait être le cas, il ne faudrait y toucher que d'une main tremblante !

Quoi qu'il en soit, elle n'a nul besoin d'être instrumentalisée, comme on le voit depuis près de sept ans, ni par quelques-uns de ses partisans déclarés ni par ses adversaires déclarés ou masqués.

Elle n'a surtout aucunement besoin que l'on bêtifie à son sujet. Elle n'exige en rien à ce que la République demande aux croyants d'être « modérés », pas plus qu'elle ne consent à ce que la laïcité soit modérée, ce qui n'aurait pas de sens. La République laïque ne promet aucun particularisme spirituel, pas plus que culturel, encore moins contre un autre, elle est mue par le seul souci d'émanciper le droit de l'emprise de tout particularisme.

En 2020, fondamentalement, elle reste plus que jamais, selon le mot de Jean Macé, le fondateur de la *Ligue de l'Enseignement*, « le combat contre l'ignorance ».

A l'heure de son anniversaire, la laïcité n'a pas besoin d'être adjectivée pour être comprise ou pour être de son temps. Elle a surtout besoin, aujourd'hui comme hier - un peu plus aujourd'hui qu'hier ? - que ses principes soient juste réellement inscrits dans la réalité et qu'on les fasse vivre. On, c'est-à-dire, l'Etat, les acteurs politiques et sociaux, et nous toutes et tous qui sommes les citoyens. Pour faire vivre la République dans toute son exigence, loin de toute abstraction, une République qui ne peut pas se réduire à des discours d'autorité et d'ordre, surtout en période de déréliction sociale. Une République qui mérite d'être défendue contre ses adversaires de tous poils et contre les attaques dont elle fait l'objet, mais aussi comme cadre que les Français se sont historiquement choisis pour traiter les tensions, les contradictions et les conflits. Une République qui serait dans le même temps avisée de rénover sinon de changer ses institutions pour en finir avec cet effet structurel de la vie politique française qu'est le RN, rendu possible grâce à la constitution de la V^e république en ce qu'elle permet à une minorité de gouverner l'ensemble de la population. Une République, enfin, qui ne doit pas douter d'elle-même en renonçant à penser l'universalisable. Pourquoi faudrait-il renoncer à l'universel pour penser le multiculturel ?

La crise sanitaire réfrigère la normalité du fonctionnement des institutions de la république et du débat délibératif, anesthésie toute velléité d'imaginer de nouveaux modes d'expression et d'élaboration collective cependant que l'écologisation de la société, même si cette dernière apparaît assez peu réactive en réalité face du dérèglement climatique alerte paradoxalement sur l'écueil d'un risque de dépolitisation de l'enjeu écologique.

Le combat contre « *l'exploitation de l'homme par l'homme* » est en passe d'être éclipsé au profit de celui de « *l'exploitation de la nature par l'homme* ». Le « mouvement » des *Gilets jaunes* a pourtant montré de nouveau, pour qui en doutait, que justice sociale et justice climatique étaient liées, tandis les intérêts de l'industrie fossile comme des bénéficiaires du productivisme, semblent dessiner de nouveaux clivages entre « terrestres » et « hors-sols » tels que théorisés par Bruno Latour. Alors que **l'on a plus que jamais besoin d'un ou de plusieurs projets de société, de projets politiques qui mobilise notre imaginaire et qui soient praticables à court et moyen terme.**

Se ré-intéresser à la politique

Il n'y a pas que la relance économique qui devrait nous mobiliser, mais aussi la relance politique.

Cela fait plus de vingt ans que l'on dit qu'il faut réhabiliter la politique, les populations, dans le climat de confusion et de rabattage de cartes actuel, ont une opportunité de se la réapproprier. Plus pleinement. Y compris en France. Après tout, nous ne sommes pas condamnés à revivre indéfiniment la fin cauchemardesque du quinquennat Hollande ou la même alternative que lors de l'élection de 2017 marquée par la promesse d'un dépassement des clivages politiques traditionnels mais surtout par une raréfaction de l'offre politique et des scores électoraux qui n'illustrent pas vraiment la vitalité de notre démocratie. Il faut aussi convenir que les hommes politiques n'aident pas toujours à ce qu'elle soit réhabilitée, quand ils la corrompent par leur attitude ou la pollue de débats foireux.

Quand ils confondent l'art de la controverse, le plaisir de la polémique, avec les tyrannies de la vertu, la propagande ou les querelles inutiles et confusionnistes.

Ainsi la dernière en date débütée en septembre dernier au sujet de « l'ensauvagement » des sociétés. Si au PRé, nous n'avons jamais parlé d'ensauvagement à propos de notre société, il n'est pas sûr que nous n'en n'ayons jamais parlé au sujet du monde. Et pour cause !

Il suffit de regarder comment va la monde, de compulsier les états du monde édités ici et là, les rapports de l'ONU et des ONG pour s'en convaincre s'il en était nécessaire. Ce qu'il y a d'assez dingue, c'est de voir combien l'usage de certains mots peut enflammer certains observateurs jusqu'aux femmes et aux hommes politiques. Et comment, pour interdire ne serait-ce qu'une évocation, pour disqualifier son usager, d'aucuns se dépêchent de dire que le mot appartiendrait au seul vocabulaire de l'extrême droite. Ce qui est faux. Il est utilisé par la rhétorique du RN depuis 2013. C'est vrai. Il est même indirectement utilisé par certains écologistes dans le sens très différent de « ré-ensauvagement ». Il recouvre diverses réalités, ce qui n'est pas moins vrai. Y compris selon qu'elles s'inscrivent dans le champ, historique ou le champ politique. Le mot remonterait au XI^e siècle. Il est employé par Aimé Césaire pour signifier que le nazisme a été le produit de l'ensauvagement de l'Europe. Il reste que celui-là divise jusqu'au sein de la majorité présidentielle et traduit, quoi que l'on pense de son usage, les inquiétudes de la société. Cette notion nourrit, plus près de nous des réflexions sur l'avenir. Ainsi la philosophe Thérèse Delpech publie *L'Ensauvagement : Le retour de la barbarie au XXI^e siècle* (Grasset/Fasquelle, 2005), en se posant la question de l'inventivité des horreurs dont le monde contemporain et son lot d'idéologies radicales est capable.

C'est dire si la pression lexicale est forte. La droite reproche à la gauche institutionnelle de minimiser la montée de la violence dans notre société tandis que la gauche partisane ou plutôt les gauches reprochent à la droite exactement le contraire, ne cherchant pas à comprendre, mais dans un élan très paresseux cherchant des excuses. On pourrait penser qu'il suffirait de s'en remettre aux chiffres pour savoir de quoi l'on parle et comment l'on en parle. Mais les chiffres sont extraordinairement variés, dépendant des méthodologies employées, de la façon de collecter les informations, de sorte qu'entre ceux qui nous amènent à relativiser considérant la multitude et l'hétérogénéité des paramètres, et ceux qui nous enjoignent à ouvrir les yeux, on ne sait plus à quel saint se vouer. Sachant aussi qu'une chose est de ne regarder que l'évolution des violences enregistrées par les forces de l'ordre, une autre est de s'intéresser, sur le temps long, aux enquêtes de victimation (consistant à interroger des échantillons représentatifs de la population, en leur demandant notamment s'ils ont été victimes d'une infraction au cours de l'année ou des années écoulées). Il y a aussi que ces trente dernières années il y a plus de plaintes, compte tenu des encouragements des pouvoirs publics et de la formation dispensée aux policiers, donc plus d'enregistrements, donc plus de violences comptabilisées. Les statisticiens de l'INSEE relèvent au sujet des faits violents « *une forte augmentation, surtout depuis 1988* », mais précisent : « *Cette accélération peut venir en partie d'un enregistrement statistique plus systématique (en particulier pour les agressions sexuelles).* » Sans doute faudrait-il, sans forcément chercher à les opposer, confronter les chiffres enregistrés par la police et ceux issus des enquêtes de victimation pour avoir une idée la plus proche possible des faits. Ce qui est navrant, c'est que le PS après avoir entamé sa petite révolution sur les questions de sécurité à la fin des années 1990 (qu'il jugeait jusqu'alors comme étant un thème de droite), grâce à des Gilbert Bonnemaison et autres Bruno le Roux, ait choisi de retourner, par facilité, dans leurs errements passés. Et ce qui est le plus désolant, c'est de voir combien on est incapable d'admettre l'idée que certes les gens ne sont pas tous et tous les jours victimes ou témoins de violences, mais qu'en revanche tous les jours, **ils sont nombreux à éprouver la brutalisation des rapports sociaux, des rapports humains, des rapports interpersonnels**, dans la rue, sur la chaussée, dans les transports en commun, dans les hôpitaux, les centres de santé, les lieux publics, chez le boulanger et le boucher, dans tous les magasins qui vont bien au-delà des incivilités qui sont à la hausse, et se traduisant par des rudoiments, des insultes, des infamies de toute sorte, des bousculades, des gifles, des coups. Il n'est pas autre part « l'ensauvagement », la décivilisation dont il est question. Pourquoi le dénier ? Le phénomène est en train de devenir inter-classiste. Même les gens les mieux « éduqués », ou les plus maîtres de leurs nerfs, il peut leur arriver de grincer, voire de montrer les dents, de se crier dessus comme des chartiers.

Ces faits vont bien au-delà des simples faits-divers, et sont d'une toute autre ampleur que ceux relatés par la presse nationale. Ils ne s'arrêtent pas à ceux de l'été, à cette gendarme fauchée mortellement en juillet dernier dans le Lot et Garonne, à ce chauffeur de bus tabassé mortellement au Pays Basque, à ce sapeur-pompier blés par balle en Essonne, à cet homme muni d'un sabre et d'un fusil qui s'est dirigé en Seine Saint Denis vers l'église de la ville, menaçant au passage les passants et criant « Allahu akbar », à cette jeune femme traînée au sol mortellement sur plusieurs centaines de mètres dans le Rhône, à ce policier tué au cours d'une intervention dans la Sarthe, à ces

scènes de violence et de pillages sur les Champs Elysées, etc. Il n'y a pas jusque dans le partage de l'espace public, où les chaussées, les trottoirs ne deviennent pas le théâtre d'agressivité redoublée entre autos, vélos, scooters, trottinettes et planches à roulettes !

La sécurité devrait être considérée comme un bien - comme le premier des droits ? - mais en veillant à ce que l'extension de la logique de la vigilance en œuvre dans le monde depuis les années 2000 ne produise pas des citoyens méfiants de tout, hostiles et intolérants et possiblement anti-démocratiques. Car l'autre enjeu est celui-ci : le paradigme sécuritaire ne doit pas être recherché pour lui-même. Le risque est grand, y compris en France, que le rétablissement de la sécurité ne devienne la finalité essentielle des programmes politiques en 2022, encore plus que d'habitude.

Il est assez déroutant de la même façon de voir la droite parlementaire continuer à courir après l'extrême droite sur les questions d'insécurité, comme de voir les gauches continuer de marcher sur la tête, régresser sur le sujet au mépris des préoccupations populaires de celles et ceux les plus en proie précisément à la violence et aux insécurités de toutes sortes. Sans compter que chemin faisant, elles se fourvoient en nous faisant passer leur posture antisécuritaire pour leur refus du fascisme auquel conduirait fatalement tout renforcement des mesures de protection, des pouvoirs de police et de justice, alors même que c'est le contraire : la dégradation continue de la sécurité des personnes, la multiplication des « territoires perdus de la république », « l'archipelisation de la France », l'absence de mesures de protection et de réparation, l'impuissance de l'Etat érigé comme nouveau modèle constituent le véritable ensauvagement qui nous mine tous et qui pourrait nous conduire illico presto vers des régimes autoritaires.

Les citoyens eux-mêmes vitupèrent de temps à autre leurs représentants, le gouvernement ou le Président, mais que sont-ils prêts à faire pour s'occuper des affaires de la cité ? On sait que les modes d'engagements ont évolué, les gens ne s'investissent pas forcément moins, mais à la carte, ponctuellement, surtout chez les jeunes générations. Mais il est vrai aussi qu'en France, on ne part pas avec des atouts : le taux d'implication dans la vie politique et la vie sociale reste très faible. Les indicateurs - qui ne mesurent certes que le taux de politisation et de syndicalisation - ne permettent cependant pas de penser qu'une amélioration est en cours.

Les sujets ne manquent pas pourtant, celui de la *faim du mois*, comme celui de la fin du monde ou de l'humanité, qui devrait pousser à la politisation. Egalement aussi celui de notre dépendance aux affaires de ce capitalisme de plateforme en train de puissamment émerger en dévorant l'ancien capitalisme, en suscitant de surcroît la désagréable impression d'être aussi un capitalisme de surveillance avec son appétence qui semble sans fin à collationner les innombrables données personnelles des individus, au motif de faire le bonheur des « consommateurs », quitte à le faire malgré eux.

Le phénomène n'est certes pas nouveau, datable avec l'émergence de la préoccupation sécuritaire des États-Unis au début du XXIème siècle et la mise en place d'une collaboration étroite à la fin des années 90 entre les grandes entreprises du numérique et le gouvernement américain, pour mieux renseigner les agences gouvernementales. Les agences du renseignement américain avaient déjà compris l'importance de maîtriser les nouvelles technologies de la *Silicon Valley*. En 1997, le patron de la CIA Georges Tenet déclarait ainsi que « *la CIA a besoin de nager dans la Valley* ». Il joignit le geste à la parole et en 1999, s'ouvrit dans la *Valley* un fonds d'investissement financé par la CIA, In-Q-Tel (« Q » en clin d'oeil à l'inventeur des technologies fournies à James Bond dans les films cinématographiques), dont l'objet est d'héberger et de développer des technologies de pointe et nouait ainsi une alliance inédite avec les start-up. Le fonds d'investissement fut relancé après les attentats du 11 septembre 2001 et contribua à créer notamment Google Earth (devenue Google Maps), via l'acquisition initiale de Keyhole en 2004, une entreprise de cartographie satellite dont il était l'actionnaire de référence, par Google et l'expert du Big Data Palantir (du nom d'une pierre magique en forme de boule de cristal qui permet à son détenteur de voir à travers l'espace et le temps et de dialoguer avec un autre utilisateur). C'est ce dernier qui a permis à la communauté du renseignement américain de loger Ben Laden et qui fournit en même temps ses services aux banques de Wall Street pour l'analyse de leurs données. La CIA identifie des problèmes et In-Q-Tel, les technologies pour y répondre en investissant dans des start-up privées. L'effet de levier est assez puissant, puisque pour 1 dollar apporté par les fonds publics 15 dollars sont co-investis par des fonds privés dans les tours de table de ces start-up. C'est ainsi qu'In-Q-Tel investirait en moyenne chaque année de l'ordre de la centaine de millions de dollars, selon des estimations, ce qui laisse entrevoir les capacités investies par les États-Unis dans les nouvelles technologies de défense. On comptait en 2016 plus de 200 start-up, allant de la détection chimique à la cybersécurité, aux technologies optiques et imageries, et à l'intelligence artificielle, dont le capital s'est ouvert à In-Q-Tel.

Aujourd'hui, on peut sans doute estimer que leur nombre a crû sans que l'on ait une vision d'ensemble du dispositif. Inutile de préciser que le modèle d'In-Q-Tel est envié de ce côté-ci de l'Atlantique...

Ce qui nous intéresse ici dans cette politique américaine, c'est pas tant qu'elle puisse être dupliquée en Europe, ou que l'Europe se mette d'un certain point de vue dans la main de Etats-Unis en recourant exclusivement à leurs technologies, c'est plutôt que partant du cas de Google Maps qui fait écho aux travaux de Mariana Mazzucato, le rôle critique de l'État pour l'innovation technologique est interrogé. Il montre une facette de la mutation du capitalisme contemporain : comment la commande publique et le financement des entreprises répondent aux problèmes auxquels l'Etat fédéral est confronté et comment ils accélèrent les grands cycles d'innovation dans le secteur privé, bien plus que les politiques d'allègement fiscale et budgétaire. Il montre dans le même temps que la guerre contre le terrorisme depuis le 11 septembre s'est traduite par une obsession de **l'information totale** qui a permis aux start-up de se développer sans contrainte. *L'âge du capitalisme de surveillance* de **Shoshana Zuboff** (New York, 2019) est assez édifiant de ce point de vue, qui évoque combien en à peine deux décennies le numérique s'est imposé. Sociologue, professeure émérite à la Harvard Business School, Shoshana Zuboff avait déjà exploré en 2013, dans un article paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la notion de « capitalisme de surveillance » qu'elle développe dans son livre récemment traduit en français. Assistons-nous à une rupture dans l'histoire du capitalisme ? Ce qui est sûr, c'est que l'économie numérique, l'industrie et le commerce numériques prospèrent en collectant un maximum de nos données personnelles, en analysant nos habitudes de consommation et en les revendant, souvent aux enchères, aux annonceurs publicitaires pour qui ces informations sur le comportement de consommation des utilisateurs est du pain béni. Non seulement, ils s'en mettent plein les fouilles en extorquant nos données personnelles souvent à notre insu, sans notre consentement formalisé (notre vie entièrement consultable et pillable via les moteurs recherche) qu'ils se contentent de ramasser (sans que nous en tirions un seul penny !), mais ils vont plus loin encore : pour s'assurer une maximisation des profits, ils ne se contentent plus de prédire notre consommation, mais ils s'ingénient à la guider, voire à la créer. Ils s'ingénient à façonner des individus prévisibles, au mépris des singularités humaines.

La tentation est grande qui est déjà là de modifier directement les conduites humaines pour tout marchandiser. Le capitalisme de surveillance apparaît dès lors comme un « *nouvel ordre économique qui revendique l'expérience humaine comme matière première gratuite à des fins de pratiques commerciales dissimulées d'extraction, de prédiction et de vente* », ce qui constitue un « *renversement de la souveraineté du peuple* » poursuit-elle, en le dépossédant de certains droits démocratiques essentiels. L'élection présidentielle américaine de 2016 et l'affaire « Cambridge Analytica » dont une enquête du *Guardian* et du *New York Times* a révélé l'ampleur de l'utilisation et de l'exploitation secrète des données collectées sur Facebook par ce spécialiste du *big data* financé par un proche de Donald Trump (Robert Mercer), dans le cadre du processus électoral, est de ce point de vue assez illustratif, mettant à mal de façon spectaculaire la confidentialité de plus de 50 millions d'utilisateurs.

« *Les nouveaux instruments internationaux de modification comportementale inaugurent une ère réactionnaire où le capital est autonome et les individus hétéronomes ; la possibilité même d'un épanouissement démocratique et humain exigerait le contraire. Ce sinistre paradoxe est au cœur du capitalisme de surveillance : une économie d'un nouveau genre qui nous réinvente au prisme de son propre pouvoir. Quel est ce nouveau pouvoir et comment transforme-t-il la nature humaine au nom de ses certitudes lucratives ?* » ajoute Shoshana Zuboff qui analyse précisément les rouages du rapt colossal sur lequel est fondée en réalité l'économie des Gafam, la capture des données d'utilisateurs comme base du modèle économique, tout en mettant au jour des processus historiques bien réels. Un phénomène qui a profité de la brèche ouverte par les attentats du 11 Septembre, qui a assuré une surpuissance à ces Gafam, en instituant la primauté de la sécurité sur la liberté, et en permettant une pénétration de l'administration présidentielle pour prévenir toute initiative, tout projet législatif qui eut pu leur être défavorable. L'enquête de Shoshana Zuboff est également intéressante au plan intellectuel, philosophique même en ce qu'elle réinterroge les théories qui alimentent l'idéologie du capitalisme de surveillance : ainsi le béhaviorisme, le comportementalisme du psychologue américain Burrhus Frédéric. Skinner (1904-1990), le père, entre autres, du concept de « conditionnement opérant » ainsi que de la « boîte de Skinner » permettant d'expérimenter le conditionnement. Elle invente la notion de « Big Other » (par association d'idée au « Big Brother » de George Orwell) pour désigner selon elle le vaste « *dispositif numérique ubiquitaire* » qui, par le truchement d'ordinateurs, tablettes, smartphones et autres objets connectés, et au nom de ce que l'on ne peut pas refuser le « progrès » technologique, travaille à rendre la société entièrement fluide, et plus certaine.

Plus contrôlable ?

« L'économie de surveillance repose sur un principe de subordination et de hiérarchie. L'ancienne réciprocité entre les entreprises et les utilisateurs s'efface derrière le projet consistant à extraire une plus-value de nos agissements à des fins conçues par d'autres — vendre de la publicité. Nous ne sommes plus les sujets de la réalisation de la valeur. Nous ne sommes pas non plus, comme d'aucuns l'ont affirmé, le « produit » que vend Google. Nous sommes les objets dont la matière est extraite, expropriée, puis injectée dans les usines d'intelligence artificielle de Google qui fabriquent les produits prédictifs vendus aux clients réels : les entreprises qui paient pour jouer sur les nouveaux marchés comportementaux. » (19).

Bien, mais une fois que l'on dit cela, que constate-t-on ?

Qu'il n'y a qu'une infime minorité à s'en émouvoir et que la majorité s'en accommode. On se plaint - non sans raison - de la professionnalisation de la politique, des postures et des rapports de force routinisés, mais on ne se donne pas les moyens que ça change. Ce qui nous manque, c'est donc bien la politique, l'action politique au sens noble capable de faire réfléchir, d'élaborer des solutions, des stratégies, d'allier le réel à l'idéal et de pousser à l'action. Ce qui nous manque, c'est la confiance dans la société, dans les institutions, dans nous-mêmes, comme si les deux grandes guerres, la fin de la civilisation européenne, la Shoah, et aujourd'hui les dislocations internes au monde avaient détruit tout influx en nous, toute foi en la liberté, en notre capacité à produire du beau, du sens, de la littérature, des arts, de la justice, du commun, c'est-à-dire au bout du compte un monde pour tous, habitable par tous.

Quand on regarde notre république, le chagrin nous envahit jour après jour : elle va finir par n'avoir plus que les apparences moralisatrices de la vertu, ce qui est tout le contraire de la vertu. Le courage semble l'avoir abandonnée. Le courage par quoi « tout commence. Tout, c'est-à-dire l'ensemble des actions humaines et, en l'occurrence, les vertus. Avant le courage tout n'est que spéculation. Le courage est ainsi le passage du seuil du réel, l'aventure, ce qui nous introduit dans la vie » si l'on veut bien se souvenir de la première vertu étudiée par le philosophe **Vladimir Yankélévitch**. L'excellent François Sureau ajoute : « La vertu républicaine exige peut-être moins de transparence. Pour favoriser un bon gouvernement, la vertu républicaine exige peut-être une meilleure distinction entre l'espace public et l'espace intime. Il se passe tout l'inverse et nous vivons une époque profondément kitsch. Nous ne cessons de mettre en scène le remplacement de la vertu par la morale. On n'a jamais autant sermonné que depuis que les églises sont vides. La république ne se fonde plus sur sa valeur cardinale qu'est la vertu au sens de Montesquieu, cet ensemble de dispositions permettant de faire coïncider un système de gouvernement à ses fins. Si c'est le secret, c'est le secret ; si c'est l'amnistie, c'est l'amnistie. Or la notion prééminente de bien public a disparu. Une autre chose nous manque dans notre époque d'immédiateté, c'est la permanence des grandeurs antérieures. Tocqueville explique pourtant que le système démocratique, pour ne pas aboutir à la tyrannie de la majorité et à l'infusion de la règle de l'égalité dans des domaines où elle n'a que faire, par exemple le domaine intellectuel, doit continuer d'incorporer en lui des éléments antérieurs à l'avènement de la démocratie » (20).

Ce qui nous manque aussi, c'est la compréhension du temps long, l'acceptation de l'idée que pour mener à bien la transition écologique & énergétique, accompagner les mutations du travail, réfléchir au sens que nous voulons donner à nos vies, amorcer une démocratie plus continue, nous avons besoin de penser rationnellement et stratégiquement sur le long terme et pas uniquement les yeux rivés sur les indices court-termistes des marchés financiers. On songe à un ministère du long terme, un Commissariat au Plan réactivé ou encore une « agence du long terme »...

L'enjeu aujourd'hui n'est pas de prédire l'avenir qui reste un exercice toujours périlleux, mais ne passe-t-il pas par la politisation de la collapsologie et du progressisme, par la politisation du coût à payer à l'effondrissement et au progrès. Et si les luttes politiques avaient encore leur rôle à jouer ?

IV- D'UN CHAOS A L'AUTRE

Il faut faire avec la crise pandémique, ainsi que ses conséquences économiques et sociales, et la tentation ici ou là d'expérimenter une société de contrôle, mais aussi avec le dérèglement climatique qui ne connaît pas de mise entre parenthèses : il prospère sans digues sérieuses et durables pour l'instant.

La question pour le PRé reste entière : comment concilier la lutte pour une économie décarbonée et le souci d'une croissance sociale ?

Et si en France, on commençait déjà par se hisser à la hauteur de l'Accord de Paris sur le Climat ?

Si on se contraignait à respecter nos propres engagements en matière de réduction des gaz à effets de serre ?

La politique des petits pas n'est plus adaptée, les promesses ne suffisent plus, il faut passer pleinement aux actes, sans baisser en ambition, sans dévier d'un bon rythme et sans différer outre mesure.

Il n'est pas interdit de penser - au moins d'espérer et d'agir dans ce sens - que la France et (surtout ?) l'Europe, qui ont essayés d'être des leaders de substitution en la matière pendant la période Trump, réussissent à dimensionner leurs ambitions et les attentes des populations, et à contribuer à trouver dans le même temps la voie d'un nouveau projet politique qui libère l'espérance en même temps que de nouveaux enthousiasmes.

L'ambition du PRé, année après année, est intacte, même si passablement contrariée par l'actualité qui encourage les attermoissements, parfois par excès de précaution ; elle s'ancre dans ce que nous avons appelé lors de notre création en 2010 une *écologie des solutions*.

Nous persistons à soutenir que l'écologie est un défi, une opportunité, qu'elle est la clef d'une prospérité future, pas seulement pour la France, mais aussi pour l'Europe. Pour ne pas parler des autres pays du monde.

Cependant que nous sommes confrontés à de multiples défis : des tumultes persistants de l'Orient à l'Afrique, la raréfaction des matières premières, la menace grandissante des risques sanitaires, pandémiques, produisant plus d'inégalités, en même temps que l'idée d'égalité, comme un horizon de sens commun, progresse à l'échelle d'un monde qui semble se déglobaliser.

Nous persistons à penser qu'une vision et un programme d'actions écologiques sont capables d'apporter des solutions durables à ces nouveaux défis mondiaux.

Quelques leçons de la crise

Notre ami Guillaume Vuilletet, Pt d'honneur du Pré, aujourd'hui député LaREM du Val d'Oise et l'un des tous premiers élus à avoir été contaminés par la Covid 19, ne nous a pas caché dès le début du mois d'avril que l'addition serait vraisemblablement salée. Il confiait ainsi à l'hebdomadaire Marianne : « *il est clair qu'on a appris au fur et à mesure de la crise. Si on devait recommencer, on ferait sans doute certaines petites choses différemment, mais la stratégie globale consistant à étaler la vague était la bonne. Maintenant, le débat qui va s'ouvrir sera centré sur cette question : « comment en est-on arrivés là ? » C'est une réflexion politique, ajoutez-il, qui dépasse ce mandat présidentiel* » (21).

Les Français croyaient durs comme fer à la toute-puissance de la médecine, pensaient aussi que leur système de santé était l'un des meilleurs du monde - la France n'est-elle pas « *la fille aînée de la modernisation* » ? - ils ont réalisé au printemps 2020 qu'il n'est pas aussi parfait qu'ils l'imaginaient, qu'il y a comme un déficit de coordination et d'organisation entre la multiplicité des acteurs de la santé publique en France. C'est ce qu'ont très justement décrit notre ami **Henri Bergeron** et ses collègues sociologues Olivier Borraz avec Patrick Castel et François Dedieu dans leur ouvrage « *Covid-19 : une crise organisationnelle* » (22) qui évoquent les difficultés nées de ce qu'ils nomment « l'inorganisation d'une société sur-organisée ». Les Français découvrent que l'empilement successif des réformes hospitalières et des réseaux de soins, pas si coordonnés que cela au final, la conversion des établissements sanitaires au mantra managérial, budgétaire et de performance économique, confrontant les soignants à un phénomène d'injonctions institutionnelles souvent paradoxales (performance économique et qualité des soins, quantité et qualité, normalisation des procédures de soins et logique d'individualisation, cloisonnement des pratiques) ont surtout mis de la distanciation avec les besoins des malades, comme ceux des personnes âgées dépendantes.

Ils en viennent à douter de la science elle-même qui n'a pas su leur indiquer une direction sûre, dont ils n'ont entendu que les dissonances. A la faveur de polémiques mettant en cause des conflits d'intérêt que l'on a découvert dans la presse générale, la science est apparue en crise. Sa pierre angulaire elle-même - la reproductibilité des résultats - vole en éclats et se retrouve ainsi interrogée la logique d'évaluation (avec ses intermédiaires que sont l'administration et les éditeurs de revues spécialisées) des résultats scientifiques. La pratique du consensus qui naît, croyions-nous, des échanges et du débat au sein de la communauté scientifique, semble avoir disparu du monde académique. On ne manque pourtant pas de bons et d'excellents chercheurs. Le dernier en date, la Française Emmanuelle Charpentier (avec l'Américaine Jennifer Doudna) ne vient-elle pas d'obtenir le 7 octobre dernier le prix Nobel de chimie pour son travail sur le génome ? Sans compter dans le domaine des mathématiques où les Français sont leaders depuis près de trois siècles. Y compris dans le secteur de l'intelligence artificiel où les cadors, les influenceurs sont aussi des Français (Luc Julia, Yann Le Cun, Prix Turing, Bernard Ourghanlian, Olivier

Bousquet, Eric Dosquet, etc.). Est-ce que le problème n'est qu'un problème de marché ? Pour Luc Julia, natif de Toulouse, star de la Silicon Valley (inventeur de Siri, l'assistant virtuel pour les iPhone, fondateur de Nuance, leader mondial de la reconnaissance vocale, actuel vice-pt de l'innovation chez Samsung), le problème de la France est « *un problème de marché, car le pays est trop petit et qu'il n'y a pas de scale-up* ». En revanche, « *l'Europe pourrait être un marché, mais il n'existe pas* ».

Effarés, les Français réalisent que leur pays en a été réduit à devoir gérer la pénurie des masques et des respirateurs, ce qui ne laisse pas d'interroger sur les défaillances de l'Etat et des industriels. Comme sur notre état d'extrême dépendance pour ce qui est de la fabrication de certains produits médicamenteux essentiels. Les nouvelles mères de famille découvrent qu'on ne peut pas faire de BCG à leur bébé de deux mois, car il y a rupture de stocks - encore en ce mois de décembre - et que le phénomène dure depuis au moins 2015. Sans que n'ait réussi à l'enrayer la loi santé de janvier 2017 qui impose (mais sans sanctions financières pour les défaillants) aux laboratoires d'avoir des plans de gestion de pénuries avec des stocks minimums réservés à la France. Le fait est que l'industrie pharmaceutique a sa part de responsabilité dans ces pénuries : ses choix industriels mettent le marché en tension ; et puis elle a tendance à privilégier les vaccins à forte valeur ajoutée, les vaccins en rupture de stock sont rarement les plus rentables. Les Français font la comparaison et la feront s'agissant de la diligence qui sera déployée ou pas, s'agissant de la campagne de vaccination avec des pays comme le Royaume Uni, Israël (le pays qui a opté le premier pour une vaccination de masse), les Émirats arabes unis, les Etats-Unis (qui sont en train de changer de stratégie avec l'arrivée de Joe Biden pour combler leur retard), mais aussi le Chili, la Turquie, le Maroc.

Moyennant quoi, sur la crise sanitaire liée à la Covid, le jugement de l'opinion publique n'a pas tardé à se structurer autour de quatre perceptions : la gestion de la crise (stratégie de communication comprise), la réussite des déconfinements et du couvre-feu, l'amortissement de la crise économique et enfin les réponses aux nouveaux défis sociétaux que la crise n'a pas manqué de mettre au grand jour. Cependant que la récession pointe rapidement son nez.

Le moment que nous vivons depuis mars est « singulier », « unique », disent les observateurs, comme si nous avions besoin de nous rassurer sur la pandémie, sur notre impréparation collective ou de nous pardonner à nous-mêmes, nous qui rêvons parfois de dépasser notre propre humanité, évoquons l'humanisation de la technique ou la technicisation de l'homme, le subjectivisme, nous étouffant parfois dans le narcissisme, mais ne réussissant pas, même en surmontant nos travers, à entrer dans une ère où nous ne serions ni les maîtres ni les esclaves. Ce moment nous conforte dans une disposition culturelle qui semble être partagée par une majorité de Français au fil des six dernières années : cela ne peut plus continuer comme avant. Et nous fait réaliser au passage que la prétention transhumaniste, cette idée de vouloir à tous prix « augmenter » l'humanité, de nous offrir de traverser la mort, ne peut pas tout régler. Et pour quoi ? Une promesse d'immortalité ?!

Comment va-t-on s'y prendre, quels sont les choix qui vont être retenus, c'est cela le plus important aujourd'hui. Que va-t-il être retenu au final du message et des propositions de la *Convention citoyenne pour le climat* (CCC) : mettre en place « un plan de relance du monde d'avant » (dans une resucée de 2008) ou bien imaginer « un plan de transformation vers le monde d'après » ?

La question - qui traduit sinon un doute, du moins une certaine inquiétude - est d'autant plus censée qu'on se réforme rarement après une crise. On se confine dans des logiques de réparation - on proroge même parfois les conditions qui ont conduit à la crise - on se lance rarement dans une logique d'anticipation. Cela demanderait une volonté farouche, de la lucidité et de l'audace. Les aura-t-on ?

C'est qu'on se réforme plus aisément après une victoire, comme en 1945, moins, voire pas du tout comme en 1940 après l'Armistice. Tandis que les PME, Indépendants, professions libérales, agriculteurs, travailleurs à domicile, professionnels du spectacle, ont été happés dans un trou d'air financier terrible. Et pour ceux qui n'auront pas disparu, ils sont dans la recherche désespérée de cash, malgré toutes les aides (précieuses) qui ont pu être débloquées, juste pour survivre. Alors que dans le même temps, de grandes entreprises ont bénéficié de liquidités de la part de l'Etat, ce qui était tout aussi indispensable, sauf que cette socialisation des pertes serait malheureuse s'il n'y avait aucune contrepartie, si l'Etat ne pouvait avoir sa voix stratégique au chapitre, et bénéficier par exemple d'une part des profits à (re)venir, ou voir le cas échéant son aide se transmuter en capital.

Allons-nous ajouter de la tragédie à l'actuel « stress test » avec des choix inopportuns pour amortir le ressac économique et social qui s'en sont suivis ? Allons-nous céder aux sirènes qui voudraient réfrigérer, dans une vision rétrécie de la gestion des urgences, au nom de l'après Coronavirus, la transition énergétique & écologique ?

Bref, allons-nous finir par considérer que les normes environnementales, « ça commence à bien faire » ?

L'urgence, le défi, on le voit mois après mois, est donc tout à la fois, en France et les autres pays, de protéger sanitaire les populations, de ne pas faire plus de cas que cela des « anti-vaxs » (anti-vaccins) qui ne sont pas aussi nombreux qu'on le dit, mais de faire, guidés par le *doute raisonnable*, de traduire en actes une vraie stratégie de prévention des risques à venir. Mais sans que cela se fasse au détriment de la mise en œuvre d'une transition écologique & énergétique juste qui doit au contraire s'accélérer pour rattraper le retard constaté.

Des politiques publiques doivent pouvoir continuer à aider les plus vulnérables pendant la crise tout en faisant face aux besoins croissants de ressources financières, sachant que l'on ne peut pas ne pas considérer le fait que la crise touche de manière frontale et dans d'énormes proportions les plus pauvres. De ce point de vue, augmenter les impôts des familles et des entreprises les plus riches, **mettre en place en France une vraie progressivité fiscale soucieuse d'une certaine équité sociale n'est plus une option farfelue, ni même dangereusement hétérodoxe, qui devrait permettre et de financer la transition écologique et les services essentiels que sont la santé et la Protection sociale.** La doxa en la matière semble donc en train de changer. Après tout, le Fonds monétaire international (FMI) lui-même ne vient-il pas de recommander ce virage (dans son rapport sur la surveillance budgétaire publié en octobre) aux gouvernements ?! C'est que si les gouvernements ont fait un effort financier sans précédent, injectant près de 12.000 milliards de dollars à l'économie mondiale au début de la pandémie, alors que les déficits des pays se sont fortement accrus, " *beaucoup de pays doivent (désormais) faire plus avec moins, ce qui crée des contraintes budgétaires croissantes*", souligne Vitor Gaspar, responsable des affaires budgétaires au FMI.

Un élément peut également entrer en ligne de compte en faveur d'une contribution des plus riches : selon les études des économistes Lucas Chancel, spécialiste des inégalités et de l'environnement et Thomas Piketty ou de l'ONG Oxfam au niveau mondial, les 10 % des revenus les plus élevés émettent 50 à 60 fois plus de gaz à effet de serre que les 10 % des revenus les plus bas. Rapportés à un pays comme la France, les écarts sont évidemment beaucoup plus réduits. Les émissions moyennes d'un individu appartenant aux 10 % des revenus les plus élevés étant deux à quatre fois plus importantes que celles de l'individu appartenant aux 10 % des revenus les plus bas.

Ce que soutiennent plusieurs spécialistes dont Marc Germain, maître de conférences en économie (Université de Lille) qui note également que grâce à leur système de redistribution, « *les inégalités de niveau de vie sont bien moindres en France que dans l'ensemble du monde, avec en conséquence des inégalités en termes d'empreinte carbone bien moindre également* » (23). Relevant par ailleurs qu'avec la « comptabilité à la consommation », l'investisseur est exonéré de toute responsabilité en termes d'émission carbone, ce qui peut sembler en effet assez étonnant... De ce point de vue, des encouragements devraient pouvoir être envisagés en faveur d'une responsabilité sociale des investisseurs.

Ce qui est certain, c'est que si l'on veut respecter la trajectoire de l'*Accord de Paris* de 2015 en matière de transition écologique - sauf à annoncer un changement de visée - il est grand temps que les dépenses soient davantage ciblées en faveur des emplois de demain, à commencer par les emplois « verts », en investissant dans des projets d'infrastructures plus respectueux de l'environnement, et que soit (réellement) abandonné (sans doute progressivement selon les situations nationales) le soutien aux emplois de secteurs anciens énergivores les plus pollués pour allouer les fonds à la formation afin de permettre aux demandeurs d'emploi d'accéder aux activités de demain.

Cette question est aussi celle du financement de la sortie de crise. Comment financer la sortie de la pire crise économique sans doute depuis 1945, pour reconstruire et transformer le pays ? Des membres du PRÉ et de son conseil scientifique (**Christophe Légevaques...**) ont proposé une « abolition des dettes intelligentes pour ne pas dire morales ». Arguant du souci de ne « pas ruiner la veuve de Carpentras ou les retraités californiens » (...), on pourrait proposer que toutes les dettes détenues, depuis leur émission, directement ou indirectement par une entité (société, trust, fiducie, *hedge funds*, etc.) située dans un paradis fiscal (dans l'interprétation la plus large de cette expression, en ce compris Jersey et Luxembourg, par exemple) soient purement et simplement annulées. Ce serait un moyen élégant de purger les marchés financiers d'argent virtuel, fruit de spéculations douteuses. » Cela soulagerait le fardeau de la dette (on parle au bas mot de plusieurs centaines de milliards d'euros) et permettrait, sans augmenter les impôts, de libérer des ressources nécessaires pour construire demain et anticiper les crises, notamment climatiques, qui nous attendent. Utopique ?

En matière de **risque climatique**, la première chose n'est-elle pas de considérer que l'urgence est de respecter nos propres engagements pour réduire de 40 % (comme escompté) nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990 ? Quelles avancées sont réellement possibles et selon quel calendrier ?

L'on pressent les difficultés et les déceptions qui risquent de s'accumuler au moment de l'examen du projet de loi annoncé sur le climat qui a pris du retard, sans compter que l'étude d'impact qui accompagnera le dit projet de loi ne manquera sans doute pas d'admettre que ces seules mesures ne permettront pas d'atteindre cet objectif de - 40 %. Sacré dilemme quand on se souvient que la France s'est engagée en ce mois de décembre 2020 à une réduction des émissions européennes encore plus ambitieuse, d'au moins 55 % à l'horizon 2030... L'on pourrait aussi évoquer l'étude de l'ADEME "S'adapter aux changements climatiques - Agir pour mieux anticiper les évolutions du climat" (24) qui rappelle que la sonnette d'alarme tirée par les scientifiques depuis plusieurs décennies n'a pas été entendue, qui dit surtout que le dérèglement climatique est déjà à l'œuvre et de manière certaine jusqu'à 2050 en raison de l'inertie climatique.

Sauf à parvenir à limiter fortement nos émissions de gaz à effet de serre sur la décennie 2020-2030 pour répondre aux recommandations des scientifiques, le « réchauffement de la planète » pourrait dépasser les 4 °C avec de graves conséquences pour toute l'humanité et les espèces vivantes, pouvant conduire à une accentuation des risques naturels (submersion des zones côtières lors de grandes marées et de tempêtes en raison de l'élévation du niveau de la mer, plus d'incendies du fait de l'allongement des périodes de sécheresse et de fortes chaleurs, davantage de crues de rivières compte tenu des phénomènes de fortes pluies plus fréquents et de l'artificialisation des sols...), à une diminution des ressources en eau (variabilité accrue et limitation des nappes phréatiques, réduction des débits des cours d'eau de 30 à 60 % en été, détérioration des milieux aquatiques entraînant une perturbation de l'approvisionnement en eau potable, de l'irrigation des cultures, de l'eau nécessaire pour le refroidissement des centrales nucléaires...), à une fonte des glaces continue (diminution de la banquise et disparition totale en été, fonte accélérée des glaciers, accélération de la hausse du niveau des mers : élévation de 52 à 98 cm d'ici à 2100, faisant disparaître certaines îles et zones côtières), à des impacts sur plusieurs activités économiques (variabilité accrue et limitation des rendements agricoles, déplacement des zones de cultures, perturbation du secteur du tourisme...), et à des effets sanitaires inquiétants (risque de surmortalité dû aux canicules, risques de contamination de l'eau, propagation de certaines maladies transportées par des moustiques...).

La question est : quels moyens la France - si possible avec l'Europe, car le dérèglement climatique n'a pas de frontières - peut-elle réellement mobiliser, dans quelle proportion, et quels leviers d'action et outils de politiques publiques nécessaires pourra-t-elle actionner ?

Nous nous sommes repenchés cette année au PRé sur l'idée d'un Revenu de Transition Écologique (RTE). Ce RTE pourrait être destiné à des personnes physiques, en contrepartie d'activités orientées vers l'écologie et le lien social ; la rémunération de ces activités (par exemple : agroécologie, permaculture, artisanat, low-tech) par le marché est souvent bien inférieure à leur valeur réelle. Le RTE comprendrait un volet monétaire et un volet accompagnement dans le cadre par exemple d'une coopérative dédiée à la transition écologique et solidaire (différentes formes juridiques existent : entre autres, une société collective d'intérêt collectif - SCIC - qui intégrerait des structures démocratiques diverses, dont des coopératives d'activité et d'emplois (CAE), des entreprises locales, des collectivités...) avec trois fonctions principales : financière avec le versement d'un revenu conditionné ; d'outillage des porteurs de projet en termes de formation et d'accompagnement, pour franchir progressivement les étapes de la transition ; de mutualisation des coûts, des pratiques et des connaissances au sein du groupe ainsi constitué (cf. l'expérience de la commune de Grande-Synthe avec la volonté de contribuer directement aux politiques territoriales de transitions : agricole et alimentaire ; transition énergétique ; mobilité ; économie circulaire etc. . En cours de création dans le département de l'Aude).

Une idée qui a son intérêt, mérite toute notre attention, et dont nous pouvons commencer à évaluer les effets : la généralisation de l'expérience *Territoires zéro chômeur* (25) dédié au financement de la transition énergétique & écologique. Le chômage restera la principale préoccupation pour les années à venir. Avec la crise pandémique et ses conséquences économiques et sociales, sans commune mesure avec la crise financière de 2008, on risque d'enregistrer un million de nouveaux chômeurs. La mission de l'État doit être d'aider à trouver un travail, des moyens de subsistance à tous.

En matière de production, on voit bien que la question de la_relocalisation des productions de base et stratégiques (certains médicaments, etc. via si possible une coopération au niveau européen se pose avec acuité. Sachant que la « croissance verte » qui n'aurait aucun impact sur l'environnement, ça n'existe pas. Au mieux peut-elle les réduire.

En matière de pollution, appliquer d'une manière ou d'une autre le principe de pollueur/payeur ne doit pas être tabou. En liaison avec l'UE, mettre fin aux exonérations de la taxe carbone française pour certains secteurs, en particulier le transport aérien et maritime, les entreprises du marché carbone européen et le transport routier de marchandises ne serait pas farfelue. Pas davantage que la mise en place d'une taxe carbone aux frontières de l'Euro pour financer la dette des pays suite à la crise pandémique. Sachant que sur la question des émissions carbone par tout à chacun, l'enjeu est de proposer quelque chose de lisible, pas alambiqué et pas tyrannique.

L'économiste Thomas Picketty propose une piste dans son dernier livre (26) qui semble aller plutôt dans le bon sens, part du réel : après le phénomène des *Gilets jaunes*, il faut traiter, dit-il, les différents groupes en fonction de leur niveau de vie et donc d'émissions carbone, sinon pas de consensus possible et développer une « norme » de justice qui fasse que les uns et les autres acceptent de se projeter dans cet avenir commun. Cette proposition semble louable dans ses intentions, mais est-elle vraiment praticable ? Sans compter qu'elle pourrait être possiblement ressentie comme tyrannique : un système de « carte carbone individuelle » permettant, en fonction des émissions carbone de chacun, de pouvoir interdire les plus hautes émissions, taxer très fortement les émissions un peu en dessous et puis laisser les personnes qui sont dans les premiers niveaux d'émissions carbone subvenir à des besoins de base.

Si la crise actuelle pouvait déjà conduire à une prise de conscience sur les dérives de l'époque ; à une nouvelle hiérarchisation de l'essentiel ; au passage à l'acte sur la transition écologique ; à la rupture avec la double tyrannie de la performance et de l'autonomie; à la définition d'objectifs responsables dans les échanges internationaux; à une relation renouvelée aux territoires et à leurs habitants, réellement coopérative et au retour d'un « Etat-providence » redimensionné, repensé avec et pour les Français, ce serait déjà pas si mal.

Notre ami sociologue **Serge Guérin** qui souhaite la voir aussi nous amener à recouvrer un peu de "l'humilité" que l'arrogance et/ou le scientisme ont congédié ajoute :

« Oui, cette épreuve est une exhortation à être humble, elle est un appel à "nous" considérer avec immense modestie. La planète est déstabilisée, ébranlée, dévastée par un "simple" virus, ce qui doit nous rappeler à notre juste taille, à notre juste puissance, à notre juste pouvoir : peu. Ce qui, aussi, doit nous obliger à regarder la Terre non plus comme un simple espace d'exploitation et de consommation, mais comme notre mère et notre patrie commune » (27). Dans le même temps, cet expert des questions de santé et d'intergénération, espère que la Covid 19 révélera au plus grand nombre - et à la classe politique dirigeante - les trésors du "care" (que nous appelons au PRé préférentiellement **la cura**), cette éthique de la sollicitude qui emmêle harmonieusement "soin de soi" et "soin de l'autre".

L'heure sans doute venue de se tourner vers des individualités solidaires.

Echapper au gâchis de la sensibilisation à la transition écologique

Mais pourquoi tant de retard à promouvoir des énergies substituables et renouvelables qui permettront à la fois de diminuer les émissions de CO2 et de lutter contre la précarité énergétique à venir ?

L'écologie a aujourd'hui dépassé le stade du simple constat des carences de la gouvernance mondiale.

La résistance des lobbies ne doit pas être un frein à l'action. Au contraire, sur le chemin de l'écologie, il convient de saisir toutes les opportunités, y compris en termes de gisement de nombreux nouveaux emplois. L'une des premières mesures à traduire en actes d'urgence pleinement, sans plus barguigner, susceptible de donner un visage à la transition écologique & énergétique, la rénovation thermique des bâtiments, publics et privés, permettrait de créer entre 500 000 et 1 million d'emplois en quelques années, en plus de renouveler au passage le paysage de nos villes, de diminuer notre dépendance au pétrole et de contribuer à réduire le déficit de la balance commerciale de la France.

Il suffit de rabâcher qu'une « nouvelle » ou une « autre » croissance est possible qui se fonderait sur la transition écologique & énergétique, c'est-à-dire sur un changement radical de nos manières de produire et de consommer, il faut s'y engager réellement et le prouver. Cela commence à faire en sorte que le prix de l'énergie reflète les vrais coûts environnementaux et c'est pourquoi il convient de ménager une fiscalité incitative qui pousse les entreprises et les particuliers à faire les bons investissements, tout en conciliant les deux objectifs impératifs en la matière : équité et efficacité.

Il convient tout autant de se méfier des effets d'optique, des effets de loupe, en se défiant des illusions de la « décroissance », mais en ne craignant pas d'être audacieux sur la vision de l'après et les investissements à réaliser malgré ou plutôt à la faveur de la montée de la dette publique liée à la crise sanitaire, alors que les taux sont négatifs et que les charges d'intérêt décroissent. En ne craignant pas d'en profiter pour transitionner l'économie, pour *gouverner* la transition écologique & énergétique et sociale, mettre en place un *Green new deal* d'envergure pour faire face aux multiples aspects de la crise actuelle, sans se contenter paresseusement de remettre au centre la taxe carbone, mais d'articuler cette nouvelle donne autour de la création d'emplois et d'un programme de relance, mais aussi de métamorphoses économiques et sociales partagées.

« *Être radical, c'est saisir les choses par la racine, mais la racine, pour l'homme, c'est l'homme lui-même* » écrivait **Karl Marx** (in Critique de "La philosophie du droit" de Hegel) : on a peut-être là une clef d'explication qui expliquerait pourquoi, alors que toutes les informations sur l'état de la planète Terre sont connues, il y a autant de retard à l'allumage pour tenter d'y remédier, pourquoi également sommes-nous finalement si peu à agir ?

Nous sommes de plus en plus nombreux à savoir ce qu'il en est, notamment depuis le Grenelle de l'Environnement de 2007. En réalité les choses sont sur la table depuis longtemps. Depuis les années 90.

Et bien avant : un rapport commandité par Jacques Chaban-Delmas en 1970 évoquait déjà les enjeux et la littérature écologiste des années 60 militante et/ou savante ne manque pas qui abordait déjà la question de la qualité de l'air, des pesticides, de la déforestation, de la « biodiversité », et interrogeait déjà le modèle de production de nos sociétés. Il y a aussi le fameux rapport Meadows (1972), du nom du physicien américain Dennis Meadows, l'un des auteurs de « Limits to growth », les Limites de la croissance, un rapport de référence commandé par le Club de Rome qui alerta sur les dangers de l'expansion démographique et économique pour l'environnement. En remontant plus loin encore, notre ami Thierry Libaert, universitaire, spécialiste de la communication de crise, collaborateur scientifique du Earth & Life Institute (UCLouvain), nous dénicher dans sa dernière livraison *Des Vents porteurs* (28), un ouvrage de Roger Heim (*Destruction et protection de la nature*, publié en 1952) qu'il considère comme le premier livre d'alerte environnementale. Roger Heim n'est pas un militant, c'est un savant, un spécialiste de botanique qui fut président de l'Académie des Sciences. Il met en garde contre la dégradation de la Terre qui est selon lui « aussi grave pour l'avenir de l'humanité que d'éventuelles nouvelles guerres ou l'extension de quelques épidémies foudroyantes »

En communication de crise, il est souvent dit qu'il faut prêter une extrême attention aux signaux faibles. En matière environnementale, les signaux sont pour la plupart tous allumés, et pourtant les actes sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Ce qui fait dire à Thierry Libaert qu'il y a peut-être un problème dans la manière avec laquelle ces grands enjeux ont été communiqués aux populations. Sa conviction, et la nôtre au PRé, est que nous avons collectivement trop eu tendance à considérer que la dégradation de la « planète » était un sujet environnemental et cela a conduit à cataloguer la défense de *l'environnement* dans une sphère de militance strictement écologiste et à l'éloigner d'autant des préoccupations du plus grand nombre. C'était oublier qu'un sujet comme le dérèglement climatique est d'abord un problème de santé publique avec les vagues d'extrême chaleur ou d'extrême froid, l'extension des maladies tropicales, etc. C'est aussi un problème géopolitique avec l'accélération des migrations en raison de l'augmentation des événements climatiques extrêmes et des perspectives en la matière on ne peut plus alarmistes, également un problème militaire si l'on veut bien considérer les conflits hautement probables qui risquent d'apparaître pour l'accès à de nouveaux territoires, et bien sûr un problème économique.

C'est aussi un problème à considérer sous un angle sociologique quand on réalise que les citoyens que nous sommes sont plutôt responsables, globalement contre le gaspillage, mais que le consommateur que nous sommes aussi est lui beaucoup plus opportuniste, qu'il a du mal à réguler ses désirs de consommation.

Egalement, si l'on veut bien admettre que les personnes les plus sensibilisées à la cause environnementale sont aussi celles qui génèrent l'impact environnemental le plus élevé. Cela semble paradoxal, mais c'est assez facile à expliquer et une enquête récente du Credoc (29) en démontre bien le mécanisme. Notre impact environnemental est très lié à notre capital économique et culturel.

Sociologiquement, la sensibilité environnementale élevée se retrouve majoritairement chez les plus diplômés. Ceux-ci sont clairement en avance au niveau de la pratique d'un mode de vie éco-responsable, ils préfèrent prendre une douche plutôt qu'un bain, réduisent la consommation de viande, recyclent leurs emballages, achètent bio, font

réparer leurs appareils en panne, mais l'aller-retour annuel au temple d'Angkor, au Machu Picchu ou aux Seychelles, les virées à Dublin, Lisbonne ou à Rome, les escapades en Islande ou en Amérique du Nord ont tôt fait de réduire à néant en termes d'impact global l'ensemble des petits efforts quotidiens, surtout si l'on y ajoute l'achat des derniers modèles de tablette, de smartphone ou d'enceinte connectée...

Egalement sous un angle psychologique : la réalité psychologique est que la peur paralyse, alors que l'espoir mobilise. Toutes les études disponibles mettent en évidence cet effet inhibiteur de la peur qui peut même entraîner un effet boomerang : si la situation laisse aussi peu d'espoir, à quoi bon s'engager dans des efforts d'éco-responsabilité ? C'est d'ailleurs un des grands dangers du discours de la collapsologie.

La seule nuance permettant à un message alarmiste d'être performant est de l'accompagner d'indications relatives à l'efficacité de l'action individuelle. Si l'on contrebalance le message d'alerte par un message basé sur la responsabilité et la capacité d'action de chacun, le message peut produire des effets, à défaut la peur peut attirer l'attention sur une question mais n'entraîne aucune modification du comportement.

Enfin, en matière de transition écologique & énergétique, on a trop longtemps cru qu'il suffisait d'informer pour transformer les comportements. Informer n'est pas communiquer et il ne suffit pas de transmettre une information pour modifier des habitudes. Informer est une étape certes nécessaire mais insuffisante, d'autres modalités de communication sont nécessaires pour le passage à l'action.

Aussi, sans doute, faut-il commencer par réorienter l'objectif pour renforcer le degré d'acceptabilité et d'implication active dans la population : l'objectif est d'envisager, et de le donner à voir, un futur où l'énergie sera plus propre, l'air et l'eau plus purs, le mode de vie moins stressant, les produits plus sains. La lutte contre le dérèglement climatique apparaîtra alors pour ce qu'elle n'aurait jamais cessé d'être : non pas un objectif civilisationnel qui serait délivré aux Hommes, mais un simple moyen.

En annonçant qu'il faut « combattre les gaz à effet de serre », comme le font trop souvent et trop exclusivement les campagnes de communication officielles, ne se trompe-t-on pas d'ennemi ?

Le premier semestre 2020 fut le plus chaud que nous ayons connu et la période estivale fut marquée par des records de températures, les incendies de forêt dépassèrent en intensité tout ce que nous avons connu. Les tempêtes et inondations rythment désormais notre actualité médiatique. Un temps dissimulée par l'expansion de la Covid-19, la menace climatique ressurgit et le gouvernement doit désormais trancher sur les 146 propositions émises par la *Convention citoyenne sur le Climat*. Depuis plus de trente ans, les scientifiques du Groupement Intergouvernemental des Experts pour le Climat (GIEC) nous alertent sur le risque climatique lié à nos modes de vie, et pourtant, l'ensemble des signaux d'alerte est désormais allumé. Malgré l'ensemble des campagnes de sensibilisation, nos comportements évoluent peu. Il est temps de nous interroger sur les raisons de ce blocage.

De nombreuses illusions règnent dans le domaine de la sensibilisation au dérèglement climatique. Trois peuvent être ici signalées. D'abord, il faut se défier des sondages ponctuels indiquant une préoccupation environnementale au plus haut, ou savoir prendre de la distance vis-à-vis d'événements d'actualité comme la *Convention citoyenne pour le Climat* présentée comme un tournant de la société civile pour une consommation plus responsable. La réalité est que, du tri des déchets à l'extinction des appareils en veille, de l'utilisation des transports en commun à l'achat d'aliments de saison, comme l'a bien repéré l'ADEME, « *Depuis 2006, la tendance est plutôt à la baisse ou à la stagnation sur un ensemble des gestes vertueux en matière de climat.* »

La deuxième illusion porte sur l'idéal salvateur qu'incarne la jeunesse. Des *marches pour le climat* aux différentes initiatives lycéennes ou étudiantes, partout les jeunes sont présentés comme les nouveaux sauveurs. Hautement responsabilisés, ils constitueraient les nouvelles légions du combat climatique. Là aussi, cela mérite d'y regarder de plus près, car le constat révèle que derrière quelques étudiants fortement mobilisés, souvent issus de grandes écoles, la majorité de notre jeunesse reste fortement adepte d'un mode de vie carbonée, des voyages aériens à la fast-fashion en passant par le streaming, et que les 18-24 ans ne se démarquent aucunement en matière de préoccupation environnementale, et ne comptons pas trop sur leur engagement politique, puisqu'ils sont de loin les plus abstentionnistes, avec notamment un score de 72 % d'abstention pour les 18-34 ans aux dernières élections municipales, loin devant toutes les autres catégories d'âge.

La dernière illusion qu'il convient de dissiper porte sur les éco-gestes qui symbolisent à eux seuls la prise de conscience citoyenne. Prendre une douche au lieu d'un bain, réduire sa consommation de viande, éteindre la

lumière en sortant, fermer le robinet pendant le lavage des dents, le devoir civique se dédouble d'un devoir d'éco-responsabilité de nos attitudes. L'incantation est parfaitement illustrée par l'excellent Régis Debray dans *Le Siècle vert* : « Au « Ah, ça ira ! Ça ira ! » succède le « Ah, ça triera, ça triera » (30). Force est de reconnaître que l'hypothèse sur laquelle reposait l'objectif des éco-gestes n'a pas fonctionné. L'idée d'amener chacun sur une trajectoire vertueuse par petits efforts successifs s'est rapidement heurtée au désir de supprimer tout ce qui pouvait apparaître trop contraignant.

Tout cela interroge beaucoup nos manières de communiquer, à commencer par celle des pouvoirs publics, nos manières de sensibiliser au dérèglement climatique. En la matière, trois erreurs ont été commises. On a d'abord pensé que les individus étaient réellement soucieux de la cause environnementale parce qu'ils le disaient. On a ensuite pensé que l'information était le levier essentiel des mobilisations, et on a enfin été persuadé que si les citoyens étaient réellement soucieux des questions écologiques, cela entraînerait un changement de comportement.

Arrêter de fixer des objectifs lointains

Il est plus qu'urgent d'arrêter de fixer des objectifs lointains, de déclarer qu'il nous reste trois ans pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et viser les deux degrés en 2100, il faut stopper la communication fondée sur des données quantitatives, la communication distanciée reposant sur la sempiternelle image de l'ours polaire sur son morceau de banquise, la communication qui évoque l'alourdissement des contraintes et la diminution des plaisirs. A l'inverse, il est nécessaire de communiquer sur le ravage des reports incessants de nos actions, et surtout de réorienter notre objectif. Le combat contre le dérèglement climatique n'est pas le bon. Il nous faut arrêter d'informer sur le risque climatique pour nous concentrer sur le modèle de société que nous désirons ; une meilleure qualité de vie, une énergie propre, des produits plus sains, un mode de vie moins stressant. La lutte contre le dérèglement climatique apparaît pour ce qu'elle doit être ; un simple moyen.

Si nous considérons que notre ennemi s'appelle CO2, comment s'étonner que la mobilisation soit si faible. Arrêtons de mettre la neutralité carbone au frontispice de l'avenir radieux de notre humanité. Il faut repenser nos manières de communiquer. La communication classique telle qu'elle se pratique actuellement est linéaire, descendante, contraignante, incantatoire, lointaine, alarmiste et technique. Thierry Libaert enfonce à juste titre le clou : « *D'année en année, la lutte contre le dérèglement climatique est passée de considérations géopolitiques générales, d'objectifs globaux jamais atteints, à la responsabilisation de chacun, à des écogestes du quotidien qui nous ont rendus plus acteurs de la mobilisation. Pourtant, rien ne change. Pire : l'idée de développement durable a laissé place à celle d'effondrement ! Si le tableau s'est assombri, c'est que nous avons pris conscience que rien ne serait réellement possible si nous ne changions pas notre imaginaire, nos perceptions, nos croyances.*

La communication sur le dérèglement climatique, et plus globalement sur la transition écologique, est linéaire, descendante, purement informationnelle, incantatoire, lointaine, technique et alarmiste. Et l'on s'étonne qu'elle ne parvienne pas à mobiliser!

Fini les temps des injonctions qui ne servent qu'à valoriser leurs auteurs. C'est tout un modèle qu'il faut réinventer, à commencer par notre façon d'en parler... »

Nous ne pourrions espérer résoudre le problème du dérèglement climatique si nous ne sommes pas capables de le nommer correctement. Nous utilisons trop souvent le terme de « réchauffement » qui est à proscrire parce qu'il passe à côté de la réalité du problème. La gravité de celui-ci réside d'abord dans des événements météorologiques extrêmes. Dans l'absolu, le fait d'accroître d'ici à la fin du siècle la température de 2 à 3 degrés ne peut faire réagir personne. De la même manière, il n'est pas plus heureux d'utiliser le terme de « changement » climatique parce que le changement nous apparaît en lui-même comme un phénomène constitutif de nos sociétés. En Angleterre, le journal *The Guardian* a procédé à un changement de dénomination en la matière, il évoque plutôt « la crise climatique », « l'urgence », voire la « surchauffe climatique ». En anglais, on peut également remplacer « Global warning » par « Global heating » qui évoque davantage un phénomène provoqué techniquement.

Mais le travail sur les termes n'est pas propre au dérèglement climatique, l'ancien vice-président du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele, celui qui a vraiment permis au GIEC de se doter d'une stratégie de communication, ne parle plus de « climato-sceptiques », puisque selon lui, le scepticisme est consubstantiel à la démarche scientifique.

Il évoque de préférence « les négateurs de la science du climat ».

« L'effet de serre » nous renvoie à la perception d'une serre, c'est-à-dire d'un lieu parfaitement sous contrôle, plutôt harmonieux, propice à la production de végétaux et où règne une température constante.

La réalité des conséquences du dérèglement est très éloignée de cette image.

De même, en matière « d'érosion de la biodiversité », expression qu'il serait préférable de remplacer par sa réalité immédiate, **la disparition des espèces animales et végétales**, nous pensons qu'il faut arrêter d'employer un jargon technique, peu susceptible de faire comprendre réellement les enjeux, en parlant de « stocks de poissons », mais évoquer plutôt les populations de poissons. La notion de « stock » n'est vraiment pas propice à une conscientisation émotionnelle forte.

Le moment actuel est lourd en termes de gestion de crises, tant il faut savoir décider sans trop de retard à l'allumage. Tant il va falloir réparer la France et les Français. Tant il faudrait aussi que la société se convertisse à une logique d'anticipation sans en rester à la seule logique de réparation.

Comment peut-on laisser continuer les banques à financer l'exploitation des énergies fossiles au lieu de leur demander, au moins de les encourager, d'une façon ou d'une autre, à investir dans les énergies renouvelables ? Rien que pour l'Amazonie, ce sont des dizaines de milliards de dollars qui sont engloutis pour acheminer dans des conditions peu sûres, y compris en termes de maintenance des pipelines, au risque de provoquer des accidents écologiques majeurs, de détruire les moyens de subsistance et la santé des populations locales, des millions de barils de pétrole provenant de la région équatorienne de l'Amazonie Sacred Headwaters vers les raffineries américaines. On peut citer les banques en question : ING, le Crédit Suisse, Natixis, BNP Paribas, UBS et Rabobank. Elles représenteraient à elles seules 85 % de l'ensemble des opérations financées par les banques.

Mais c'est sans doute aussi le moment propice pour se convertir pleinement à une réelle culture d'évaluation des politiques publiques. L'idée avance depuis les années 80 où quelques francs-tireurs (dont le philosophe, économiste Patrick Viveret, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, avec son Observatoire des Décisions publiques) se risquaient à en populariser l'idée. En matière environnementale, il n'est plus incongru ou jugé superflu de faire de l'évaluation. Ainsi, il est de plus en plus acquis que s'engager dans une perspective de production et de consommation durables nécessite d'évaluer l'impact environnemental des biens et services, en prenant en compte l'ensemble de leur cycle de vie : production, utilisation, élimination. En évitant de se limiter à des approches trop parcellaires ou en veillant qu'en cherchant à diminuer les impacts sur un aspect de tel ou tel produit, les modifications apportées n'entraînent pas d'autres impacts par ailleurs. D'où la nécessité de s'assurer de la pertinence globale de ces modifications.

Mais qu'en est-il des décisions de l'Etat ou du législateur ? **Evaluer ainsi la politique publique en faveur de la transition écologique & énergétique pourrait être un exercice pratique profitable. Comme de se poser collectivement la question de savoir le sens que cela a d'être vertueux à l'intérieur de nos frontières, qu'elles soient hexagonales ou européennes, si l'on continue par exemple à subventionner les énergies fossiles à l'étranger, à contribuer à la déforestation dans le monde par le biais des importations de soja et d'huile de palme ? On sait que l'agro-industrie et la déforestation (potentiellement propices au développement de maladies infectieuses) s'insèrent dans des « chaînes de valeur globales » et ne peuvent donc être traitées comme des problèmes concernant uniquement les pays à l'origine du phénomène. Sauf à faire la politique de l'autruche.**

Evaluer est aussi un exercice démocratique.

V- « LE MONDE D'APRES », C'EST MAINTENANT (31)

On a beaucoup écrit et beaucoup glosé depuis mars dernier sur « le monde d'après », tout en encaissant la perte de Christophe et de Juliette Gréco, également celle de Kirk Douglas, Albert Uderzo, Manu Dibengo, Luis Sepúlveda, Michel Piccoli, Salah Stétié, Ennio Morricone, Gisèle Halimi, Kenzo, Sean Connery et de tant d'autres, comme si *le monde d'après* la crise allait être forcément différent du monde d'avant. Rien n'est moins sûr, c'est pourquoi il n'est pas inutile d'y réfléchir, et surtout que l'ensemble des citoyens s'y intéresse pour que des choses changent et que l'exécutif s'y attelle en ne se contentant pas de revenir « à la normale », *as usual*, sans se poser plus de questions. Certes, l'immédiate préoccupation est la sortie du confinement dont on ne sait comment et quand il va pouvoir se faire, ni par quoi il sera remplacé le cas échéant. Ni si l'éradication est envisageable à terme sûr, ou s'il faudra « vivre avec » un certain temps. Une chose apparaît hautement probable, c'est qu'une fois la situation générale défigée, au plan de la vie sociale et de la vie politique, cette sortie risque d'être très problématique et non sans tensions, car avec la sortie du confinement les problèmes vont apparaître tels qu'ils sont : complexes, colossaux pour tout le monde, avec des secteurs d'activités entièrement dévastés et une crise économique qui sera

à son acmé. C'est à ce moment de vérité que l'on verra si l'Etat saura maintenir son soutien et si l'UE se décidera à assumer pleinement ses ambitions en accordant son soutien aux états membres le temps nécessaire.

Pour un nouveau cap

Il est encore trop tôt pour faire le bilan complet de la crise de la Covid 19, mais pas pour commencer à « tirer des leçons », à analyser les premiers effets de cette crise pandémique et à songer utilement à « l'après ». La Covid-19 n'est évidemment en rien « salubre », comme on a pu l'entendre ou le lire ici ou là, mais elle nous permet cependant de mesurer nos fragilités et celle de nos sociétés dont le caractère *non safe* et non durable éclate au grand jour. C'est un chaos humain dont la réponse génère un désastre humain.

Elle interroge notre rapport à la mort. Elle nous amène à repenser le progrès, le monde, à nous repenser nous-mêmes et dans notre rapport aux autres. **Elle plaide pour une réhabilitation de l'État dans sa fonction de stratège, délaissée au fil du temps, pour sa restauration en tant que garant de la protection et de la prospérité pour tous, pour sa transmutation en un État à la fois social et écologique.**

La question, aujourd'hui, pas demain, n'est pas d'attendre que ça passe, de revenir à « la normale », elle est ni plus ni moins de se ménager un monde où les humains puissent se retrouver, où leurs désirs et leurs besoins les plus basiques, la nourriture, un toit, aux plus sociaux, aux plus « humains », le besoin de reconnaissance et d'affiliation, leur désir de participer à la vie et aux décisions de la Cité, soient entendus.

Elle nous invite en ce XXI^e siècle à « **faire commune** ».

La question est de définir un espace où nous pourrions continuer de vivre, sans nous laisser accaparer par la peur, ni nous laisser distraire par la pensée magique ou les déconstructions hasardeuses, ni nous faire enfler par l'extension du domaine de la biopolitique, ni nous abandonner davantage à la tentation du repli tribal.

Elle ne concerne pas que la stratégie de sortie progressive de l'actuelle crise sanitaire, elle commande de se préparer à la diversité des menaces : virales, dans toutes leurs formes, y compris cyber-attaques, etc. mais aussi d'anticiper le pire à venir pour amortir les conséquences des chaos dont nous savons la prévisibilité (crise climatique).

La question convoque les enseignements de l'expérience vécue, mais aussi notre sens du défi et la puissance de l'imaginaire. Et notre ambition : s'agit-il de penser le « Jour d'après » ou le « monde d'après » ?

En réalité, on ne va pas sortir de la crise. Autrement dit, il n'y a aura pas d'après. Mais un rappel permanent de nos vulnérabilités, de notre précarité, de la non-durabilité de nos sociétés, comme de la finitude du monde.

On ne va passer d'un coup d'un monde écrasé par le désir d'accumulation à un monde ré-enchanté qui ferait toute sa place à la confiance mutuelle, à des activités ou des entreprises à mission (si tant est que cette notion venue des Etats-Unis il y a près de dix ans ne soit pas un non-sens ? La France a tenu à lui donner un contour juridique à la faveur de la Loi Pacte de 2019 ; il reste que le but des entreprises, surtout celui de celles par actions n'est pas à proprement parler social, mais bien lucratif ! Mettre en place des « certifications », pourquoi pas ; on ferait peut-être mieux d'encourager le modèle coopératif, à l'émancipation et au sublime de la vie. Mais il n'est pas interdit d'y travailler. En faisant avec les paradoxes de la situation et en se défaisant de l'illusion de perspective.

Penser le monde de demain n'est donc pas une fantaisie ou un simple exercice intellectuel : quelles conséquences pourra-t-on tirer de cette période, de cette pandémie et de la déréliction économique et sociale qui s'en sont suivies pour envisager un avenir non pas forcément cataclysmique mais un peu plus serein, faisant un peu plus de cas des Hommes et des citoyens (qu'ils sont aussi) ? Quels engagements pourront être tenus ?

10 Propositions écologiques ET sociales

Dans la perspective de *monde d'après*, un grand nombre de mesures en faveur de la transition écologique & énergétique sont proposées sous différents « labels », aussi bien celui de l'écologie politique, l'écologie sociale, l'éco-socialisme, l'écologie populaire, l'écologie républicaine, l'écologie sociale et populaire, l'éco-anarchie, l'écologie identitaire (et sa variante : le localisme), etc. Hélas, leur lecture montre essentiellement un patchwork mal cousu de mesures soit de nature écologique, soit à portée sociale, jamais ou rarement les deux. Et révèlent au passage des visions en réalité assez différentes, quand elles ne sont pas carrément opposées de l'écologie.

Pour faire court, d'un côté une écologie de la décroissance inspirée par une vision malthusienne de la société, et de l'autre une écologie de marché inspirée par une vision libérale de la société qui fait « naturellement » confiance à la « finance verte » pour mener à bien la transition écologique. Les deux développant une compréhension biaisée ou peu praticable des enjeux de la transition et de la notion de risque climatique, comme du changement des modes de production et de consommation induits par le fait de se défaire du recours aux énergies fossiles

C'est pourquoi le PRé a décidé d'apporter sa modeste contribution en soumettant en cet automne 10 propositions (...), **10 propositions, sociales ET écologiques** qui se déclinent ainsi :

Vers un programme national de santé environnementale / Protéger le pouvoir d'achat des Français à travers des mesures emblématiques liant justice sociale et efficacité environnementale / Pour une fiscalité environnementale socialement juste / Renforcer la qualité de vie à travers un urbanisme renouvelé / Promouvoir une agriculture vertueuse pour un mieux-être des consommateurs et des producteurs / Pour une éco-socio conditionnalité des aides publiques / Une publicité responsable / Une participation citoyenne renouvelée / Repenser notre manière de se déplacer / Promouvoir une justice environnementale et sociale.

Des propositions qui s'inscrivent dans le souci du PRé de promouvoir une politique de la cura, du soin de la Terre mais aussi des Terrestres que nous sommes, car tout est lié, des propositions qui misent sur la clairvoyance et la bonne volonté de nos concitoyens, qui encouragent la coopération et les mobilisations sociales, politiques, intellectuelles afin de permettre plus rapidement des transformations du système économique et de notre modèle social.

Ces propositions ne sont pas toutes inédites, certaines avaient déjà été avancées par le PRé depuis 2010. Nous avons souhaité sélectionner celles qui collaient le plus à l'urgence de la transition écologique & énergétique avec le souci de promouvoir les énergies renouvelables, une certaine sobriété énergétique et une réduction des inégalités. Tant que par exemple l'on aura des écarts de revenus aussi considérables entre les Français, ça va être très difficile de demander aux plus modestes de changer leurs modes de vie, de faire des efforts pour assurer la transition écologique...

Quelle mesure pourrait symboliser le fait que l'on demande par exemple un peu, voire beaucoup plus d'efforts de solidarité contributive à ceux qui sont au-delà de trois, quatre salaires minimums ? À commencer par ceux qui sont dix fois, vingt fois, cinquante fois au-dessus et qui ont de très gros revenus, parfois d'immenses patrimoines ?

La justice n'est pas donnée, pas davantage figée une fois pour toutes, elle évolue, elle progresse, elle s'augmente avec le temps : elle se construit.

La question pour le PRé est : comment développer des nouvelles normes de justice environnementale et en même temps de justice sociale sans lesquelles aucune avancée décisive ne pourra être accomplie, car elles conditionnent, dans un régime démocratique, le degré d'acceptabilité des premières ?

C'est en tous les cas une erreur que d'isoler la question environnementale, de croire que l'affaire va de soi ou qu'elle va emporter l'unanimité, oui, une erreur, de la compartimenter hors celles de la question sociale et des inégalités. Quelques chiffres suffisent pour prendre la mesure des dégâts de la machine inégalitaire, de la montée de la précarité et de la nécessité d'une justice sociale : les banques alimentaires, les organismes caritatifs ont relevé en septembre 2020 une augmentation de 30% du recours à l'aide alimentaire depuis le début de la crise sanitaire, principalement dans les grandes métropoles, soient quelques 8 millions de Français qui bénéficient désormais de l'aide alimentaire (contre 5,5 millions en temps « normal ») un chiffre dont personne n'est assuré qu'il diminue rapidement malgré l'augmentation précieuse (48%) des fonds sociaux européens pour l'aide alimentaire accordés à la France sur la période 2021-2027 (soient 870 millions d'Euros contre 583 pour la période précédente) qui permettent d'engager directement des dépenses. Tandis que la fortune des 43 milliardaires français a progressé de 2 % en 2020 (la richesse accumulée par les milliardaires de par le monde atteint un sommet inégalé en juillet 2020 : 10 200 milliards de dollars, c'est sans précédent, c'est 1 300 milliards de plus que le précédent pic de 2017, relève une étude publiée par la banque UBS et le cabinet conseil Price Water House Coopers) (32). Un chiffre qui tranche cruellement avec le premier et interroge les bénéfices d'une politique de « régressivité fiscale » qui a certes nettement limité l'exil fiscal, mais dont on attend les effets sur l'investissement, sur la création de richesse. L'organe d'analyse *France Stratégie*, rattaché au Premier ministre, se garde du reste de tirer des conclusions qui, selon elle, ne pourraient être aujourd'hui qu'hâtives.

Le besoin de nouveaux imaginaires politiques

Ces 10 Propositions du PRé pourraient préfigurer dans le même temps un projet politique (de notre point de vue quelque chose comme une « social-écologie », voire un nouveau courant politique, tenant compte des inégalités sociales liées notamment au dérèglement climatique, aux pollutions, à la crise de la « biodiversité », autrement dit de la diversité du vivant, aux catastrophes sanitaires, technologiques et autres cyber-risques, à la transition énergétique & écologique elle-même.

Nous nous sommes souvent interrogés depuis ces dix dernières années pourquoi la gauche, les gauches, n'avait pas fait le choix de se régénérer en adoptant une ligne social-écologiste ? C'eût été pourtant un virage qui eût pu lui permettre de redevenir hégémonique et pour le moins influente et peut-être même de se coaliser. Les gauches en avaient les moyens intellectuels.

Le PS par exemple en parle depuis le milieu des années 90, mais n'a jamais vraiment accroché, pas davantage depuis 2002. L'avant-dernier 1^{er} secrétaire a bien tenté quelques chose, mais qui n'a pas réussi à rallier les troupes, ni surtout les cadres dans ses fédérations départementales, trop attachés au patriotisme de parti et à ses oripeaux, trop occupés à se défier des écologistes politiques, de leurs « frondeurs » et sans doute trop engoncés dans le logiciel socialiste. De sorte que le PS a loupé le coche et n'est toujours pas devenu social-écologique, se contentant d'accoler à son sigle la base-ligne publicitaire « Social-Ecologie » sans aucun contenu, sans que ce soit rattaché à un projet politique. C'est pour le moins assez curieux. Mais peut-être que quelques audacieuses têtes de liste, à la faveur des prochaines élections régionales de 2021, vont essayer d'adopter et de faire adopter une ligne clairement « social-écologiste » qui pourrait parler aux électeurs et relever les défis du moment. La Région Bretagne présente des atouts qui pourraient lui permettre d'expérimenter ce positionnement que ce soit sous la houlette d'un socialiste ou d'un marcheur. La région Nouvelle Aquitaine ?

De la même façon, LaREM serait bien avisée de s'en saisir.

Sinon, que se passera-t-il en 2022 si une offre politique claire ne se dégage pas d'ici-là ? La stratégie de dédramatisation de Marine Le Pen étant en passe d'être gagnée auprès de l'opinion publique, faisant d'elle un acteur politique comme un autre, mieux la Madame Balsem Plus de la République en déployant un républicanisme opportuniste d'enfer, laissant cois ses adversaires - la Covid-19 créant même d'une certaine façon les conditions d'une envie élargie de Marine Le Pen - conjuguée à la stratégie de diabolisation d'Emmanuel Macron choisie par les gauches à son endroit, ne réussira qu'à renforcer la probabilité d'une victoire de la leader du RN au second tour de la Présidentielle dans l'hypothèse d'un duel réitéré entre Emmanuel Macron et cette dernière. Avec le risque de ne faire qu'une heureuse : Brigitte Bardot qui ne rêve que de voir Marine en Marianne...

Le projet dont nous avons l'intuition au PRé entend penser l'alliance des individus et du commun. Un projet qui dépasse le seul indicateur du PIB et de la croissance par de nouveaux caractérisant le bien-être et la soutenabilité de nos sociétés. Un projet qui réhabilite l'État stratège et favorise une République un peu plus girondine. Un projet qui mise sur la coopération, mieux susceptible de vitaminiser la vie politique, de concilier démocratie représentative, démocratie sociale et participation citoyenne, qui encourage le recours à la démarche conventionnelle (cf. le travail remarquable de la Convention Citoyenne pour le Climat) et aiderait ainsi à se garder de l'émergence d'une société de défiance généralisée. Un projet qui saurait prendre en compte les évolutions que la crise sanitaire que nous traversons n'aura fait qu'accélérer en matière de mobilité, de densité urbaine, de modalités de travail (multiplication des tiers-lieux, télétravail, lissage des horaires) et qui prendrait la mesure d'une évolution des échanges mondiaux vers une plus grande souveraineté industrielle. C'est sans doute le moment par ailleurs de subvertir plus globalement les formes contemporaines d'accumulation de la richesse et l'interventionnisme de l'État quand il se fait contre-productif, voire se révèle désastreux, pour remettre ce dernier sur les bons registres.

Nous sommes à un moment politique, mais aussi philosophique fort, charnière. Une opportunité nous est donnée de redéfinir le sens que l'on veut donner à notre manière de vivre et de nous protéger ensemble, de nous solidariser et de progresser. Pour concilier l'objectif d'une économie décarbonée et le souci d'une croissance sociale.

Et, non moins accessoirement, pour ne pas finir comme les dinosaures qui se sont éteints, il y a 65 millions d'années à la fin du Crétacé (sic !)

Il est temps de « faire commune », pour décarbonner, démarchandiser, démocratiser.

Pour imaginer des modes de gouvernement nouveaux, comme l'ont fait avant nous ces cités italiennes, de Provence ou de Flandres, au Moyen-âge, qui se transformèrent en laboratoires d'une république sans roi. Faire commune, pour protéger, prévenir, prospérer ensemble. Pour réfléchir aux liens entre critique du productivisme et critique du capitalisme. Car la Covid, si elle a généré une crise économique et sociale évidente, a aussi contribué à accélérer des tendances de fond présentes dans la société et favorisées par la numérisation de nos vies, l'ubérisation des services et de la société elle-même, le recours au télétravail et le renforcement du téléenseignement et de la téléformation, le commerce en ligne, la consommation de biens culturels en streaming. La pandémie a conduit à un repli sur soi généralisé sur la bulle individuelle, familiale ou strictement affinitaire. Cette atomisation de la société en quelque sorte se ressent sur la vie politique quasi en *stand-by*, ou alors, quand un responsable se risque à émettre un son, ne semble pas intéresser grand monde. On a du mal à croire que nous pourrions nous accommoder de ces tendances, même si la pente est fortement glissante. Les gens auront besoin d'un retour au collectif, y compris à celui du travail, car sinon, ça deviendrait juste invivable pour la plupart d'entre-nous. Certes dans un premier temps, le monde économique peut se satisfaire d'une fragmentation de la société, mais toutes les entreprises ne sont pas formatées ou ne sont simplement pas prêtes, voire pas disposées à se convertir au commerce de plate-forme, et tous les dirigeants ne sont pas pareillement disposés à ne pas avoir leurs équipes et leurs collaborateurs travailler autour d'eux. On ne pourra pas tous télétravailler de chez soi, regarder chez soi les plates-forme de streaming telles Netflix, Amazon prime video, Disney+, Salto, HBO (via la plate-forme OCS), désertier les salles de ciné, les bistros, les cantines et les restaurants... Et puis où serait le projet de société ? Quand on voit par exemple l'engouement dans les métropoles mais aussi dans les villes moyennes pour les circuits court au niveau alimentaire, on se dit que la demande pour un projet de société qui donne envie ne s'est pas tarie, ni depuis 2017, ni depuis la pandémie.

En réalité, la Covid-19, qui d'épidémie est devenue une pandémie pourrait être bien autre chose : pour Richard Horton, rédacteur en chef de la revue médicale, *The Lancet*, si sa propagation est devenue mondiale, le virus s'est connecté à de nombreux autres facteurs pathologiques minant la santé humaine de manière structurelle : hypertension, obésité, diabète, troubles cardio-vasculaires, tabagisme, cancer, etc. La Covid-19, selon lui, ne peut être pensée indépendamment de ces problèmes de fond, ce qui lui fait dire que **nous sommes en réalité en face d'une « syndémie »**, mise en exergue dans les années 1990 par l'anthropologue américain Merrill Singer.

The Lancet a publié en 2019 le résultat de trois années d'enquête incriminant la responsabilité des multinationales agro-alimentaires sur la malnutrition d'une moitié de la planète et sur l'obésité croissante de son autre moitié. Selon cette étude, il est estimé que 815 millions d'individus souffrent de la faim, et 2 milliards sont victimes de malnutrition, ce qui représenterait un coût de 4 à 11% du PIB des pays concernés. A l'inverse, l'obésité toucherait 2 milliards d'individus dans le monde, causant 4 millions de décès et un coût annuel de 2 milliards. Les 43 experts de cette étude mettent également en exergue les corrélations entre l'obésité, la dénutrition et le changement climatique, symptômes les plus visibles de nos choix de société. C'est ce qu'ils appellent « la syndémie mondiale ». Il est un fait que **nous étions déjà malades de nos modes de vie, de consommation et de production bien avant d'être malades de la Covid 19. Nous avons déjà, avant l'épidémie, perdu le « luxe de tomber malade et de s'en relever » qui définit la santé pour le philosophe Georges Canguilhem dans *La Connaissance de la vie (1952)* : « Vivre, [...] ce n'est pas seulement végéter et se conserver, c'est affronter des risques et en triompher. »** En réalité, depuis des années, nous vivons confinés dans « un milieu "rétréci" », coupé de l'extérieur et régi par l'exigence de la survie. Et si la crise syndémique était l'occasion de repenser nos politiques sanitaires, afin qu'elles valorisent la santé et non la seule lutte contre les maladies ?

La définition générale de la santé et de la maladie revêt des enjeux pratiques, sociaux, économiques et politiques considérables : notamment la décision sur l'irresponsabilité dans le domaine judiciaire mais aussi le remboursement des traitements et les orientations de recherches biomédicales. Or, elle soulève d'importantes difficultés. Que désigne le terme de maladie ? désigne-t-il seulement un état physiologique indésirable vécu par un sujet ? Peut-on établir un concept neutre qui légitime un usage scientifique ainsi que son extension aux animaux et aux plantes ? La santé est-elle un concept positif comme l'affirme la définition de l'OMS ? Et si c'est le cas, quelles en sont les limites et comment la distinguer du bonheur ? La philosophie a un rôle à jouer ne serait-ce que pour clarifier le sens de ces termes, particulièrement plurivoques, analyser la part des normes et des valeurs qu'ils contiennent et, si possible, proposer des définitions. C'était la conviction du philosophe et médecin Georges Canguilhem qui, dans sa thèse de médecine publiée en 1943, défendit l'impossibilité d'une conception objective et entièrement scientifique de la santé et de la maladie à partir de la notion de normativité biologique.

Il est temps de réaliser que l'anticapitalisme est né au XIXe siècle, et que pour autant ça fait deux siècles que l'espérance de la construction d'une société non-capitaliste basée sur l'émancipation individuelle et collective a globalement échoué. Il est peut-être temps de ne plus se bercer d'illusions rhétoriques du style de celles qui nous a fait gober le mythe d'un « capitalisme vert » comme réponse à la crise actuelle, hier financière, aujourd'hui pandémique, économique, sociale et climatique.

Le fait est que rien ne pourra changer si les déterminants actuels ne sont pas changés. Depuis le temps, on devrait le savoir. Il suffit de voir les effets pervers générés par les hausses des prix de l'énergie dans le système actuel qui réussit surtout à stimuler l'exploitation de réserves de pétrole ou de charbon en accroissant les émissions de GES. La question n'est pas de savoir si le capitalisme est capable ou pas de prendre en compte le temps long de la biosphère ou des générations futures - il est capable de bien de mutations, voire de révolutions qui répondent à son besoin de survie - il est de réaliser que ce n'est tout simplement pas son objet. Son objet reste la dynamique d'accumulation illimitée du capital associée à la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, stimulée par le profit marchand à court terme quand ce n'est pas à très court terme. C'est pourquoi, il n'est pas étonnant de constater depuis André Gorz et, en vérité bien avant, que la marchandisation des Hommes et de la nature portée par la logique capitaliste se heurte tout à la fois au souci de la justice sociale, à la qualité existentielle de nos vies et à la préservation de la « biodiversité », de la diversité de la vie.

Nous ne venons pas de le découvrir : la contradiction capital/nature propre au capitalisme - et pas seulement sur la contradiction capital/travail - est sue depuis longtemps. La nature est exploitée dans la dynamique d'accumulation du capital. Quelle découverte ! Le capitalisme mettrait en danger nos conditions mêmes d'existence dans son acharnement à épuiser les ressources naturelles ou avec son pari excessivement enthousiaste de jouer avec les éventuels risques techno-scientifiques associés à la logique contemporaine du profit. Certes et so what ?!

Qu'est-ce que l'humanité fait de concret face à cela ?

Marx lui-même avait amorcé une connexion entre contradiction capital/travail et contradiction capital/nature dans le livre 1 du *Capital* : « *Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. (...) La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : La terre et le travailleur.* »

Il convient sans doute de se débarrasser d'un certain nombre de fausses questions, de celles qui pour le moins ne réussissent qu'à faire tourner en rond le chaland. Y-a-t-il un mauvais « capitalisme » et une bonne « économie de marché ». On sait que « l'économie de marché », au sens de « la concurrence pure et parfaite », n'existe guère dans le monde capitaliste réellement existant, à la structure oligopolistique. Cette idéologie a toutefois eu des effets bien réels dans la réorganisation du capitalisme à partir des années 1980, contre les régulations publiques et sociales. Ne nous méprenons pas : « l'économie de marché », c'est souvent le nom euphémisé de l'adhésion des sociaux-libéraux au cadre capitaliste. Les « anticapitalistes » ne sont pas tous pour la suppression de tout marché. Et au PRé, nous ne sommes pas nécessairement défavorables à ce que des mécanismes marchands jouent un rôle local, s'inscrivant dans une logique démocratique, si possible dans le cadre d'une propriété sociale, coopérative des grands moyens de production et d'échange. Mais parler d'« économie de marché », c'est aller au-delà de formes localisées de marché. C'est se référer à la régulation principale de l'économie par le marché. C'est ainsi, en naturalisant et en fatalisant « l'économie de marché », que la deuxième gauche à l'époque a quitté les rives de l'anticapitalisme en octobre 1976 (« *Le système de régulation restera le marché (...) on ne biaise pas avec le marché, sa logique est globale* »).

Là aussi, les mots ont un sens, on ne peut pas continuer à assimiler, comme cela se fait chez une partie des gauches et des écologistes, y compris les franges les plus radicales, capitalisme et productivisme (logique illimitée de la production pour la production), et donc anticapitalisme et antiprodutivisme. Sinon, on ne comprend plus rien et surtout on ne se fait plus comprendre. L'histoire de la gauche montre qu'on peut être anticapitaliste et productiviste. La société soviétique sous Staline en a été un exemple historique marquant. On pourrait même relever que déjà chez Marx, les choses apparaissent ambivalentes. Il y a chez lui tout à la fois une fascination pour l'essor industriel propre au XIXe siècle, et ses promesses - prouesses technologiques / illusions technologistes, et des prémisses social-écologistes. Il convient de mieux intégrer la question des « limites naturelles » de la croissance. Plus largement, on doit noter que nombre de courants de la galaxie socialiste née au XIXe siècle, comme de la gauche républicaine qui l'a précédée, ont souvent été profondément marqués par la vision non critique d'un « Progrès »

scientifique et technique supposé intrinsèquement positif. Il ne s'agit certes pas d'abandonner des pans importants des valeurs des Lumières du XVIII^e siècle : la Raison, la Science et le Progrès, mais de leur ôter leurs Majuscules, leur position surplombante et absolue, pour en faire seulement des paris confrontés à l'inquiétude écologique.

Ce que le sociologue Philippe Corcuff a appelé des « Lumières tamisées ».

Enfin, il revient peut-être au PRé de contribuer à **faire mieux comprendre les enjeux de l'individualisme contemporain. Il faut arrêter avec les lieux communs en en faisant une logique uniformément négative assimilée au capitalisme. L'individualisme n'est pas davantage intrinsèquement une valeur de droite.** L'individualisme marchand et concurrentiel ne se confond pas obligatoirement avec d'autres formes, plus émancipatrices, qui restent à émerger de l'individualité moderne : la consolidation d'une intimité personnelle, la logique individualisante de la citoyenneté démocratique, la mise en cause de la famille patriarcale (émancipation des femmes, droits des enfants, reconnaissance des diverses pratiques et modes de vie sexuels et amoureux). Là se situe une autre contradiction forte du capitalisme, à côté de la contradiction capital/travail et de la contradiction capital/nature : la contradiction capital/individualité. Ainsi le capitalisme stimulerait les désirs d'épanouissement personnel, mais ne pourrait y répondre que de manière tronquée, à la fois marchande et inégalitaire. Il produirait donc, au final, des individualités frustrées et blessées, appelant une émancipation personnelle dans un autre cadre de sociabilité, non-capitaliste.

Ceci pour dire combien les antiproductivistes ont à faire une révolution culturelle anticapitaliste et combien les anticapitalistes ont à faire une révolution culturelle antiproductiviste... D'une certaine façon, chacun, à gauches et chez les écologistes a à amorcer une auto-analyse critique de ses propres impensés, et pas seulement des impensés des autres, et à impulser ainsi des changements quant à sa propre vision du monde. On peut être anti-capitaliste et être productiviste. Cf. LFI. Et inversement. Les Verts européens font souvent des vagues hésitations entre un antiproductivisme modéré et un capitalisme vert quand ils ne vont pas jusqu'à envisager des alliances politiques comme en Allemagne... Un capitalisme vert auquel la plupart des sensibilités du PS, à la suite des anciens « courants », font aujourd'hui référence. Rappelons à cet égard que la dernière « Déclaration de principes » du PS de 2008, dispose que : « *Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché* ».

Pour promouvoir ce projet politique dont le PRé a l'intuition, il ne nous semble ni pertinent, ni opérationnel de penser seulement antiproductivisme ou seulement anticapitalisme, mais pas suffisant non plus de penser ensemble antiproductivisme et anticapitalisme. Il faut d'abord commencer, nous semble-t-il, par dépasser la vision classique socialiste, la contradiction exclusive capital/travail (et donc l'exploitation capitaliste du travail), mais pareillement considérer ce que l'on pourrait appeler la contradiction capital/nature (et donc l'exploitation capitaliste de la nature), comme une des dimensions fondamentales du fonctionnement du capitalisme.

De ce point de vue, avec mon ami le sociologue et politiste Philippe Corcuff, contributeur occasionnel du PRé, j'aurais tendance à réévaluer des figures de la pensée critique comme **André Gorz** ou **Cornélius Castoriadis** qui ont fourni en précurseurs des outils intellectuels intéressants. Personnellement, j'y ajouterais entre autres **Jacques Ellul** (sans doute lié à ma période étudiante à Bordeaux où je n'ai fait qu'effleurer ses travaux), ce philosophe, juriste, sociologue, professeur, théologien et moraliste (né à Bordeaux en 1912 et mort à Pessac en 1994) plus connu et célébré à l'étranger que dans son propre pays, précurseur de l'idée d'*écologie politique*, pourfendeur de la tyrannie technicienne, contempteur de cette technique qui a changé la nature et s'est autonomisée et face à laquelle l'autonomie de l'Homme n'est rien. Nonobstant le fait qu'il était issu du personnelisme des années 30 (ce qui, étudiant, m'avait fait garder une certaine distance vis-à-vis de sa pensée), il était surtout un non-conformiste humaniste, critique de « l'industrialisme », critique vis-à-vis du marxisme (il fut de ceux qui ont pensé à un moment donné avec et contre Marx), récusant le libéralisme et refusant le fascisme, de ceux pour qui *penser globalement et agir localement* était nécessaire, de ceux qui sont pour quelque chose dans l'éveil des consciences sur la question du respect de la nature. Très « radical » - avec son ami également natif de Bordeaux Bernard Charbonneau - sur le fait que les politiques de défense de la nature ne faisaient qu'administrer et gérer le problème et ne conduisaient qu'à séparer la défense de la nature et la défense de la liberté. Technocritique donc, mais pas technophobe. Patrick Chastenet, ancien élève d'Ellul, vulgarisateur de sa pensée, professeur de sciences politiques à Bx, auteur l'an dernier d'une *Introduction à Jacques Ellul* indique que pour Ellul, « *ce n'est pas la technique qui nous asservit mais le sacré transféré à la technique* ». « *Tout progrès technique se paie car il est impossible de dire si ce qui est apporté est plus important que ce qui est supprimé. Il soulève plus de problèmes qu'il n'en résout ; ses effets néfastes sont inséparables de ses effets négatifs ; il comporte toujours un grand nombre d'effets irréversibles et imprévisibles* » (33).

Il serait utile également d'ouvrir un débat critique, nuancé, argumenté qui s'écarte des vérités « intangibles » qui engoncent notre liberté et notre faculté de penser, et qui s'efforce dans le même temps d'apprendre dans le débat contradictoire. Comme le disait Marx, dans ses *Thèses sur Feuerbach* en 1845 : « *l'éducateur doit lui-même être éduqué* » (sic !) Les femmes et les hommes politiques qui s'empareraient de ce projet dont nous avons l'intuition doivent surtout éviter d'être condescendants. Les gens ne supportent plus la condescendance et on les comprend. Plus de postures du style « J'ai quelque chose à vous dire - sous-entendu que vous ne savez pas – un truc que je suis prêt à vous donner : la vérité ». Cette figure est trop datée, surtout devenue inefficace et fait office de repoussoir. Que ce soit celle de la gauche républicaine classique, avec la symbolique de l'instituteur qui vient apporter le savoir et la vérité aux masses ou celle de l'avant-garde léniniste qui vient apporter la vérité aux masses - vues comme « aliénées » - de l'extérieur. Les responsables politiques ou ceux qui auraient la vocation ou l'envie doivent aujourd'hui, plus que jamais, savoir écouter, accepter l'idée, contrairement à leurs aînés, de pouvoir apprendre des gens. Et les « anticapitalistes » ne sont pas les derniers qui apprendraient beaucoup en apprenant de leurs concitoyens. Pas moins que les « décroissants ». Disons-le.

Ensuite, il faut être clair. Le défi de la transition écologique, l'enjeu du dérèglement climatique impliquent de rejeter l'idée d'une expansion illimitée, déraisonnable, dévastatrice de la domination de l'humanité sur la Terre que nous habitons et par conséquent nécessitent de nous affranchir de l'idéologie productiviste. Et d'investir massivement en argent public et privé chaque année, tout le temps de la transition. Il nous faut urgemment repenser nos modes de vie, nos modes de consommation et de production, réaliser pleinement la finitude de la Terre et de ses ressources, songer à relocaliser l'économie quand c'est utile au plan écologique et adapté aux besoins des Hommes, remettre en cause les secteurs d'activité énergétivores, non essentiels, polluants, dangereux pour l'humanité, privilégier les énergies renouvelables, repenser la redistribution des richesses.

Comment éviter le risque d'une guerre de tous contre tous et se convertir à la responsabilité de la Terre, mais aussi de l'un pour l'autre ?

Comment comprendre que le défi climatique, la préservation de la diversité de la vie sur Terre, la pollution de l'air, des eaux, des océans et des mers est un enjeu de civilisation ?

Le philosophe Dominique Bourg précise les choses « *Si nous persévérons dans la dynamique actuelle de dégradation des conditions d'habitabilité de la Terre, c'est tout l'édifice social qui s'écroulera. Il est désormais trop tard pour empêcher que le changement climatique ait des impacts sévères. Mais il n'est pas encore trop tard pour les limiter et pour éviter un emballement incontrôlable du système climatique.*

Il nous faut donc changer radicalement de priorité. Ce n'est plus la liberté de produire et de consommer sans entraves qui devrait être au centre de l'action politique, mais la préservation de l'habitabilité de la planète.

Le problème n'est plus de savoir comment accumuler un maximum de richesses, s'il convient de la faire ruisseler ou de la répartir immédiatement... Le problème est tout autre. Parviendrons-nous encore à produire de la richesse, et plus encore à en jouir paisiblement, sans devoir nous terroriser pour nous protéger des vagues de chaleur et autres fureurs du climat ? Serons-nous même encore capables de nous nourrir ? La photosynthèse ralentit quand la température excède par trop 30 °C et s'arrête entre 40 et 45 °C. » (34).

Fondamentalement, c'est donc un processus multidimensionnel de transformation sociale qu'il faut engager résolument. Cela nécessite évidemment un travail sur soi des individus sur eux-mêmes, mais aussi des expérimentations locales, puisque si nous voulons inventer de nouvelles façons de vivre, de travailler, de produire, de consommer, de décider, etc., il faut bien expérimenter dès maintenant les solutions dont nous n'avons que l'intuition. Le moment des élections a sa place dans ce processus qui permet précisément à l'offre politique d'exposer et de proposer des solutions, mais il n'est pas suffisant : on ne peut pas transformer une société, sans que les populations soient directement impliquées ; sans des formes de mobilisation le plus large possible, qui peuvent prendre l'aspect de l'auto-organisation, sans l'invention de formes nouvelles de pouvoir citoyen. La transformation sociale et écologique de la société est une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls « professionnels », de la politique, celles et ceux qui en ont fait un métier, mais pas davantage aux seuls représentants désignés par les suffrages les plus vertueux soient-ils. Historiquement, cette pente à la monopolisation du pouvoir constitue un des écueils sur lesquels ont le plus fortement butés les perspectives émancipatrices au XXe siècle. Il nous semble donc que personne ne peut prétendre aujourd'hui avoir la solution unique, le débat une fois de plus est très important, et l'écoute des autres points de vue nécessaire. Il y a tant à confronter, tant à échanger, tant à imaginer, tant à expérimenter pratiquement, tant à relire de manière critique les traditions émancipatrices du passé, tant d'autres à inventer, tant de défis à relever...

En ne nous départissant pas du souci de justice qui nous anime au PRé.

« *La justice*, écrit encore l'éminent philosophe **Emmanuel Lévinas**, *n'est pas une légalité naturelle et anonyme régissant les masses humaines dont se tire une technique de l'équilibre social mettant en harmonie, à travers cruautés et violences transitoires, les forces antagonistes et aveugles (...). Rien ne saurait se soustraire au contrôle de la responsabilité de « l'un pour l'autre » qui dessine la limite de l'État et ne cesse d'en appeler à la vigilance des personnes qui ne sauraient se contenter de la simple subsomption (gestion) des cas sous la règle générale dont l'ordinateur est capable. Il n'est pas sans importance de savoir – et c'est peut-être l'expérience européenne du vingtième siècle – si l'État égalitaire et juste où l'Européen s'accomplit – qu'il s'agit d'instaurer et surtout de préserver – procède d'une guerre de tous contre tous – ou de la responsabilité irréductible de l'un pour l'autre et s'il peut ignorer l'unicité du visage et de l'amour » (35).*

Jean Viard, sociologue et directeur de recherche associé CEVIPOF-CNRS (auteur du livre *La Page Blanche* qui porte sur les conséquences de cette crise sanitaire de la Covid-19 sur nos sociétés) est de ceux qui pensent que le coronavirus est « *le détonateur écologique qui va nous permettre un combat planétaire contre le réchauffement climatique* » (sur France Info, 13-11-2020). Il pourrait l'être en tous cas... Nul doute que nous soyons face à une révolution géostratégique.

Ce qui semble de plus en certain, ce sont les liens, voire les interactions entre les risques sanitaires et environnementaux. La multiplicité des crises écologiques et énergétiques auxquelles nous faisons face et les interconnexions entre ces crises font peser des risques sans précédent sur nos systèmes socio-économiques et financiers. Bien que le commerce souvent illégal de la faune soit possiblement en cause dans le cas de la Covid-19, le problème est plus profond. De nombreux experts ont souligné que la pandémie actuelle est due à la destruction des habitats naturels et que de nombreuses maladies infectieuses récentes ont des origines animales liées à nos modes de vie et de développement.

La crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales a sans doute ceci de positif, c'est qu'elle oblige l'économie d'en rabattre sur sa posture de science pure en se décidant peut-être, sinon de revenir aux fondamentaux de ses fondateurs, du moins de les revisiter, qui, entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle en Europe se sont proposés d'explorer le champ des biens économiques, de leur production de leur distribution, y compris dans son interaction avec l'activité politique (dans son acception la plus large, au sens des affaires de la cité). Du reste, à l'époque, on parlait d'*économie politique* et non pas de science économique.

Non pas que ce fut une mauvaise chose en soi que l'économie se soit spécialisée au cours du dernier demi-siècle, du fait du développement du calcul, du traitement statistique, de l'analyse et du management des risques et du recours à des modélisations de plus en plus fines, et qu'elle ait gagné en crédibilité « scientifique », mais ce gain en reconnaissance s'est accompagné d'un abandon de son lien originel au politique. Ce que la crise de 2008, dans son ampleur inattendue et dans ses conséquences politiques qui ont surpris tout le monde (révoltes / révolutions en Tunisie, en Egypte, etc.) sans compter la hausse brutale du prix des denrées alimentaires dans certains pays, a permis déjà de voir combien cela pouvait être dommageable, et qu'en définitive l'économie est on ne peut plus politique.

Maintenant, il ne faut pas faire une fixation démesurée sur le capitalisme ou sur l'anticapitalisme. Ni mésestimer la capacité du capitalisme à se réinventer, à absorber les marges pour les réintégrer dans son circuit. Il l'a déjà fait maintes fois dans le passé. On sait ce qu'il est advenu des mouvances de Mai 68 et des différentes contre-cultures. Aujourd'hui, c'est l'idée écologique qu'il tente de cannibaliser au travers notamment du « capitalisme vert », de la « finance verte », du « greenwashing », etc. Sauf que là, on a le sentiment qu'il y a comme un grain de sable qui empêche le système de recycler à sa guise. Comme si le modèle capitaliste de l'accumulation infinie, également depuis ses dernières années de spéculation infinie, sans limites, de concentration de la propriété privée, avec cette fuite en avant de la financiarisation sur tout et tous les registres, était enrayé.

Car la question est de savoir, qui n'a pas vraiment été tranchée : est-ce l'humanité qui est fautive et responsable de la crise sanitaire et climato-écologique actuelle ? Mettre en avant la responsabilité de la race humaine dans les crises actuelles fait peu de cas du fait que tous les humains, toutes les sociétés humaines ne sont pas également responsables de la situation et de l'épuisement de la planète Terre. Nous pensons pour notre part que le productivisme n'est pas pour rien qui a mené à la crise écologique & énergétique. La sous-estimation du facteur économique chez les collapsologues, chez les conteurs de récits cathartiques qui prêtent à la nature une volonté, quand ce n'est pas une conscience au prix de la négation de la souffrance des Hommes, et chez une partie de la mouvance des « décroissants » conduit plus à déplacer le problème qu'à essayer de le résoudre. Ils en font des tonnes sur le fait que nos modes de vie sont la cause de tout,

culpabilisent les gens à qui mieux mieux, mais ils n'énoncent jamais (sauf peut-être chez quelques « décroissants ») d'où ils viennent, quel système les a générés ?

Ce qui a pour effet de contrarier, voire d'empêcher toute formulation claire d'une ou de solution(s) politique(s) de rechange. Sans compter que les enjeux sont aussi existentiels : de quoi serions-nous prêts de nous passer, quels « comforts » personnels serions-nous prêts à sacrifier pour le bien commun ?

Le discrédit des économistes qui a suivi la crise financière de 2008 et qui réinterroge aujourd'hui, douze ans après, très sérieusement leur discipline à la faveur de la crise sanitaire, ouvre un nouveau débat salutaire tant on voit combien, certes, l'apport d'une économie pointue et spécialisée n'est pas à balancer par-dessus bord, mais que l'ultra spécialisation a ses limites, si elle n'est pas reliée à une culture générale de la société. Dans ce sens, l'émergence d'une économie politique qui puisse recourir à des visions interdisciplinaires (sociologiques, historiques, psychologiques), et plus larges, prenant en compte les attentes, les évolutions et les enjeux de la société, le comportement humain, pour faire court, et considérant ce qui se passe dans le monde, serait on ne peut plus bénéfique. Car finalement, à quoi sert un économiste ? « *Le véritable impératif pour les chercheurs est de redoubler d'efforts pour encourager les fécondations croisées et une pensée au spectre large, guidées par l'objectif moral général d'améliorer le bien-être de l'Homme* », dit **Robert Shiller**, professeur d'économie à Yale, économètre de la finance, Prix Nobel d'économie 2013. De quoi réconcilier les économistes avec la société...et réciproquement.

L'enjeu général de ce « monde d'après » n'est pas rien qui exige lucidité et courage pour bien l'appréhender : il est de savoir si l'humanité est prête à accepter ce qui est en train de s'imposer comme une *société du risque*, qui ne saurait se résumer à une société de surveillance, qui fait écho au titre du livre du sociologue allemand Ulrich Beck publié en Allemagne en 1986 (l'année où sortait aussi *l'Etat-Providance* de François Ewald), peu de temps après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, mais en France seulement au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 et de l'explosion d'une usine chimique à Toulouse, est une notion assez longtemps peu considérée en sociologie, mais très familière des assureurs. Elle renvoie bien sûr à l'économie du risque et à toutes les théories développées après-guerre (la théorie des jeux de Von Neumann et Morgenstern, ceux d'Allais, d'Arrow, de Stiglitz, etc.) pour aider à la décision en incertitude. Beck en visionnaire nous invite à penser le changement de société en cours. Aujourd'hui le risque apparaît plus qu'une menace au point qu'il est en train de devenir la mesure de notre action en toutes choses.

À une logique de la répartition des richesses a succédé une logique de la répartition des risques : contrainte dès lors de poser continuellement la question de ses propres fondements, la « société du risque » fait de l'avenir la question du présent.

Plusieurs ouvrages dont *The Green Swan* (publié par la Banque des règlements internationaux -BRI- et la Banque de France), portant sur les risques climatiques et les outils à disposition des banques centrales, superviseurs et régulateurs financiers pour y faire face, sont d'accord pour dire que les modèles traditionnels de gestion des risques financiers ainsi que les modèles économie-climat sont actuellement impuissants à saisir les risques à venir. Pour les premiers, on comprend aisément que cela est dû au fait que les données historiques ne permettent pas de considérer des risques qui, en très grande majorité, ne sont pas encore survenus. Pour les autres, cela est dû au fait que les modèles actuels ne peuvent rendre compte de « l'incertitude radicale » (36) liée à l'atténuation et l'adaptation au dérèglement climatique ; on ne sait pas, par exemple, comment mesurer les risques de pandémies liés à la fonte des glaciers tant les risques climatiques sont complexes, dynamiques et interconnectés et que « *toutes les entreprises et les chaînes de valeur seront impactées de manière imprévisible* ».

L'enjeu est de savoir si quelque chose de positif pourra sortir de la grande mutation occidentale en cours, comme celle du monde tout court, face à la montée en puissance des risques viraux et des préoccupations écologiques, de la pression démographique mondiale, de la pression migratoire - qui ne sera rien en comparaison des migrations climatiques qu'elle préfigure - face à l'accélération d'un capitalisme financier mondialisé, à l'explosion des inégalités. Que pourra-t-il en surgir : un monde plus ou moins civilisé ? Ou en deviendrons-nous les victimes ? Avec **Murray Bookchin**, qui fut une figure de l'anarchisme, théoricien américain de l'écologie sociale (fondateur de l'Institut d'écologie sociale du Vermont), de ceux à l'origine de la création de la mouvance écologiste américaine, contempteur des dérives de la « gauche radicale » (in *Changer sa vie sans changer le monde*), qui misait sur le *municipalisme* pour dépasser des divisions qui déchirent l'humanité, pour la réconcilier avec elle-même et la concilier avec la nature, une chose est sûre : nous ne pouvons que « *suivre Emma Goldman quand elle déclare ne pas vouloir d'une révolution où elle ne pourrait pas danser.* »

CONCLUSION

« *Il est encore trop tôt pour savoir s'il est trop tard* » Pierre Dac.

Les temps suspendus que nous vivons nous réapprennent le sens du tragique ; ils nous poussent à réfléchir au sens des événements que nous subissons, à espérer une perspective et à envisager une vision praticable du futur.

La crise pandémique restreint nos libertés individuelles et collectives, semble rétrécir notre avenir, nous l'enlever, sans que nous en voyions l'issue et sans que nous nous hâtions à nous mettre d'accord sur des échappatoires possibles. L'accroissement concomitant de la précarisation des populations et celles des inégalités sociales exaspère encore plus ce sentiment. Tandis que le dérèglement climatique et la dégradation de la « biodiversité », autrement dit de la diversité de la vie, apparaissent comme plus préoccupants que jamais, dont la fréquence des symptômes (inondations, séismes, stratification des océans, sécheresse, famines, disparitions d'espèces...) s'accélère. Et cependant que les idéologies meurtrières ne sont nullement affectées par la syndémie. Nous semblons impuissants, incapables de réagir à la mesure des enjeux. Alors, bien sûr, nous pouvons toujours nous plonger dans l'étude de la pensée apocalyptique de tel ou tel philosophe et nous rappeler combien il peut arriver aux humains dans des situations extrêmes de découvrir les facettes de leur nature, de quoi ils sont capables en termes d'inventivité solidaire. Il reste que ça ne constitue pas forcément une assurance sur la vie, encore moins quand cela dé-incite à l'action.

Ces temps nous invitent à pratiquer la résilience locale, à redonner ses lettres de noblesse à la solidarité nationale, à prendre des mesures adaptées de protection sociale, à développer une culture démocratique, à nous préparer à une *société du risque* (**Ulrich Beck**), à nous familiariser avec l'idée d'une gestion continue de crise et, en définitive, en toutes choses à nous préparer à *l'inattendu* (**Edgar Morin**).

Les temps présents nous invitent pareillement à ne pas tout attendre du progrès qui n'est pas forcément ni continu, ni exponentiel. Au XIX^e siècle, on se souvient avec **Baudelaire** - qui s'est toujours intéressé au sens du progrès et s'est efforcé de développer une vision philosophique du progrès - à l'occasion de l'Exposition universelle de 1855, que le progrès, pour le Français, était incarné par « *la vapeur, l'électricité et l'éclairage au gaz, miracles inconnus aux Romains, et que ces découvertes témoignent pleinement de notre supériorité sur les anciens; tant il s'est fait de ténèbres dans ce malheureux cerveau et tant les choses de l'ordre matériel et de l'ordre spirituel s'y sont bizarrement confondues ! Le pauvre homme est tellement américanisé par ses philosophes industriels qu'il a perdu la notion des différences qui caractérisent les phénomènes du monde physique et du monde moral, du naturel et du surnaturel. Si une nation entend aujourd'hui la question morale dans un sens plus délicat qu'on ne l'entendait dans le siècle précédent, il y a progrès; cela est clair. Si un artiste produit cette année une œuvre qui témoigne de plus de savoir ou de force imaginative qu'il n'en a montré l'année dernière, il est certain qu'il a progressé. Si les denrées sont aujourd'hui de meilleure qualité et à meilleur marché qu'elles n'étaient hier, c'est dans l'ordre matériel un progrès incontestable. Mais où est, je vous prie, la garantie du progrès pour le lendemain? Car les disciples des philosophes de la vapeur et des allumettes chimiques l'entendent ainsi : le progrès ne leur apparaît que sous la forme d'une série indéfinie. Où est cette garantie? Elle n'existe, dis-je, que dans votre crédulité et votre fatuité.* ». Baudelaire étrille cette idée chez le « Français moyen » d'un progrès uniquement matériel (vapeur, etc.) et toujours continu (supériorité) qui fait de surcroît une confusion entre deux ordres (le matériel et le spirituel). Il moque cette autre source de la foi du bourgeois que sont les philosophes industriels (saint-simoniens, socialistes, etc.). Par opposition à ces idées, Baudelaire distingue d'abord plusieurs domaines dans lesquels existe une forme possible de progrès : moral, matériel ou économique, et même intellectuel ou artistique; on notera que ce dernier progrès, à la différence des deux autres, n'est pas collectif, mais relatif à un seul individu. Enfin, Baudelaire, en visionnaire, affirme que rien ne garantit que le progrès soit continu, ce qui l'amène à railler le bourgeois, matérialiste et aveuglé par les partisans du développement industriel à tous prix, et à critiquer leur croyance en un progrès continu, ad vitam aeternam.

Une réflexion encore parfaitement roborative en ce XXI^e siècle qui nous montre combien fut et reste néfaste la prétention occidentale à vouloir uniformiser le monde par le capitalisme, au nom d'une civilisation mondiale, sous la bannière du « progrès universel », ou de ces autres prétentions venues d'ailleurs, plus récentes, au nom de la religion ou de telle ou telle croyance. Baudelaire peut être un de ces compagnons qui nous rappelle que « *c'est le Diable qui tient les fils qui nous remuent* », et nous invite à nous méfier de « *l'humanité bavarde, ivre de son génie* ».

Tandis que l'auteur de *Race et Histoire*, l'anthropologue et ethnologue Claude Lévi-Strauss avait très tôt vu le danger pour l'humanité qu'il y avait de s'installer dans la monoculture : « *elle s'apprête à produire la civilisation en masse, comme la betterave. Son ordinaire ne comportera plus que ce plat* ».

En même temps, il n'y a aucune inconvenance à situer son modèle civilisationnel, ses modes de vie et de pensée au-dessus des autres. Le célèbre ethnologue qui voyait dans sa discipline un moyen de préserver la diversité des cultures, des espèces animales et végétales, ajoute de ce point de vue dans *Le Regard éloigné* qu'il n'y en a pas davantage à ne pas éprouver d'attrance pour d'autres, pour tel ou tel genre de vie « respectable en lui-même ».

A la condition cependant de ne pas se mettre en tête de vouloir l'étendre, l'imposer au reste du monde.

Les temps présents nous invitent à ne pas désespérer pour autant de la sérénité, cet art de découvrir, d'inventer ce à quoi on ne s'attend pas. Après tout, dans les sciences expérimentales, les exemples ne sont pas rares. Au contraire. Mais la pensée scientifique moderne a conduit à penser que l'Homme pouvait se transformer en « maître et possesseur de la nature », des philosophes (Descartes, Pascal, Hobbes, Spinoza ...) ont pressenti qu'elle pourrait même un jour s'appliquer à l'Homme lui-même (ce qui est le cas dans le domaine de la bioéthique notamment). Le fait est que la lucidité post-moderne n'a pas freiné le phénomène. Cette volonté d'auto-objectivation et, finalement, d'auto-transformation, inscrite dans la logique rationaliste des Lumières, est manifeste aujourd'hui lorsque l'on voit combien le désir de contrôle est prégnant. Y a-t-il une autre voie que la foi aveugle dans la science (qui s'est historiquement émancipée de la morale et de la religion, mais qui comporte parfois une certaine dimension morale, si ce n'est « religieuse ») et le fait de se réfugier dans le ou les particularismes ?

Comme le relève le philosophe néerlandais Herman De Dijn (37) : « *De nos jours, le désir moderne de manipulation et de contrôle se concrétise en effet de deux manières. Tout d'abord, l'homme moderne a fini par se constituer lui-même en objet de ses propres investigations et techniques. Est-ce le signe d'une haine profonde de soi? La deuxième tendance est celle de la mise en valeur active, sinon activiste de traditions et de particularités culturelles. Cette dernière tendance semble être le symptôme d'une quête frénétique - contradictoire? - de «ré-enchantement* ».

Dans un contexte de révoltes dans le monde, de l'Algérie au Liban, en passant par la Bolivie, l'Egypte, l'Irak... et de développement des guerres hybrides, et face au dérèglement climatique qui en remet une couche sur la question du changement de société, nous ne doutons pas au PRé que les Hommes soient capables de se réinventer et de réenchanter leurs vies, individuellement et collectivement. Nous persistons à penser que des solutions sont non seulement possibles, mais qu'elles sont sur la table : il n'est pas trop tard. Il « suffit » de prendre en considération la Terre, de la respecter, de la réparer, d'en devenir les *jardiniers*, donc de nous respecter, pour continuer de l'habiter. Nous croyons envisageable une libération des énergies citoyennes, pour peu qu'on ne les bride pas, rendue d'autant plus possible par la marginalisation actuelle des partis politiques traditionnels qui dure. Il n'est pas irréaliste de penser que cela pourrait passer par la création de nouvelles formes d'organisation politique fondées sur une démocratie réinventée, la participation de tous, la responsabilité de chacun à l'égard des affaires communes ; fondée sur une **démocratie continue** qui ne se confonderait pas avec la délégitimation de toutes formes de représentations, mais forgerait comme une alliance des individus et du commun.

Il y a urgence à redessiner un horizon.

Dans le même temps, si ce n'est préalablement, les Français attendent du discours politique qu'il se fasse modeste, ce qui ne veut pas dire sans ambition, courageux, sans plus reporter l'étape absolument nécessaire d'un auto-diagnostic aussi lucide et honnête que possible sur sa propre impuissance pour espérer se régénérer et regagner en crédibilité.

Les multiples crises que nous subissons qui conduiront, il faut l'espérer, à des métamorphoses positives dans les registres de nos vies, ne serait-ce que pour essayer d'anticiper les prochaines, ne doivent pas se réduire à généraliser une attitude de défiance face au réel, mais nous garder du *mauvais génie* : Descartes interrogeait en son temps le rapport à la réalité et la remettait en cause, au motif où le réel est souvent différent de la perception que l'on a du réel. Plus près de nous, l'écrivain américain de science-fiction **Philip K. Dick**, sur les traces de Descartes, met lui aussi en doute le rapport au réel. Ses romans ont ceci de remarquable qu'ils interrogent le monde, mais aussi nos mondes : ils *fracturent la réalité*, perturbent l'image projetée de la réalité, littéralement, comme dans *Ubik*, le plus souvent métaphoriquement, mais ils permettent quand il y a lieu d'entrevoir ce qu'il y a de caché derrière, en nous mettant à disposition phares et balises.

Ce questionnement peut aller jusqu'au doute : Est-ce que je rêve ce que suis en train de vivre ? Puis-je empêcher le futur meurtre que je me vois commettre ? Qu'est-ce qui est réel ?

Tout l'art de Dick tient à la savante machination qu'il construit autour de cette simple mais insondable question, dont la réponse n'est jamais tranchée. Fantastique réalité anticipée de notre futur, qui nous renseigne sur notre présent : c'est peut-être cela, la faille qu'arrive à ouvrir l'outil science-fictif dans notre réel. La plus courte nouvelle écrite par Dick, résume bien cet art si particulier de la perturbation : « *Dans une société ravagée par la guerre et les bombes à hydrogène, les jeunes femmes nubiles se rendent dans un zoo futuriste où elles ont, dans les cages, des rapports sexuels avec diverses formes de vie contrefaites, non humaines. Dans le cas qui nous préoccupe, une jeune femme rafistolée à partir des corps abimés de plusieurs autres a des rapports sexuels avec une extraterrestre femelle, là, dans la cage, à la suite de quoi, grâce à la science du futur, elle conçoit. L'enfant naît, la jeune femme et la femelle de la cage se battent pour se l'approprier. L'humaine l'emporte et dévore promptement le rejeton – cheveux, dents, orteils, tout. Là-dessus, elle se rend compte que c'était Dieu.* » Le titre de cette micronouvelle ? « L'histoire qui met fin à toutes les histoires » (38).

Le défi écologique ne consiste pas de notre point de vue à rejouer la scène antique de la nature contre la culture, pas davantage de s'incliner devant les arbres comme devant de nouvelles divinités, aussi sympathiques, apaisants, portant à la méditation soient-ils, surtout les arbres remarquables, en passant par pertes et profits le sens politique du siècle dernier, mais à se dire : la légitimité du sujet environnemental est réelle, le sujet Terre est réel, comment faire pour s'en sortir sans tomber dans une nouvelle religiosité, dans une « relève religieuse » pour reprendre le mot de l'auteur du *Siècle vert* qui s'incarnerait dans un nouveau culte druidique *new age* de la nature se substituant aux précédentes religions séculières (progressisme, communisme, productivisme) dont la DLC est sinon atteinte, du moins dépassée ? C'est aussi un changement systémique, un changement « d'englobant » : nous quitterions celui de l'Histoire pour entrer dans celui de la Nature. Au cours de cette métamorphose, le risque de tomber dans un nouvel absolutisme n'est pas neutre. Dans un clin d'œil malicieux à l'agriculture, il rappelle, non sans raison, que toutes les monocultures sont néfastes, aussi bien « l'homocentrisme » et le « *fondamentalisme économique* » d'aujourd'hui que pourrait l'être l'absolu écologiste demain. Attention donc, à ne pas passer d'un extrême à l'autre, à ne pas basculer « de l'amnésie à l'obsession ». Mieux vaudrait un juste milieu, ni homocentrisme ni antisécisme : après tout, souligne-il, le Grand Soir n'est jamais advenu en Occident mais a agi comme une épée de Damoclès qui a considérablement inhibé et régulé le capitalisme. « *C'est la règle : on visait au départ une révolution, on finit par une correction de tir.* »

Le changement de civilisation en cours est réel, quoi qu'on en pense et qu'elle que soit la forme qu'il prendra au final sur laquelle nous pouvons influencer pour espérer tirer une « morale de l'essentiel » (Milan Kundera in *Le Rideau*). Il n'est bien sûr pas interdit de considérer qu'on se trompe de focale en s'inquiétant d'éventuelles dérives du « culte de la Nature » alors que le monde, on l'a vu précédemment, souffre plutôt d'une absence de réaction organisée, efficace au phénomène de dérèglement climatique et des pollutions systémiques, reste pour l'instant globalement sourd aux alertes de la science, cependant que le secrétaire général des Nations unies nous exhorte à stopper notre « *guerre suicidaire* ». L'inverse est tout aussi à considérer. On n'est pas obligé de voir tout en noir. Nous pouvons aussi relire *l'Amour aux temps du choléra* de Gabriel García Márquez et *Un sacré gueuleton* de Jim Harrison...

(1) Cf. <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/09/30/la-laicite-repudiee/>

(2) « Les trous de mémoire » : voir *Les Années algériennes* (émission de TV "REMBOB'ina" présentée par Patrick Cohen sur La Chaîne Parlementaire avec le concours de l'INA), consacrée à l'excellent documentaire de Benjamin Stora. (avec Philippe Alfonsi, Bernard Favre et Patrick Pesnot) :

Historien, professeur des Universités, spécialiste majeur de l'histoire du Maghreb contemporain (XIXe et XXe siècles), de l'histoire coloniale, des guerres de décolonisations et de l'histoire de l'immigration maghrébine en Europe, Benjamin Stora y a consacré 40 ans de sa vie en recherches ; on a pu dire qu'il chuchotait à l'oreille des présidents ; il ne s'est en tous les cas jamais dérobé. Quitte à s'exposer. Il n'a jamais refusé ses conseils pour faire avancer le partage et la paix des mémoires. Le Président Macron lui a d'ailleurs confié en juillet dernier une mission sur « la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie », à charge pour lui de « formuler librement des recommandations » en vue de favoriser « la réconciliation entre les peuples français et algérien ». Une mission qui a fait immédiatement se hérissier l'extrême droite et une partie de la droite française, alors que les gauches sont restées et restent singulièrement silencieuses sur le sujet...

Benjamin Stora est l'auteur de très nombreux ouvrages et de plusieurs rapports dont le dernier en 2019 sur la coordination et l'accompagnement de l'action culturelle en faveur des migrants ; un autre en 2017 sur l'état de la recherche sur l'histoire de l'immigration en France ; il présida aussi en 2016 la commission sur les manifestations sanglantes de décembre 1959 en Martinique, de Mai 1967 en Guadeloupe et le crash en juin 1962.

Derniers ouvrages parus : *Une mémoire algérienne* (Ed Robert Laffont, Coll Bouquins, mars 2020), *Retours d'Histoire, l'Algérie après Bouteflika* (Bayard, 2020).

Benjamin Stora est membre du conseil scientifique du PRé.

<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/11/04/algérie-été-62-l-indépendance-aux-deux-visages-par-jean-michel-meurice-et-benjamin-stora-2002/>

- (3) Cf. rapports Obin, IGEN, 2004 (« les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires »), Actes du séminaire de la Conférence des présidents d'université – CPU, 2003 (« La laïcité à l'université ») ou encore l'avis du Haut Conseil à l'intégration, 2013 (« Expression religieuse et laïcité dans les établissements publics d'enseignement supérieur en France »). Voir aussi ce commentaire de Pierre-Henri Tavoillot, maître de conférences en philosophie à l'université Sorbonne Paris IV et président du Collège de philosophie, à propos de ce que des universitaires voient comme une « attaque contre la liberté académique » et une « chasse aux sorcières » visant notamment les études décoloniales, à la suite des propos de Jean-Michel Blanquer sur « l'islamo-gauchisme » : « Ils se trompent gravement de priorité dans les urgences ! Si l'on pense être incapable de distinguer ce qui relève des désaccords scientifiques légitimes, même très vifs, et ce qui relève de la manipulation destructrice, autant fermer les portes des universités tout de suite. Si l'on ne se fait pas nous-mêmes confiance pour discerner un adversaire intellectuel d'un ennemi mortel, nous aurons failli à notre mission d'émancipation par le savoir et la culture. Le défi est réel parce qu'on voit toute une gradation d'attitudes possibles. Le déni, tout d'abord - « aucun problème, tout cela est très exagéré ! » -, puis le « surtout pas de vague » qui évite d'affronter la menace pourtant identifiée, puis la mauvaise conscience - « pas d'amalgame ! » -, puis la culpabilité - « l'islamisme est notre créature, le fruit de notre "islamophobie" » -, puis la peur, qui peut animer certains froussards de la République, pâles successeurs des hussards de jadis. La somme de toutes ces petites trahisons déroule le tapis rouge devant nos ennemis et leurs complices » (in entretien Le Figaro du 19-11-2020). Dernier ouvrage paru de PH Tavoillot : *Comment gouverner un peuple-roi ?* (Ed. Odile Jacob. Prix du livre politique 2019).
- (4) *catastrophisme anthropologique* : référence aux écrits de l'écrivain Philippe Muray ou aux ouvrages d'autres écrivains tels Michel Houellebecq et Maurice G. Dantec, spécialiste du polar et de la science-fiction, qui se font sinon les promoteurs, du moins les vecteurs d'une idéologie de la catastrophe qui transcenderait les clivages idéologiques, avec une tendance marquée par l'ivresse du pessimisme, cherchant à aligner le plus de motifs possible pour se convaincre d'une seule et unique même chose : *No Future*, tout est foutu.
- (5) *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, de Philippe Corcuff, ouvrage à paraître début mars 2021 (Editions Textuel, collection "Petite Encyclopédie Critique", 672 p, <https://actessuddiffusion.livres-choisis.com/notices/la-grande-confusion-comment-lextreme-droite-gagne-la-bataille-des-idees/>)
Philippe Corcuff, chercheur, membre du laboratoire de recherche CERLIS (Centre de Recherche sur les Liens Sociaux, Université de Paris Descartes/CNRS), sociologue engagé, maître de conférences HDR à l'IEP de Lyon, militant libertaire, co-fondateur de l'université populaire de Lyon, évoque Droite extrême (le trumpisme) et Extrême droite (le lepénisme de Marine Le Pen), dans leurs points de jonction et leurs ressemblances, qui dessinent les nouveaux visages d'un ultraconservatisme connaissant une certaine attractivité à une échelle internationale depuis le milieu des années 2000, en bénéficiant du brouillage des repères politiques traditionnels antérieurement stabilisés. La xénophobie et l'hostilité aux tendances pluriculturelles et métissées des sociétés modernes sur fond nationaliste, la fausse lucidité conspirationniste à la place de la critique sociale radicale. Il y souligne le fait que la droite extrême américaine se laisse glisser sur les pentes du sexisme et de l'homophobie les plus décomplexés, voire de l'antisémitisme, alors qu'en quête de respectabilité l'extrême droite française se police sur ces terrains pourtant traditionnels pour elle. A la fétichisation des mots fascisme ou populisme, il préfère emprunter la notion de « postfascisme » permettant à la fois de mieux saisir des continuités et des discontinuités, et notamment la réappropriation du lexique républicain et démocratique (« République », « souveraineté populaire » fusionnée avec « souveraineté nationale », « liberté » et « égalité », « laïcité », etc.) en décalage avec les discours antirépublicains et antidémocratiques en cours dans les années 1930.
Il souligne cependant que l'extrême droitisation portée tant par le trumpisme que par le lepénisme ne fonctionne pas par leurs seules forces, mais aussi grâce aux paralysies, aux ambiguïtés et aux confusions à gauches, à l'emploi inapproprié de l'expression « bonnet blanc et blanc bonnet » entre lepénisme et « macronisme », quand on use des ficelles du complotisme pour rebondir sur la scène politicienne, quand la diabolisation des médias se substitue au déploiement de l'imagination émancipatrice, etc., on participe, assure-t-il, « dans l'inconscience à tisser la toile rhétorique susceptible de nous étouffer ».
De ce point de vue, il questionne l'attitude de figures issues des gauches comme Ignacio Ramonet, Laurent Bouvet, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Todd, Jean-Claude Michéa, Arnaud Montebourg qui ont pu laisser échapper, note-t-il, une certaine fascination pour Trump au moment de son élection en 2016...
Derniers ouvrages parus : *Individualidades, común y utopía. Crítica libertaria del populismo de izquierda*, préface de José Luis Moreno Pestaña, prólogo por José Luis Moreno Pestaña, traducción y revisión de David J. Domínguez y Mario Domínguez (Madrid, Dado Ediciones, colección "Disonancias", 2020) ; *Théories sociologiques contemporaines. France, 1980-2020* (Paris, Armand Colin, collection "Cursus", 2019).
Philippe Corcuff est un contributeur du PRé.
- (6) [Etienne Espagne, économique \(CEPII\)](#), in « Climatiser la finance pour financer le climat », The Conversation, 30-01- 2017.
- (7) Cf. article *Covid-19: révélateur du soft power de la Chine en Afrique subsaharienne*, par Arnaud Houénoù, politiste, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), contributeur du PRé.
<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/07/16/covid-19-revelateur-du-soft-power-de-la-chine-en-afrique-subsaharienne-par-arnaud-houenou-politiste-universite-d-abomey-calavi-benin/>
- (8) Cf. <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2019/10/26/renaissance-de-l-europe-par-stanislas-hubert-et-dominique-leveque/>
- (9) Rapport Avenir de l'Otan, 2020 : Le secrétaire général de l'Organisation, Jens Stoltenberg a annoncé le 31 mars, la composition d'un groupe d'experts chargés de réfléchir à l'orientation future de l'Alliance, dont le principe avait été acquis au Sommet de Londres, début décembre 2019. Le groupe réunit cinq hommes et cinq femmes. La France y est représentée par Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères sous Jospin, ancien secrétaire général de l'Elysée (1991-1995) sous François Mitterrand. Les questions sont nombreuses : quel positionnement par rapport à la Russie, comment traiter la question turque – membre de l'OTAN –, quelles capacités de projection militaire en dehors de l'Europe, etc.
- (10) Cf. <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/06/08/solidarite-financiere-et-annulation-de-dettes-l-agenda-financier-de-l-europe-d-apres-par-liem-hoang-ngoc-economiste/>
- (11) Gaël Giraud, économiste ancien chef économiste directeur de l'Agence française de développement (AFD), entretien pour Public Sénat, 27 juin 2020
- (12) *Chronos - L'Occident aux prises avec le Temps*, François Hartog (NRF Gallimard, octobre 2020)
- (13) « le désenchantement du monde », pour reprendre la formule de Max Weber (« Die Entzauberung der Welt ») proposée par le sociologue allemand (1864-1920) à la fin de sa vie, dans une conférence publiée en 1919.
- (14) « *La démocratie est le régime de la réflexivité collective et de la liberté autolimitée.* », Entretien de Cornélius Castoriadis (1922-1997) avec Roger Pol Droit pour *Le Monde*, 10-12-1991
- (15) Cf. <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2019/11/29/la-social-ecologie-est-un-humanisme-presente-par-dominique-leveque/> et <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2018/12/24/le-besoin-d-un-projet-de-societe-presente-par-dominique-leveque/>

- (16) Léo Hamon dans « Du référendum à la démocratie continue », in Revue française de science politique – Persée, août 1984.
- (17) Régis Debray, « Etes-vous Démocrate ou Républicain ? » in *Nouvel observateur*, 1995)
- (18) *L'Histoire socialiste de la Révolution française*, Jean Jaurès, publiée au tout début du vingtième siècle, incarne un moment fort de l'affirmation des singularités du socialisme jaurésien, qui entend s'ancrer dans la tradition révolutionnaire et républicaine du siècle précédent : « *Il y avait dans la France révolutionnaire une telle force de passion, un orgueil si véhément de liberté que, même si elle avait pu mesurer exactement l'étendue de la lutte où elle entraînait, elle n'aurait pas reculé ?* », réédité en 2015 (Editions sociales)
- (19) Shoshana Zuboff, in *Le Monde Diplomatique* de janvier 2019.
- (20) François Sureau, avocat, écrivain, membre de l'Académie française dans un entretien à la *Revue des Deux Mondes*, sept 2020
- (21) Guillaume Vuilletet in *Marianne* du 10 au 16 avril 2020. Vice-pt du groupe LaREM à l'AN depuis septembre 2020.
- (22) *Covid-19 : une crise organisationnelle*, Henri Bergeron, Olivier Borraz, Patrick Castel, François Dedieu (Presses de Sciences Po, 2020). Henri Bergeron dans un article co-écrit avec son collègue sociologue Olivier Borraz (sous le titre "Covid-19 : Impréparation et crise de l'Etat", pour AOC media), ainsi que dans un podcast publié par le CNRS ("Peut-on améliorer l'organisation de la santé publique ?"), pose que la coopération et la coordination sont loin d'être évidentes dans la pratique, que ce soit entre ces différentes organisations ou avec l'État et ses représentants. D'où la question - et quelques autres - : les Organisations de notre système de santé souffriraient-elle d'un déficit d'organisation? Le sentiment plus général d'Henri Bergeron que nous partageons est aussi celui d'un Etat qui « *suscite des attentes qu'il n'est pas en mesure d'honorer ; un faux sentiment de protection d'un pouvoir régalién qu'une jurisprudence fournie n'a cessé de confirmer depuis au moins 30 ans et qui crée une fausse impression de sécurité.* » C'est ce décalage et la stratégie de communication adoptée en début d'épidémie et jusqu'il y a peu, qui ont créé le vertige dans lequel chacun de nous a pu être pris devant les non-dits, les maladroites, et les incongruités pour le moins, des discours officiels, mais qui nourrissent aussi le complotisme et tous les accès d'hypocondrie sociale et politique dont nous sommes les témoins sur les réseaux dits « sociaux » et des chaînes d'info continue. Sans compter - mais des études devront être menées à l'issue de la crise pour l'établir sérieusement, comparer les politiques menées dans les différents pays, déterminer quelles auront été les stratégies qui ont sauvé le plus de vies - que l'on peut s'interroger tout de même sur le temps mis par les autorités françaises pour prendre la pleine mesure de l'épidémie puis de la pandémie. Car entre les premières mesures prises en Chine fin janvier et les premières annonces de l'exécutif français, il s'est passé quasiment un mois et demi. Personne de raisonnable ne peut douter que ce fut facile ou qu'il suffisait de s'en remettre aux seules vertus du "yakafonkisme". On peut cependant avancer sans trop se tromper que cette crise est aussi, comme avait pu déjà le souligner Olivier Barroz dans le dossier Lubrizol, "le signe de l'inefficacité d'une gestion de crise à l'ancienne". Henri Bergeron est membre du conseil scientifique du PRé.
- (23) *Inégalités de niveaux de vie, inégalités d'émissions carbone : une comptabilisation qui arrange les investisseurs*, par Marc Germain avec Louis Possoz, ingénieur, membre fondateur du groupe [QuelFutur](#), groupe de réflexion scientifique interdisciplinaire sur l'urgence environnementale. (*The Conversation*, 30 septembre 2020).
- (24) Etude de l'ADEME, agence de la Transition écologique "S'adapter aux changements climatiques - Agir pour mieux anticiper les évolutions du climat, septembre 2020" : <https://www.ademe.fr/.../guide-pratique-adapter...>
- (25) *Territoires zéro chômeur de longue durée* : Laurent Grandguillaume est président de cette association nationale. Le projet « Territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD) a été porté par ATD Quart Monde en partenariat avec le Secours catholique, Emmaüs France, Le Pacte civique et la Fédération des acteurs de la solidarité avec, dès le départ, une volonté partagée que la conduite opérationnelle de ce projet puisse être ensuite portée par une organisation ad-hoc. L'association a ainsi été créée le 7 octobre 2016 pour animer et développer le projet avec l'ambition de démontrer qu'il est possible à l'échelle de petits territoires, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un emploi à durée indéterminée à temps choisi, en développant des activités utiles pour répondre aux besoins des divers acteurs du territoire. Suite à l'habilitation des 10 territoires expérimentaux par la loi du 29 février 2016, de nouveaux territoires volontaires se mobilisent depuis pour mettre en œuvre la démarche. Il est également vice-pt de la fondation Travailler Autrement, « think tank des nouvelles formes d'emploi », créée à l'initiative des groupes ITG, Alixio et IGS mais également des syndicats (CFDT, UGICT-CGT Cadres...), ainsi que des personnalités de la société civile. L'Assemblée nationale a voté, le 16 septembre, une loi prévoyant l'extension de l'expérimentation à 60 territoires.
Voir aussi : <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/06/25/le-travail-a-t-il-encore-de-l-avenir-par-laurent-grandguillaume/>
- (26) *Capital et Idéologie*, Thomas Piketty (éditions du Seuil, septembre 2019).
- (27) *Le Covid-19, une leçon d'humilité*", entretien avec Serge Guérin à *La Tribune* (24-03-2020). Serge Guérin, spécialiste des questions liées au vieillissement et à la « seniorisation » de la société, des enjeux de l'intergénération et des théories du *care* via la notion d'accompagnement et d'écologie sociale est professeur et directeur du pôle Santé à l'INSEEC, en charge de trois Masters : Direction des établissements de Santé, Management de la Siver Economie, et Management de la e-santé ; chercheur associé au Centre Edgar Morin (iAC - EHES - CNRS). Derniers livres parus : *Afrique, jeunesse, innovations : des pistes pour inventer le xxiie siècle*, avec Jean-Louis Martinez (Ed Micro Application, Juin 2020) ; *Les Quincados* (Calmann-Lévy, 2019).
Serge Guérin est membre du conseil scientifique du PRé.
- (28) Cf. *Des Vents porteurs. Comment mobiliser (enfin) pour la planète*, Thierry Libaert (Editions Le Pommier. Septembre 2020). <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/09/15/la-planete-brule-par-thierry-libaert-universitaire-membre-du-conseil-scientifique-et-du-conseil-des-membres-du-pré/>
Thierry Libaert, professeur des universités, auteur d'une trentaine d'ouvrages, président de l'Académie des controverses et de la communication sensible, membre du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot, du Earth & Life Institute et du CES européen. Il est l'auteur du premier texte européen sur la lutte contre l'obsolescence programmée.
Il est particulièrement investi sur les nouvelles modalités économiques de la transition écologique. Il a auparavant été négociateur lors du Grenelle de l'Environnement (Commission Gouvernance, 2007). Missionné en 2018 par le ministre de la transition écologique pour un rapport sur la durabilité des produits, rapport remis en janvier 2019, il a été (septembre 2019) chargé d'une nouvelle mission relative à la compatibilité du modèle publicitaire face aux enjeux de la transition écologique.
Thierry Libaert a aussi publié sur cette question *Communication et Environnement, le pacte impossible* (Presses Universitaires de France, 2010), *La communication verte. L'écologie au service de l'entreprise* (Editions Liaisons, 1992. Médaille de l'Académie des Sciences Commerciales).
Thierry Libaert est membre du conseil et du conseil scientifique du PRé.
- (29) « Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures », Credoc, *Consommation et modes de vie* – Mars 2019
- (30) *Le siècle vert*, Régis Debray (Gallimard, coll Tracts, 2020)
- (31) Cf. Note du PRé <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/04/28/le-monde-d-apres-c-est-maintenant-présenté-par-Stanislas-Hubert-Dominique-Lévêque-Thierry-Libaert/> 26-04-2020

- (32) *Riding the Storm - Market turbulence accelerates diverging fortunes* : [étude publiée par la banque UBS et le cabinet conseil Price Water House coopers.](#)
- (33) Patrick Chastenet, in article de *Marianne*, N° 1219, daté du 24 au 30 juillet 2020. Ancien élève d'Ellul, vulgarisateur de sa pensée, professeur de sciences politiques à Bordeaux, auteur d'une récente *Introduction à Jacques Ellul* (éditions La Découverte, collection Repères, 2019)
- (34) Dominique Bourg dans une interview au *Monde* avec Pierre Le Hir, 14-12-2018.
- (35) Emmanuel Levinas in *Altérité et transcendance* (Éditions Fata Morgana, 1995).
- (36) Cf. « Climate-related financial policy in a world of radical uncertainty: Towards a precautionary approach » par Hugues Chenet, Honorary Senior Research Fellow, UCL Institute for Sustainable Resources, Josh Ryan-Collins, UCL Institute of Innovation and Public Purpose et Frank Van Lerven, New Economics Foundation, 2019).
- (37) *Comment survivre au désenchantement du monde? A propos de la modernité*, par Herman de Dijn (In: Revue Philosophique de Louvain. Quatrième série, tome 100, n°4, 2002. pp. 769-785). Herman de Dijn est professeur émérite de philosophie (Institut supérieur de philosophie - Université catholique de Louvain, Belgique).
Ses principales publications : *Spinoza* et *The Way to Wisdom.*, plus récemment *De andere Spinoza*. Ainsi que de nombreux essais sur des sujets culturels et philosophiques : *Comment survivre à la liberté ?*, *Tabous, monstres et loteries; l'éthique dans les temps modernes*, *Modernité et tradition* et *Religion au 21ème siècle : un petit manuel pour les défenseurs et les adversaires*. Les œuvres d'auteurs comme Ludwig Wittgenstein, Michael Oakeshott, Josef Pieper, G.K. Chesterton, C.S. Lewis et Roger Scruton ont suscité son intérêt pour la philosophie culturelle.
Herman de Dijn est membre de l'Académie Royale des Sciences de Belgique
- (38) *L'histoire qui met fin à toutes les histoires*, Philip K Dick, *the Little black box* (the collected stories of Philip K. Dick, #5, [ed. Paul Williams]; Los Angeles, CA & Columbia, PA: Underwood-Miller, 1987).
Remerciements à Elisabeth Antébi, historienne, journaliste et écrivain, contributrice du PRé, qui nous a donné envie de nous replonger dans Philip K Dick après nous avoir donné à voir l'une de ses interviews de l'époque avec l'auteur de *Dr. Bloodmoney*, *Or How We Got Along After the Bomb*, un roman de science-fiction de 1965 :
<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/04/18/entretien-avec-philip-k-dick-par-elisabeth-antébi/>
<https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/04/17/chroniques-terriennes-par-elisabeth-antébi/>